



Sites marécageux

Plan sectoriel cantonal sur les sites marécageux

Sites marécageux

Plan sectoriel cantonal sur les sites marécageux

Impressum

Editeur

Conseil-exécutif

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT)

Groupe de projet

Flurin Baumann, OACOT, Service de l'aménagement cantonal (chef de projet)
Bernhard Jezler, inspecteur des constructions, OACOT, arrondissement de l'Oberland bernois
Erich Linder, aménagiste, OACOT, arrondissement de l'Oberland bernois
Regula Manser, juriste, OACOT, Service des affaires communales
Pierre Mosimann, aménagiste, OACO arrondissement du Jura bernois

Photo

Site marécageux Lauenensee
du 1992; Flurin Baumann

Composition

Javier Pintor, OACOT

Traduction

Dominique Tièche, Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Distribution

Office des affaires communales et de l'organisation du territoire
Nydeggasse 11/13
3011 Berne
Téléphone 031 633 77 36, télécopie 031 633 77 31
Courriel: info.agr@jgk.be.ch
Site Internet: www.be.ch

Numéro de commande

01/2 f

Table de matières

1. Introduction	1
1.1 Situation de départ	1
1.2 But et objet du plan sectoriel	2
1.3 Démarche et études de base	2
1.4 Destinataires et force obligatoire	3
1.5 Répercussions et relations avec d'autres plans au sens de la LAT	3
1.6 Actualisation du plan sectoriel	4
1.7 Structure du plan sectoriel	4
2. Objectifs et consignes généraux	7
2.1 Définition de limites précises	7
2.2 Plans d'affectation et plans directeurs communaux	8
2.3 Les plans d'affectation	9
2.4 Désignation des biotopes dignes de protection	9
2.5 Mise en oeuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux dans les réserves naturelles et dans les autres zones à protéger	10
2.6 Plans de protection de la forêt et mesures	10
2.7 Dérogations	11
2.8 Dispositions transitoires au sens de l'article 24 ^{sexies} de la Constitution fédérale	11
2.9 Financement des mesures de protection et d'entretien	12
2.10 Contrôle des résultats	13
3. Buts visés par la protection spécifiques à chacun des sites marécageux	14
Annexe 1: Remarques générales sur l'inventaire des sites marécageux	67
Le mandat constitutionnel	67
Particularités de la protection des sites marécageux	67
Annexe 2: Bases légales, vue d'ensemble	68
Annexe 3: Extraits de bases légales importantes	70
Annexe 4: Organes du projet	80
Annexe 5: Arrêté du Conseil-exécutif	81
Annexe 6: Références et bibliographie	82
Documents publiés dans le cadre de la protection des marais dans le canton de Berne	82
Directives, manuels	82
Bibliographie	83
Abréviations	84

Résumé et conseils d'utilisation

En 1996, conformément au mandat défini dans la Constitution fédérale, le Conseil fédéral a adopté l'ordonnance sur la protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale (ordonnance sur les sites marécageux). Il a ainsi fixé les lignes directrices, et la marge de manœuvre laissée aux cantons et aux communes en vue de l'exécution est plutôt étroite.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne a décidé de ne pas rétrécir encore cette marge de manœuvre au niveau cantonal, mais de la transmettre aussi intégralement que possible aux communes. C'est pourquoi il a prévu une procédure par étapes, en étroite collaboration avec les 39 communes concernées (voir liste ci-dessous). La première étape est constituée par le plan sectoriel sur les sites marécageux, qui contient les dispositions contraignantes pour les autorités absolument nécessaires pour garantir la préservation des sites marécageux. Les communes sont chargées, au cours d'une deuxième étape, de déterminer de manière contraignante pour les propriétaires fonciers dans les plans d'affectations communaux quelles affectations sont encore possibles à l'intérieur des périmètres définis par la Confédération, et sur quelles surfaces, et quelles mesures de protection et d'entretien doivent éventuellement encore être prises pour préserver les caractéristiques des divers sites marécageux. Le canton met les études de base nécessaires à cet effet à disposition des communes dans le plan sectoriel.

Le plan sectoriel sur les sites marécageux ne confère pas de compétences nouvelles. Il ne fait qu'indiquer comment le canton entend exécuter les mandats qui lui sont confiés par la législation supérieure, notamment par l'ordonnance sur les sites marécageux, et régleme les éléments contraignants pour les autorités nécessaires à cet effet. Il se limite à un nombre d'énoncés contraignants très limité. Ces éléments sont encadrés afin d'être facilement repérables. Ils peuvent être regroupés ainsi:

- description des tâches des communes lors de la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux dans les plans d'affectation (ch. 2.1 à 2.4),
- réglementation des compétences des services cantonaux (ch. 2.5 à 2.9),
- buts visés par la protection spécifiques aux différents sites marécageux (ch. 3).

Une vue d'ensemble des bases légales applicables à l'exécution est présentée en annexe, ainsi que le texte intégral de l'ordonnance sur les sites marécageux et des extraits de la loi et de l'ordonnance fédérales sur la protection de la nature et du paysage.

Le présent plan sectoriel répond à un mandat confié par la Confédération

Seuls les éléments indispensables ont été définis de manière contraignante

Bases légales en annexe

			Communes concernées
Allmendingen	Gsteig	Rüschegg	
Amsoldingen	Guggisberg	Rüti b. Riggisberg	
Anet	Habkern	St. Stephan	
Beatenberg	Höfen	Saicourt	
Belp	Horrenbach-Buchen	Saint-Imier	
Boltigen	Lauenen	Schangnau	
Cerlier	Lenk	Schattenhalb	
Champion	Meiringen	Sigriswil	
Châtelat	Mont-Tramelan	Sonvilier	
Douanne	Muri b. Bern	Thierachern	
Eriz	Oberried a. Brienersee	Tramelan	
Gadmen	Rubigen	Uebeschi	
Grindelwald	Rüeggisberg	Zweisimmen	

1 Introduction

1.1 Situation de départ

Répondant au mandat qui lui est confié à l'article 24^{sexies}, alinéa 5 de la Constitution fédérale (article dit "de Rothenthurm", art. 78 de la nouvelle Constitution), le Conseil fédéral a adopté le 1^{er} mai 1996 l'ordonnance sur la protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale (ordonnance sur les sites marécageux, ci-dessous OSM). Cette ordonnance se compose d'un texte qui énumère les droits et les obligations de la Confédération, des cantons et des organismes et personnes concernées, ainsi que d'une annexe dans laquelle sont désignés les différents objets. Le canton de Berne compte (actuellement) 20 marais d'une superficie totale de 215 km², ce qui correspond à environ 3,6 pour cent de la superficie totale du canton (voir figure 1). Par arrêté du 16 juin 1997, le Conseil fédéral a suspendu la procédure relative à l'inclusion du site marécageux du Grimsel (n° 268) dans l'inventaire fédéral et repoussé la décision à une date indéterminée. Tant que le Conseil fédéral ne se sera pas prononcé, ce site marécageux ne pourra pas être intégré au plan sectoriel.

La conservation des sites marécageux est une tâche particulière d'un nouveau type. La plupart des sites marécageux sont utilisés par l'homme, qui les transforme en paysages cultivés. Il convient de préserver les caractéristiques de ces paysages, c'est-à-dire de toujours prendre leur affectation et leur utilisation en considération. La protection des sites marécageux a des prétentions étendues: elle ne se limite ni à une simple protection esthétique du paysage ni à la protection de biotopes isolés.

Dans l'ordonnance sur les sites marécageux, le Conseil fédéral n'a fait que fixer un cadre pour la mise en œuvre de la protection, l'exécution proprement dite étant déléguée aux cantons et aux communes. Dans son arrêté du 28 octobre 1998, le Conseil-exécutif a fixé la procédure de principe pour la mise en œuvre dans le canton de Berne et a débloqué les ressources financières nécessaires (ACE n° 2358). Il convient dorénavant de procéder par étapes, en étroite collaboration avec la population concernée. La première étape consiste à élaborer un plan sectoriel cantonal sur les sites marécageux, plan contenant les dispositions contraignantes pour les autorités, dispositions qui doivent permettre d'assurer la conservation des sites marécageux. Il s'agira ensuite, dans le cadre des plans d'affectation communaux, de déterminer de manière contraignante pour les propriétaires fonciers quelles affectations sont encore possibles à l'intérieur du périmètre délimité par la Confédération, et sur quelles surfaces, et quelles mesures de protection et d'entretien doivent éventuellement encore être prises pour préserver les caractéristiques des divers sites marécageux.

Dans le canton de Berne, les tâches d'exécution de l'inventaire fédéral des sites marécageux sont réparties entre l'Inspection de la protection de la nature (IPN) et l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT). L'IPN est responsable de la protection des biotopes marécageux, c'est-à-dire de l'exécution des ordonnances fédérales y relatives (ordonnance sur les hauts-marais et ordonnance sur les bas-marais), alors que l'OACOT est responsable de l'exécution de l'ordonnance sur la protection des sites marécageux. Le canton et les communes ont jusqu'en 2002 pour exécuter cette dernière tâche.

Mandat légal

Une tâche particulière d'un nouveau type

Facteur de déclenchement:
l'ordonnance fédérale sur les sites marécageux

Répartition des tâches entre l'OACOT et l'IPN

Conditions nécessaires à la mise en œuvre de l'ordonnance fédérale sur les sites marécageux

1.2 But et objet du plan sectoriel

Avec le plan sectoriel sur les sites marécageux, le Conseil-exécutif, s'appuyant sur l'article 99, alinéa 1 LC, crée les conditions nécessaires à la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux de la Confédération (voir annexe 3, pp. 72 ss.). Il entend ainsi

- fixer une conception de la mise en œuvre uniforme pour l'ensemble du canton,
- garantir la coordination avec les autres activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire de la Confédération, du canton, des régions et des communes,
- assurer la collaboration aussi bien au niveau cantonal qu'avec les régions et les communes,
- définir, sous les angles temporel, organisationnel et financier, les principes et les conditions permettant d'aller de l'avant.

Longs travaux préparatoires

1.3 Démarche et études de base

Une longue phase consacrée à la procédure de consultation et à la préparation de l'opinion a dès 1991 précédé la mise en vigueur de l'ordonnance sur les sites marécageux par le Conseil fédéral. Le suivi de ces activités a été assuré dans le canton de Berne par la Commission d'experts des sites marécageux constituée par l'ACE n° 1374/92. En été 1992, une procédure de consultation a été organisée dans le canton auprès de nombreux milieux intéressés. Dans sa prise de position du 13 janvier 1993, le Conseil-exécutif a estimé que l'inventaire devait être clarifié avec le canton et les milieux concernés, et que la population des régions intéressées devait être incluse à la suite de la procédure. Il a confirmé cette position dans l'ACE n° 590 du 23 février 1994, dans lequel il a décidé de procéder à une mise en œuvre par étapes.

La prise de position sur le contenu de l'inventaire a été élaborée jusqu'à fin 1995 de manière décentralisée par des groupes de travail locaux, qui l'ont formulée sous forme de programmes d'affectation et de protection pour 16 des 21 objets. Dans sa prise de position finale du 27 mars 1996, le Conseil-exécutif a présenté diverses propositions relatives au contenu de l'ordonnance et de l'inventaire, propositions dont seule une petite partie a été prise en considération par le Conseil fédéral. Une demande présentée au Conseil fédéral de reconsidérer sa décision n'a pas eu plus de succès.

Procédures de participation et de consultation

Après que la Commission d'experts des sites marécageux eut consolidé le présent projet de plan sectoriel, une procédure de participation de la population et une procédure de consultation des autorités et des organisations concernées ont été organisées du 15 novembre 1999 au 29 février 2000. Ont notamment été invités à prendre position l'Office fédéral de l'aménagement du territoire (devenu depuis l'Office fédéral du développement territorial), l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), le secrétariat général du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, les cantons voisins concernés, les Directions, les offices cantonaux, les régions d'aménagement, les districts et les communes intéressés, les organisations de protection cantonales et plusieurs autres organisations. Les résultats des procédures de participation et de consultation sont contenus dans un rapport séparé [5]. Le plan retravaillé a été approuvé par la Commission d'experts des sites marécageux le 29 septembre 2000.

Entrée en vigueur

Le 8 janvier 2001, le Conseil-exécutif a approuvé le plan sectoriel sur les sites marécageux et l'a mis en vigueur.

1.4 Destinataires et force obligatoire

Le plan sectoriel sur les sites marécageux s'adresse en premier lieu aux autorités cantonales et communales et aux organes des régions, et est contraignant pour eux au sens de l'article 57, alinéa 1 LC.

Contraignant pour les
autorités

Il est porté à la connaissance des autorités fédérales à titre d'étude de base cantonale. Il indique aux propriétaires fonciers les principes directeurs et les bases légales qui régissent les plans et les mesures d'exécution cantonaux et communaux et leur précise la marge de manœuvre disponible. Le plan sectoriel sert en outre également à informer le public.

1.5 Répercussions et relations avec d'autres plans au sens de la LAT

Le plan sectoriel sur les sites marécageux ne crée pas de nouvelles compétences. Il ne fait que montrer comment le canton entend remplir les mandats de la législation supérieure, notamment ceux de l'ordonnance sur les sites marécageux, et réglemente les aspects contraignants pour les autorités lorsque c'est nécessaire.

Pas de nouvelles
compétences

Le mandat essentiel dans le contexte qui nous intéresse ici se trouve à l'article 5, alinéa 2, lettre a OSM, qui prévoit que les cantons veillent en particulier à ce que les plans et les prescriptions qui régissent le mode d'utilisation du sol au sens de la législation en matière d'aménagement du territoire soient conformes à l'ordonnance sur les sites marécageux.

- Le périmètre des sites marécageux recouvre des terrains déjà compris dans les réglementations fondamentales en vigueur dans les communes, soit qu'ils soient inclus dans la zone agricole, soit qu'ils soient soumis aux dispositions d'une autre zone d'affectation, d'une zone à protéger, ou d'autres éléments d'un plan de zones ou d'un plan de quartier. Pour autant que les dispositions de l'aménagement local en vigueur ne contredisent pas les buts de l'ordonnance sur les sites marécageux, elles peuvent être reprises dans l'aménagement du site marécageux. Par contre, lorsqu'elles ne sont pas conformes à l'ordonnance, les modifications nécessaires doivent être opérées, quelles que puissent avoir été les décisions précédentes.

Aménagement local

- Les dispositions de plans directeurs ou de conceptions régionales approuvés qui ne seraient pas conformes à l'ordonnance sur les sites marécageux devront être corrigées lors de la prochaine révision.

Plans directeurs ou
conceptions régionales

En dehors de cela, le plan sectoriel sur les sites marécageux ne confie aucune tâche contraignante aux régions d'aménagement.

- En principe, l'entretien et la rénovation de constructions et d'installations construites légalement dans les sites marécageux sont admissibles pour autant qu'ils ne contredisent pas les objectifs de la protection (art. 23d LPN). Les offices compétents veillent cependant à ce que les atteintes déjà portées à des objets soient réparées le mieux possible, dès que l'occasion s'en présente (art. 8 OSM).

Constructions et
installations

- Pour les plans et dispositions qui sont de la compétence du canton, le plan sectoriel ne définit aucune nouvelle responsabilité. Les autorités compétentes sont cependant encouragées à s'assurer qu'il ne soit pas nécessaire d'agir au sens de l'article 5, alinéa 2, lettre a OSM. Afin de respecter le désir de coordination exprimé dans le plan sectoriel, les travaux en suspens, comme la révision de décisions de mise sous protection pour des réserves naturelles ou pour des plans forestiers régionaux, devront si possible également être adaptés à la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux au niveau communal, notamment en ce qui concerne le calendrier.

Autorités cantonales

Etude de base pour le plan directeur cantonal

L'actuel plan directeur cantonal, qui date des années 80, sera entièrement révisé ces prochaines années. Le plan sectoriel sur les sites marécageux constitue pour cette révision une étude de base au sens de l'article 6 LAT. Les contenus du plan sectoriel importants pour le développement du territoire cantonal seront repris dans le plan directeur et coordonnés aux autres intérêts et aux plans des cantons voisins et de la Confédération.

Examen après 5 ans au plus

1.6 Actualisation du plan sectoriel

En cas de besoin, mais après cinq ans au plus, il conviendra d'examiner si le plan sectoriel est toujours actuel ou si les circonstances ont suffisamment changé pour permettre une meilleure solution globale. Le cas échéant, le plan sectoriel sera alors révisé.

Deux grandes parties

1.7 Structure du plan sectoriel

Le plan sectoriel sur les sites marécageux contient toutes les décisions et toutes les prescriptions relatives à l'espace nécessaires en vue des processus d'aménagement ultérieurs.

Il se divise en deux grandes parties:

- Objectifs et consignes conceptuels pour la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux
- Objectifs de protection spécifiques aux différents sites marécageux

Éléments contraignants mis en évidence graphiquement

Il est constitué d'un texte et d'une carte synoptique qui se complètent, le texte ayant tantôt un caractère contraignant tantôt un caractère indicatif:

- **Texte encadré:** Les éléments définis de manière contraignante (coordination réglée, coordination en cours, informations préalables) représentent des décisions.
- **Texte non encadré:** L'exposé de la situation de départ et les commentaires ne sont pas contraignants. Ils sont destinés à informer les lecteurs et à motiver les décisions.



7	Etang de la Gruère	119	Haslerberg/Betelberg
11	Chaltenbrunnen	163	Gurnigel/Gantrisch
12	La Chaux-des-Breuleux	275	Petersinsel
13	Habkern/Sörenberg	280	Aare/Giessen
16	Bellelay	336	Amsoldingen
19	Lauenensee	339	Albrist
27	Les Pontins	390	Bachsee
35	La Chaux d'Abel	391	Grosse Scheidegg
38	Rotmoos/Eriz	416	Grande Cariçaie
118	Sparenmoos/Neuenberg	419	Steingletscher

Carte: Les sites marécageux du canton de Berne

2 Objectifs et consignes généraux

Consignes cantonales

Les travaux de mise en œuvre doivent permettre d'arrêter, dans les plans d'affectation communaux et dans les actes législatifs cantonaux, les diverses mesures destinées à la réalisation des objectifs de l'inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, et de garantir leur exécution. L'ordonnance fédérale sur les sites marécageux indique quel peut être le contenu de tels plans. Afin de permettre la coordination des travaux de réalisation décentralisés, la marge d'interprétation offerte par la formulation générale de l'ordonnance doit être restreinte, tout en respectant les objectifs de l'ordonnance, de telle sorte que les situations identiques puissent être traitées de la même manière dans l'ensemble du canton.

C'est ainsi qu'il faut comprendre ces consignes. Elles doivent en effet permettre aux diverses instances chargées de l'exécution d'agir de manière unifiée sans pour autant limiter leur pouvoir d'appréciation de façon inacceptable d'une part, et sans entraver la prise en considération des caractéristiques propres aux sites marécageux d'autre part.

Coordination réglée

2.1 Définition de limites précises

Les communes définissent les limites précises du site marécageux dans la procédure relative au plan d'affectation. Elles travaillent à cet effet en étroite collaboration avec l'OACOT.

Les personnes concernées au sens de l'article 3, alinéa 1 OSM peuvent donner leur avis dans le cadre de la procédure de participation publique.

Coordination réglée

Bien que l'annexe 2 de l'ordonnance fédérale sur les sites marécageux contienne des cartes à l'échelle 1:25 000 ou à une échelle inférieure pour chaque site marécageux, l'article 3 de l'ordonnance charge le canton de définir les limites précises des objets en prenant l'avis des propriétaires fonciers, des exploitants, etc. Il n'y a en principe aucune marge de manœuvre lors de la fixation des périmètres précis. Un déplacement de la limite n'entre en ligne de compte que si aucune limite déterminée (route, mur, cours d'eau, ligne de crête, etc.) n'existe sur la carte. Le déplacement ne peut alors en principe se faire que dans l'étroite bande recouverte par le trait sur la carte (ordre de grandeur 2 mm). Il est conseillé de prendre rapidement contact avec l'OACOT et l'OFEFP dans de tels cas.

L'OACOT veille à ce que les services cantonaux, l'OFEFP et les autres offices fédéraux actifs dans le domaine de l'aménagement soient associés aux décisions.

Commentaire

- Certaines conditions importantes doivent être remplies lors de la définition des limites des objets: le tracé doit être défini sans ambiguïté, transposable du plan dans l'espace et être facilement repérable sur le terrain. Etant donné qu'on s'est surtout servi de caractéristiques du paysage facilement reconnaissables sur le terrain pour délimiter les sites marécageux dans l'inventaire, les limites ainsi définies peuvent en règle générale être reprises pour arrêter le périmètre de la zone à protéger de manière contraignante pour les propriétaires fonciers. Une adaptation de ce périmètre aux limites des parcelles peut dans certains cas simplifier la délimitation précise des objets.
- La définition des limites précises du site marécageux ne doit en aucun cas amoindrir les objectifs de protection. Aucun élément important ne peut être exclu du site (terrains caractéristiques aux marais, autres biotopes, éléments géomorphologiques, culturels ou historiques, etc.).
- Les limites doivent être définies de telle manière que les modifications intervenant dans la zone adjacente au site marécageux ne puissent avoir aucune répercussion négative importante sur ce dernier (comme pourrait en avoir la possibilité de construire un bâtiment sur une élévation de terrain bien visible qui forme la limite naturelle du site)

Règles générales pour la délimitation précise des objets

-
- La délimitation du site ne doit pas être arbitraire, mais respecter l'entité paysagère existante. Les limites doivent se fonder sur les caractéristiques du paysage et du terrain.

Voir également à ce sujet le manuel "Conservation des marais en Suisse, éléments de base, exemples pratiques" de l'OFEFP, volume 2, ch. 1.1.3 "Délimitation des sites marécageux dans les plans directeurs et les plans d'affectation", de E. EVEQUOZ et A.STUBER.

L'OACOT propose une délimitation précise des divers sites marécageux comme base de travail.

Coordination réglée

2.2 Plans d'affectation et plans directeurs communaux

Les communes déterminent lors de la procédure relative au plan d'affectation quelles affectations sont encore possibles, et sur quelles surfaces, et quelles mesures de protection et d'entretien doivent éventuellement encore être prises pour préserver les caractéristiques des divers sites marécageux. Elles travaillent à cet effet en étroite collaboration avec l'OACOT. Les buts généraux visés par la protection énumérés à l'article 4 OSM et les buts visés par la protection spécifiques à chacun des sites marécageux précisés au chapitre 3 constituent à cet effet une base contraignante. Conformément à l'article 6 OSM, le canton a jusqu'en 2002 pour mettre l'ordonnance en œuvre.

Commentaire

Les sites marécageux sont pour la plupart des paysages cultivés, habités et utilisés par l'homme, ce qui ne les empêche pas d'être aussi l'espace vital de nombreux animaux et de nombreuses plantes devenus rares. Afin qu'ils puissent garder ce rôle d'espace vital pour l'homme, la faune et la flore, il est indispensable de trouver un équilibre entre les revendications des personnes qui les habitent et les besoins de la nature, par le biais notamment des dispositions réglementant les zones concernées et des règlements des constructions.

La mesure la plus simple pour les communes est de faire de la totalité du site marécageux une zone à protéger au sens de l'article 86 LC. Il est cependant recommandable, notamment pour les sites d'une certaine superficie, de définir différentes zones, pour lesquelles des dispositions, prescriptions et mesures différenciées sont prévues, afin de tenir au mieux compte des différents besoins en matière d'affectation et de protection.

Les communes sont libres de faire appel à l'aide de la région, par exemple afin de garantir la coordination par delà les frontières communales.

L'OACOT, pour sa part, met à disposition une série d'articles intégrables au règlement des constructions en fonction des besoins.

2.3 Les plans d'affectation

Les plans d'affectation des communes doivent contenir au moins les éléments suivants:

Coordination réglée

- définition du périmètre
- le cas échéant, périmètre des différents secteurs
- objets naturels protégés et dignes de protection
- le cas échéant, objets culturels protégés et dignes de protection
- le cas échéant, chemins historiques, objets archéologiques, zones protégées, etc.

Ils peuvent contenir, sous forme de dispositions contraignantes pour les autorités, des éléments relevant du plan directeur, comme des mesures prévues, des indications concernant d'éventuels conflits et les solutions visées, etc.

• Contenus

Commentaire

Le contenu minimum des plans d'affectation découle des objectifs et consignes énoncés ci-dessus (2.1 et 2.2). Conformément aux buts généraux visés par la protection, les éléments et les structures caractéristiques des sites marécageux doivent être sauvegardés, notamment les éléments géomorphologiques, les biotopes, les éléments culturels, ainsi que les constructions et les structures traditionnelles de l'habitat (art. 4, 1^{er} al, lit. b OSM). La question de savoir quels éléments sont caractéristiques des sites marécageux doit être discutée et résolue dans le cadre de l'aménagement communal pour chaque cas.

Dans les plans, il faut distinguer entre les renvois et les éléments définis de manière contraignante. Les renvois reportent le lecteur à des faits significatifs dans le domaine des sites marécageux, mais qui ne peuvent pas être modifiés dans le cadre d'un plan d'affectation (par ex. renvois au droit supérieur réglementant les biotopes marécageux d'importance nationale, ou les réserves naturelles cantonales, etc.). Les éléments définis de manière contraignante sont par contre des réalités que les plans d'affectation ont pour objectif de garantir, de modifier ou de créer.

• Représentation graphique

Les plans sont en général établis à l'échelle 1:5000. Pour des raisons pratiques (dimension du plan), il peut être judicieux d'adopter une plus petite échelle, 1:10 000 par exemple. A la rigueur, la carte nationale à l'échelle 1:25 000 offre une exactitude suffisante pour certains sites marécageux en montagne, qui ne concernent que des territoires communaux non divisés en parcelles et pour lesquels il n'est donc pas nécessaire de connaître les limites des parcelles. En outre, une échelle plus petite se justifie pour certains très grands sites des Préalpes, par exemple dans le cas du SM 13 Habkern/Sörenberg pour lequel l'échelle 1:10 000 ne permet pas une bonne vue d'ensemble. Il convient par contre dans de tels cas d'établir en complément, à l'échelle utilisée habituellement pour les plans parcellaires (1:5000) ou à une plus grande échelle, des plans de détail des surfaces situées dans la zone à bâtir.

2.4 Désignation des biotopes dignes de protection

Les communes désignent dans les plans d'affectations les biotopes dignes de protection d'importance locale au sens de l'article 18, alinéa 1^{bis} LPN.

Coordination réglée

L'article 5, alinéa 2, lettre b OSM prévoit que les cantons veillent à ce que les biotopes au sens de l'article 18, alinéa 1^{bis} LPN qui se trouvent à l'intérieur d'un site marécageux soient désignés (voir annexe 3). D'après le Commentaire LPN (P. Keller et al., 1997, 372ss), on entend au minimum par désignation la définition de la situation, des limites et des buts visés par la protection. La mise en

Commentaire

œuvre ne peut cependant être close que lorsque les dispositions relatives à la protection ont été édictées et/ou les contrats avec les exploitants conclus.

Il n'est guère judicieux, notamment dans les sites marécageux situés à une altitude assez élevée (zones d'estivage par exemple), d'inventorier et de protéger individuellement chacun des biotopes dignes de protection. Il est cependant nécessaire de procéder à un inventaire détaillé dans les espaces à habitat permanent et dans ceux utilisés de manière intensive par le tourisme. Le niveau de précision sera fixé de cas en cas entre l'OACOT et la commune avant le début des travaux d'aménagement.

Pour simplifier le travail des communes en matière de plans d'affectation, l'OACOT met sur demande à leur disposition un relevé sommaire à l'échelle 1:10 000 établi à partir d'une prise de vue aérienne (SIT utilisant le logiciel ArcView) [4]. Les autres tâches d'exécution des communes (inventaire détaillé, évaluation des surfaces et des objets, conclusion de contrats) font partie intégrante de l'élaboration des plans d'affectation communaux.

L'Inspection de la protection de la nature mettra les documents relatifs aux biotopes d'importance nationale et aux biotopes d'importance régionale ou cantonale à disposition à titre d'étude de base avant le début des travaux d'aménagement.

2.5 Mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux dans les réserves naturelles et dans les autres zones à protéger

Coordination réglée

Dans le périmètre des réserves naturelles cantonales, l'IPN met l'ordonnance sur les sites marécageux en œuvre. Si nécessaire, l'IPN veille à l'adaptation du périmètre et à ce que les décisions de protection nécessaires soient prises.

Bien que le périmètre des sites marécageux 7 Etang de la Gruère, 11 Chaltenbrunnen, 275 Petersinsel, 280 Aare/Giessen et 416 Grande Cariçaie ne soient pas en tout point identiques aux réserves naturelles cantonales, aux zones de protection des rives selon la LRLR ou à d'autres zones à protéger, aucune mesure d'aménagement supplémentaire n'est nécessaire au niveau communal pour la mise en œuvre de l'OSM.

Commentaire

Les prescriptions afférentes aux réserves naturelles cantonales prévues à l'article 36 LPN cantonale constituent en principe la protection maximale possible. Cependant, notamment pour des décisions de mise sous protection relativement anciennes, il peut être nécessaire de procéder à certaines adaptations par rapport à l'OSM. C'est pourquoi il est indiqué de prendre assez tôt contact avec l'IPN si l'on se trouve en présence d'une réserve naturelle lors des travaux d'aménagement concernant un site marécageux.

Conformément à l'article 3, alinéa 3 OSM, l'OACOT répond aux questions relatives aux limites précises des sites marécageux dans de telles situations.

2.6 Plans de protection de la forêt et mesures

Coordination réglée

Les plans de protection de la forêt et les mesures à adopter dans le cadre de l'OSM sont déterminés conformément à la législation sur les forêts, si possible dans le cadre des plans forestiers régionaux.

Commentaire

Le contenu et le caractère contraignant des plans forestiers régionaux sont réglementés dans la législation sur la forêt (notamment aux art. 5s. LCFo et 6ss OCFo).

L'Office cantonal des forêts (OFOR) dirige en principe la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux dans les forêts. Des tâches partielles, comme la compensation écologique en forêt, peuvent cependant être assumées par les communes (art. 15 LCFo).

2.7 Dérogations

Les constructions, installations et modifications, ainsi que les changements notables d'utilisation du sol, sont interdits dans les objets tant que les communes n'ont pas pris de mesures de protection et d'entretien (art. 7 OSM).

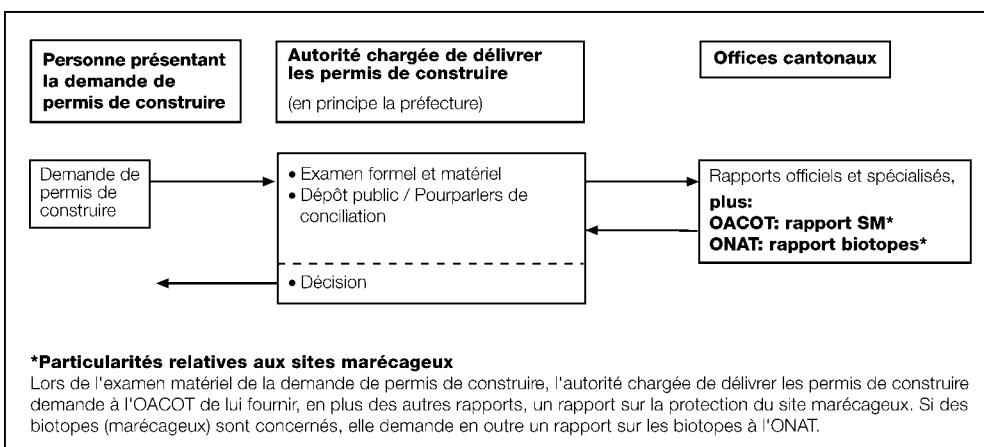
Si un projet est malgré tout présenté, il est soumis à l'OACOT par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation. L'OACOT examine si une dérogation au sens de l'article 7 OSM peut être accordée et communique ses conclusions à l'autorité dans un rapport officiel.

L'OACOT doit être entendu à titre d'office cantonal compétent lors de tout projet de construction, même après une révision de l'aménagement local (art. 22 DPC).

Coordination réglée

Les procédures et les compétences sont clairement réglementées tant pour les projets relatifs à des routes de desserte pour l'agriculture ou l'industrie forestière, à des mesures d'aménagement des eaux, etc., que pour les projets de construction et d'installation en dehors de la zone à bâtir requérant une dérogation au sens de l'article 24 LAT. Le plan sectoriel sur les sites marécageux ne change rien à cela, mais garantit que l'article 7 OSM soit correctement appliqué en prévoyant qu'un office central prenne position sur les projets. Cet office central est l'OACOT, qui examine notamment si les projets sont compatibles avec les dispositions de l'article 5 OSM. Pour les projets touchant les biotopes marécageux ou d'autres espaces vitaux dignes de protection, l'Office de la nature (ONA) doit être associé à la décision.

Commentaire



2.8 Dispositions transitoires au sens de l'article 24^{sexies} de la Constitution fédérale

Les autorités compétentes (OACOT et IPN [hauts marais et bas marais]) désignent, au plus tard lors de l'élaboration des plans d'affectation communaux, les installations, les bâtiments et modifications de la configuration du terrain réalisés après le 1^{er} juin 1983 dans les marais et les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale qui sont contraires aux buts visés par la protection et n'ont pas été autorisés avec force de chose jugée sur la base de zones d'affectation conformes à la loi sur l'aménagement du territoire (art. 25b LPN).

Les articles 25b, alinéa 3 LPN et 5, alinéa 2, lettre f OSM s'appliquent aux mesures à prendre en vue du rétablissement de l'état initial ou en vue d'un remplacement ou d'une compensation adéquats.

Coordination réglée

Commentaire

Le projet d'inventaire des sites marécageux (DFI, OFEFP 1991) contient pour chaque site une liste rudimentaire des atteintes constatées. Ces listes ne sont cependant ni complètes, ni toujours exactes, ni actuelles. Le plan sectoriel ne contient pas la liste détaillée de toutes les atteintes subies depuis 1983 par tous les sites marécageux du canton. La mise au point d'une telle liste aurait exigé un investissement disproportionné: il aurait en effet dans chaque cas fallu vérifier si l'atteinte est contraire aux buts visés par la protection, si les communes concernées disposaient au moment où elle a eu lieu d'un plan d'affectation conforme à la LAT et si l'atteinte a été autorisée avec force de chose jugée conformément à ces zones d'affectation. Il est plus judicieux d'établir une telle liste au moment de l'élaboration du plan d'affectation de la commune.

Coordination réglée

2.9 Financement des mesures de protection et d'entretien

La Confédération assume plus de 80 pour cent du coût des mesures de protection et d'entretien des sites marécageux. Le canton assume en règle générale le solde. Les bases légales règlent les détails. La prise en charge par l'OACOT du solde des coûts d'élaboration des plans d'affectation est soumise aux conditions suivantes:

- la commune doit présenter une demande de subvention à l'office avant le 30 juin 2002 et
- les plans d'affectation doivent être soumis à l'approbation de l'OACOT avant le 30 juin 2004.

À l'échéance du second délai, le Conseil-exécutif peut autoriser l'OACOT à procéder à une exécution par substitution. Les frais subsistant après déduction des subventions fédérales seront alors assumés moitié par la ou les communes n'ayant pas respecté leurs obligations dans les délais, moitié par le canton.

Commentaire

La participation aux coûts de la Confédération est de 84 pour cent. Les charges et les conditions de l'OFEFP sont notamment exposées dans le guide d'application des dispositions de protection [10: p. 51]. En voici certains extraits:

- Selon les dispositions de la LPN, la Confédération n'assure une participation financière que pour les projets liés à la protection des sites marécageux qui respectent les caractéristiques du site et les buts visés par la protection.
- La Confédération finance l'établissement de plans relatifs à des sites marécageux.
- La Confédération verse des contributions pour des mesures se rapportant à un site marécageux ou à une partie de celui-ci, pour autant que ces mesures soient directement liées à la protection du site.
- En principe, les nouvelles constructions et installations projetées par la Confédération respectent le site et ne bénéficient par conséquent pas de subventions versées pour la protection de la nature et du paysage. Le principe du pollueur-payeur est applicable comme partout. Les frais découlant du respect des dispositions légales générales (par exemple exigences plus élevées en raison de l'application de l'ordonnance sur les sites marécageux) sont ainsi à la charge des maîtres d'ouvrage, ou de l'autorité fédérale ou cantonale compétente pour le subventionnement (service cantonal des améliorations foncières par exemple). Le financement de l'OFEFP ne peut entrer en ligne de compte pour des constructions et installations situées dans le site marécageux que si la renonciation à des mesures risque d'avoir des répercussions graves sur le site marécageux.
- Les biens culturels situés dans un site marécageux et protégés par une autre institution (protection du patrimoine, conservation des monuments, etc.) doivent bénéficier en premier lieu d'un financement émanant de cette autre source.

Les demandes de renseignements sur les contributions financières doivent être transmises à l'OFEFP par l'intermédiaire du service cantonal compétent (OACOT). Les requêtes sont examinées cas par cas et en fonction du projet.

La Confédération et le canton assument la totalité de l'élaboration des plans d'affectation communaux des sites marécageux, pour autant que ces derniers correspondent aux exigences des chiffres 2.1 à 2.4 et que les communes respectent les délais légaux. Conformément à l'article 8 de l'ordonnance sur le financement de l'aménagement (OFA), le canton peut financer, en règle générale à raison de 50 pour cent au plus, les projets revêtant pour lui un intérêt particulier. Dans des cas exceptionnels, notamment lorsque l'intérêt cantonal le justifie, le taux de subventionnement peut être majoré de manière appropriée. L'intérêt particulier du canton est déterminé par la répartition des tâches entre le canton et les communes prévues dans le présent plan sectoriel (art. 8, al. 2, lit. b OFA). Le mandat de la Confédération ne peut pas être complètement rempli sans que les communes n'édicte des dispositions contraignantes pour les propriétaires fonciers. Afin de pouvoir à peu près respecter les délais fixés par la Confédération, la part du canton (après déduction des subventions fédérales) sera temporairement portée à 100 pour cent à titre de mesure incitative. Le délai fixé par la Confédération ainsi que celui fixé pour le dépôt des demandes de subventions échoient le 30 juin 2002 (art. 6, al. 2 OSM). La mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux pose des exigences très élevées aux communes, et il faut laisser aux personnes et groupes concernés le temps de les accepter peu à peu; le délai fixé pour la remise des travaux (plans de zones partiels, règlements de construction, le cas échéant plan directeur) a par conséquent été porté au 30 juin 2004. Les communes disposent ainsi d'assez de temps pour élaborer leurs plans avec soin. Si certaines communes devaient ne pas avoir adapté leurs plans et leurs prescriptions à l'échéance du second délai, le Conseil-exécutif peut autoriser l'OACOT à procéder à une exécution par substitution (art. 65, al. 2, lit. c LC). Les frais subsistant après déduction des subventions fédérales seront alors assumés moitié par la ou les communes n'ayant pas respecté leurs obligations dans les délais, moitié par le canton.

La Confédération et le canton prennent entièrement en charge le coût des indemnités annuelles pour la création, le maintien et l'entretien de surfaces et d'objets caractéristiques des marais sur la surface agricole utile, pour autant que les communes aient inclus leur protection dans l'aménagement du site marécageux et aient prévu de telles mesures. Procédure et compétences seront réglementées par le Conseil-exécutif.

Pour autant que les autorités locales et les milieux locaux concernés manifestent concrètement leur motivation, le canton peut soutenir la mise au point de solutions répondant aux intérêts de l'économie et du tourisme qui permettent d'éviter les atteintes aux sites marécageux.

2.10 Contrôle des résultats

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire assure le contrôle des résultats dans le canton de Berne en tenant compte des travaux de la Confédération et des autres offices cantonaux.

Coordination réglée

L'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage a mis au point trois programmes de contrôle des résultats contenant des objectifs et des exigences différenciés. Le contrôle des résultats dans les sites marécageux doit permettre d'obtenir pour chaque objet des données fiables quant aux modifications du paysage et à l'affectation. Le canton peut donc renoncer à effectuer lui-même des relevés dans ces domaines. Il est en revanche judicieux au niveau cantonal de mettre au point et d'appliquer un programme de contrôle dans le domaine de la mise en œuvre. Dans les cas où d'autres services spécialisés (IPN ou OFOR par exemple) assurent la direction de la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites marécageux, l'OACOT assure la coordination.

Commentaire

3 Buts visés par la protection spécifiques à chacun des sites marécageux

L'aménagement et l'exploitation des sites marécageux sont admissibles dans la mesure où ils ne portent pas atteinte aux éléments caractéristiques du site (art. 23d, al 1. LPN). Cette interprétation faite par le parlement du mandat qui lui est confié à l'article 24^{sexties}, alinéa 5, de la Constitution fédérale constitue une déclaration centrale pour les questions relatives aux sites marécageux. L'article 23c LPN précise ainsi ce que sont ces éléments caractéristiques: "La protection a pour but général de sauvegarder les éléments naturels et culturels des sites marécageux qui leur confèrent leur beauté particulière et leur importance nationale. Le Conseil fédéral fixe les buts visés par la protection en tenant compte des particularités de chaque site marécageux". Ces buts sont définis à l'annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux, annexe dans laquelle sont décrits les différents sites marécageux.

En fixant les buts spécifiques visés par la protection énumérés ci-dessous, le canton satisfait aux articles 23c, alinéa 1 LPN et 4, alinéa 2 OSM. La formulation de ces buts s'appuie sur deux études de base:

- Les programmes d'affectation et de protection (PAP) des différents sites marécageux élaborés au cours de la procédure de consultation par les groupes de travail locaux. (Ils ne sont cependant pas complets pour certains sites.)
- Les projets d'objectifs de protection de l'OFEFP, qui sont à la base la description des objets figurant à l'annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux.

Une formulation contraignante (doit) des différents buts est utilisée lorsque les prescriptions légales n'accordent aucune liberté d'appréciation. Si une marge de manœuvre est en principe possible ou qu'il existe une certaine latitude pour agir au niveau de la mise en œuvre par le biais des plans d'affectation, la formulation est moins stricte (doit d'une manière ou d'une autre). La formulation "doit d'une manière ou d'une autre" signifie que le but a été reconnu et qu'il convient de s'efforcer de l'atteindre au mieux. Des expressions comme "si possible", "en règle générale", "dans toute la mesure du possible" ne sont donc pas utilisées.

Les données incluses dans l'annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux sont reproduites (sans les cartes) au début du dossier de chaque objet à titre d'information.

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	7
Objet	
Lokalität	Etang de la Gruère
Localité	
Kanton(e)	BE, JU
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Tramelan
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	201 ha / 22 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1105
Carte(s) nationale(s)	

Description

Avec ses vastes marais et son étang, la Gruère constitue un site marécageux unique pour les Franches-Montagnes. Le site correspond à une combe anticlinale allongée qui a été érodée jusqu'au substrat marneux imperméable. En son centre, les marais et le grand étang déterminent le paysage; les rangées de dolines, des pâturages boisés et des forêts occupent les bords de la combe, que ferme en général une crête bien marquée.

La structure concentrique du paysage est remarquable, en particulier dans la moitié orientale du site où émerge le coeur bombé de l'anticlinal, constitué de calcaires perméables et exploité par l'agriculture; il est entouré d'une ceinture continue de dolines, à l'extérieur desquelles s'étendent des marais allongés (bas-marais et restes de haut-marais).

Le site de la Gruère se distingue par des hauts-marais très bien conservés, qui sont parmi les plus vastes du canton du Jura. De grandes surfaces de pins à crochets, en partie originelles, se combinent aux zones de buttes et de gouilles et aux combes d'écoulement. On y trouve la rare Scheuchzérie des marais, caractéristique des gouilles centrales des tourbières. Les zones autrefois exploitées sont marquées par les bouleaux, les landes à callune et à buissons nains, d'anciens drains en voie de recolonisation et des étangs d'exploitation en partie atterris. Fait également remarquable pour le Jura, les bas-marais sont encore bien développés, notamment dans la partie orientale du site. Sur le territoire du canton de Berne, seule une partie des bas-marais autrefois pâturés sont encore exploités de manière extensive (en bordure immédiate et au sud de la route menant au Gros Bois Derrière). Pour le reste, des formations de hautes herbes (mégaphorbiaies) et buissons et des arbustes ont progressivement envahi les zones abandonnées à elles-mêmes. La forêt marécageuse a même repris ses droits dans la combe étroite à l'extrémité orientale du lieu-dit Derrière la Gruère.

D'autre part, les biotopes marécageux sont également importants pour une faune variée, en particulier pour les libellules, certains papillons et coléoptères.

Les bâtiments agricoles traditionnels, un vestige de moulin dans une doline, deux étangs artificiels, dont l'étang central qui fait la renommée touristique du site et qui faisait fonctionner autrefois un moulin puis une scierie, dénotent la valeur et l'importance culturelle du paysage.

Buts visés par la protection pour le SM 7 Etang de la Gruère

- Les biotopes marécageux désignés à cet effet doivent être maintenus dans leur surface et leur qualité.
- On évitera l'engraissement, les drainages, l'extraction de tourbe et les modifications de terrain et on veillera à la remise en état des marais dégradés ou endommagés. Un plan de gestion du site et des biotopes devrait fournir les bases de réflexion nécessaires à la poursuite des mesures de régénération déjà entreprises dans diverses parties du site.
- Les autres biotopes et éléments naturels protégés et/ou méritant protection en vertu de la LPN et des autres bases légales, de même que les biotopes de valeur particulière et désignés dans la réglementation fondamentale doivent être conservés tant dans leur surface que dans leur qualité, afin de garantir la diversité et la valeur écologiques et paysagères du site. Il s'agit en particulier des étangs, des arbres isolés, des prairies, des pâturages extensifs, des pâturages boisés, etc.
- Le maintien de populations viables d'espèces animales et végétales protégées et/ou menacées en Suisse doit être assuré. Cet objectif s'applique notamment à un coléoptère lié aux hauts-marais intacts; à trois espèces de libellules ainsi qu'à un papillon (voir liste dans le rapport "Moorlandschaften und Artenschutz" OFEFP, avril 1994).
- L'entretien et l'exploitation des forêts doivent d'une manière ou d'une autre être conformes aux principes légaux en la matière, en particulier aux directives pour la prise en compte de la protection de la nature et du paysage.
- Les forêts de haut-marais et les pessières de ceinture ne devraient pas faire l'objet d'une exploitation sylvicole, à l'exception de mesures de gestion ou phytosanitaires particulières. Tout travail forestier en marais doit tenir compte de la nature très meuble des sols tourbeux et y être adapté.
- L'exploitation traditionnelle des pâturages boisés doit d'une manière ou d'une autre se poursuivre, afin de préserver la structure paysagère caractéristique. Il convient de maintenir et d'encourager les pratiques agricoles extensives.
- Les surfaces marécageuses ne doivent pas diminuer au profit de surfaces boisées. Ces surfaces doivent si nécessaire et approprié être régénérées.
- Le caractère actuellement non bâti du site doit d'une manière ou d'une autre être préservé.
- Les formes du relief et les éléments géomorphologiques doivent être conservés, en particulier les formes karstiques remarquables (notamment dolines); tout comblement et utilisation de ces dernières comme dépotoir sont exclus.
- Les témoins historico-culturels tels que murs de pierres sèches, anciennes bornes, haies, allées d'arbres ou étangs endigués doivent d'une manière ou d'une autre être conservés et entretenus.
- La tranquillité du site doit être garantie (éviter la fréquentation par des véhicules autres qu'agricoles ou forestiers en dehors des routes réservées à cet effet; éviter l'augmentation de la desserte existante, sous réserve des impératifs liés à la poursuite d'une exploitation agricole adaptée).
- L'utilisation du site à des fins récréatives doit d'une manière ou d'une autre être subordonnée aux intérêts de la protection de la nature et du paysage. Il convient de réglementer strictement certaines activités (feux, pêche et VTT) et de canaliser les visiteurs, notamment dans les zones particulièrement sensibles (hauts-marais et bas-marais intacts ou en voie de régénération).

Le site marécageux se trouve en grande partie compris dans la réserve naturelle cantonale "Étang de la Gruère" (voir ch. 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung

Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	11
Objet	
Lokalität	Chaltenbrunnen
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Meiringen, Schattenhalb
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	140 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1209, 1210
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Chaltenbrunnen befindet sich in einmaliger Lage auf einer weiten Hangterrasse oberhalb von Meiringen. Die Terrasse wird von einer Reihe von Felsrippen treppenartig unterteilt; auf der untersten Stufe liegt das über 20 Hektaren grosse Hochmoor Chaltenbrunnen, das sich auf wasserundurchlässigen Doggerschichten gebildet hat und zu den wertvollsten der Schweizer Alpen gehört; es wurde nie abgetorft und ist in seinem ursprünglichen, das heisst primären Zustand erhalten geblieben.

Ein grosser Teil des Hochmoores besteht aus einem urtümlichen Bergföhren-Moorwald, dessen Wurzeln von Torfmoos-Polstern umgeben sind. Die klimatischen Bedingungen haben verhindert, dass sich über dem ganzen Gebiet eine regelmässige Torfschicht ausbilden konnte; in diesem sogenannten Hochlagen-Hochmoor heben sich kleine Torfhügel (Bulten) deutlich über nassen, flachen Schlenken hinaus, wie Inselchen in einem See. Oft stocken auf den Bulten verkrüppelte, schlecht wachsende Bergföhren. Dieser Wechsel von trockenen Bulten und versumpften Rinnen und Senken ist für Chaltenbrunnen charakteristisch; besonders gut lässt er sich jedoch im Zentrum des Moores beobachten, das in typischer Weise baumfrei ist und mit seiner Offenheit und Weite beeindruckt. Hier sind inmitten von Rasenbinsenbeständen schön ausgebildete kleine Mooreseen (Blänken) mit Schwingrasenvegetation zu finden. Insgesamt ist die Vielfalt an Moorelementen ausserordentlich hoch. Als Rarität wachsen in den nassen Schlenken die seltenen Blumenbinsen. Bemerkenswert ist auch, dass vier der sechs Flachmoorgesellschaften der Schweiz in dieser eher kleinen Moorlandschaft vorkommen.

Am Südrand des Bergföhren-Moorwaldes verläuft das Tälchen des Seilibachs; in dieses münden kleine Rinnen mit üppig wachsenden Seggenrasen, die das Wasser aus dem Moorzentrum abführen. Gegen die Seilalp hinunter ist das Gelände kleinräumig strukturiert; Flachmoore wechseln ab mit Fichten- und Bergföhrenbeständen. Am Hang zwischen Hochmoor und Gyresprung breiten sich grosse Flachmoore in Senken und Hangverebnungen aus; da und dort finden sich landschaftlich sehr reizvolle Tümpel mit Grossseggen- und Schwingrasenvegetation. Den südlichen Abschluss der Moorlandschaft bildet ein steiler Hang mit Grünerlengebüsch, lockerem Fichtenwald und einzelnen Sümpfchen mit Schnabelseggen.

Chaltenbrunnen besitzt neben verschiedenen mit Gewässern in Zusammenhang stehenden Reliefformen wie Bachtobel und -einschnitte sowie mäandrierende Bachläufe schön ausgebildete Moränenzüge und als eine der wenigen Moorlandschaften der Schweiz Frostmusterböden, die durch periodisches Gefrieren und Auftauen des Untergrundes entstehen.

Die Moorlandschaft wird alpwirtschaftlich genutzt; eine lange Weidemaier trennt die Weiden der Chaltenbrunnenalp von denjenigen der Wandelalp. Einige Alphütten liegen am Rand der Moorlandschaft. Chaltenbrunnen ist naturnah und frei von Beeinträchtigungen durch Infrastrukturen; es ist dementsprechend ein beliebtes Wanderziel. Die prächtige Kulisse mit den Engelhörnern und den Bergketten rund um das Sustengebiet und Titlis trägt zur Schönheit der Moorlandschaft bei.

Schutzziele für die ML 11 Chaltenbrunnen

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die Hochmoore und Schwingrasenflächen.
- Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die Bäche, die Tümpel mit ihrer Verlandungsvegetation und die Quellfluren.
- Die Verteilung der für die subalpine bis alpine Stufe typischen Vegetation mit dichten bis lockeren Waldbeständen, Einzelbäumen, Alpweiden, Zwergstrauchheiden und Grünerlengebüschchen soll erhalten bleiben.
- Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald.
- Geeignete Waldteile sollen als besondere Lebensräume für Pflanzen und Tiere und/oder als Waldreservate ausgeschieden werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
- Die typische Streusiedlung mit Alphütten soll in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten bleiben.
- Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
- Die touristische Nutzung muss sich an den Zielen des Biotop- und Landschaftsschutzes orientieren.

Grosse Teile der Moorlandschaft befinden sich innerhalb des kantonalen Naturschutzgebietes "Chaltenbrunnen-Wandel" (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	12
Objet	
Lokalität	La Chaux-des-Breuleux
Localité	
Kanton(e)	BE, JU
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Mont-Tramelan, Tramelan
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	213 ha / 82 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1105, 1125
Carte(s) nationale(s)	

Description

Le site de La Chaux-des-Breuleux est sans doute le paysage marécageux le plus imprégné par la présence d'un haut-marais dans les Franches-Montagnes, avec la plus grande tourbière jurassienne et la troisième plus vaste de Suisse. Un sentiment d'étendue se dégage du site, dû notamment à l'absence de boisement dans sa moitié est, de même qu'à l'ouverture du paysage en direction du village de La Chaux-des-Breuleux. Les marais occupent un vallon fermé, plat et allongé, aux formes douces, dans un synclinal revêtu de molasse et de moraine rhodanienne. Une ceinture de dolines, dont certaines spectaculaires, protège le haut-marais central des pâturages latéraux, parfois exploités intensivement. Des pâturages boisés, des collines pâturées et des versants boisés constituent la partie externe du site.

Malgré un réseau de fossés développé ayant provoqué l'abaissement de la nappe, les biotopes marécageux présentent une diversité intéressante et sont d'une grande importance pour la faune, en particulier pour les libellules et certains papillons. Ils comportent notamment des surfaces de hauts-marais intacts, des landes étendues à buissons nains et à callune, des bas-marais à grandes laïches dans les zones d'atterrissement de l'étang de la Combe. De nombreux indices de régénération sont visibles: sphaignes recolonisant les étangs d'exploitation et les anciens fossés, notamment ceux qui ont été barrés récemment. Des restes de pinède de haut-marais occupent les bords du marais au sud-ouest, de même que certaines surfaces proches de l'étang. On trouve également des marais d'atterrissement dans des grosses dolines, en particulier à l'ouest de la voie de chemin de fer.

La tranquillité du site est garantie par l'absence quasi totale d'habitations et de routes.

Outre un paysage rural traditionnel largement intact, plusieurs éléments indiquent la valeur culturelle du site: les murs de pierres sèches, en particulier au sud de La Chaux-des-Breuleux, la source ferrugineuse du Pied d'Or et l'étang de la Combe, qui résulte du comblement d'une doline; alimenté par le marais, il servait autrefois de source d'énergie hydraulique pour un moulin puis une scierie.

Buts visés par la protection pour le SM 12 La Chaux-des-Breuleux

- Les biotopes marécageux désignés à cet effet doivent être maintenus dans leur surface et leur qualité.
- On évitera toute atteinte aux marais (engraissement, pâture, drainage, extraction de tourbe, modification de terrain) et on prendra toutes les mesures adaptées pour améliorer ou restaurer les surfaces endommagées. Ces principes sont également valables pour les biotopes dits secondaires (c'est-à-dire modifiés par des interventions humaines comme le drainage ou l'exploitation de la tourbe).
- Les autres biotopes et éléments naturels protégés et/ou méritant protection en vertu de la LPN et des autres bases légales, de même que les biotopes de valeur particulière et désignés dans la réglementation fondamentale, doivent être conservés tant dans leur surface que dans leur qualité, afin de garantir la diversité et la valeur écologiques et paysagères du site. Il s'agit notamment des marais d'atterrissement dans les dolines, de l'étang boisé de la Combe, des pâturages extensifs, des pâturages boisés et de la Source du Pied d'Or.
- Le maintien de populations viables d'espèces animales et végétales protégées et/ou menacées en Suisse doit être assuré. Cet objectif s'applique notamment à un coléoptère lié aux hauts-marais intacts, à trois espèces de libellules ainsi qu'à deux espèces de papillons (voir liste dans le rapport "Moorlandschaften und Artenschutz" OFEFP, avril 1994).
- L'entretien et l'exploitation des forêts doivent d'une manière ou d'une autre être conformes aux principes légaux en la matière, en particulier aux directives pour la prise en compte de la protection de la nature et du paysage.
- Les surfaces marécageuses ne doivent pas diminuer au profit de surfaces boisées. Ces surfaces doivent si nécessaire et approprié être régénérées.
- Il y a lieu de diversifier les structures des lisières en les rendant plus étagées et moins rectilignes.
- L'exploitation agricole caractéristique du paysage comme dans les pâturages et pâturages boisés, mais également dans les prés et pâturages humides, les prés et pâturages séchards et pour les structures bocagères et les murs de pierres sèches, doit d'une manière ou d'une autre se poursuivre.
- On évitera l'intensification de l'exploitation agricole des prairies et des pâturages extensifs.
- La structure actuelle du bâti doit d'une manière ou d'une autre être préservée en limitant la construction à des fins uniquement agricoles et dans les secteurs déjà bâtis.
- Les nouvelles constructions seront adaptées au bâti existant dans la forme, la taille, la couleur, etc.
- Toute nouvelle installation ou construction non agricole à même de nuire à la qualité du paysage est exclue (lignes à haute tension, installations sportives, camping, etc).
- La qualité des eaux courantes et des plans d'eau doit correspondre aux objectifs définis par la législation fédérale et cantonale en la matière.
- Les formes du relief et les éléments géomorphologiques doivent être conservés, en particulier les formes karstiques (les dolines ou emposieux, lapiez, etc.); tout comblement ou modification de terrain, y compris le nivellement des champs, sont exclus, pour arrêter la banalisation du paysage sous l'effet de la disparition de la structure fine du relief.
- Les témoins historico-culturels tels que murs de pierres sèches, haies, allées d'arbres et arbres isolés, le cas échéant les ruines et les étangs artificiels (anciens moulins), les granges à litières doivent d'une manière ou d'une autre être conservés et entretenus.
- La tranquillité du site doit être garantie. On évitera l'augmentation de la desserte et le revêtement en dur des chemins existants pour ne pas provoquer le découpage du paysage.

Le SM se trouve en grande partie compris dans la réserve naturelle cantonale de "La Chaux-des-Breuleux" (voir ch. 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	13
Objet	
Lokalität	Habkern / Sörenberg
Localité	
Kanton(e)	BE, LU
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Beatenberg, Eriz, Habkern, Oberried am Brienzersee, Schangnau
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	8585 ha / 6289 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1188, 1189, 1208, 1209
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

A Beschreibung der Gesamtlandschaft

Die Moorlandschaft Habkern/Sörenberg erstreckt sich, vom Bergzug Schratzenfluh-Hohgant und der Brienzer-Rothorn-Kette flankiert, vom Tal der Waldemme bei Sörenberg bis zum Beatenberg. Sie ist die zweitgrösste in der Schweiz. Die Moorlandschaft besteht aus zwei Grosseinheiten, die sich bezüglich ihres Untergrundes und damit sowohl im Landschaftsbild, im Mooraspekt wie auch in der Vielfalt an Biotopen und Reliefformen unterscheiden.

Die Mitte und den südlichen Teil der Landschaft durchzieht ein Flyschband mit sanften, runden Oberflächenformen; darauf haben sich ausgedehnte, überwiegend gut erhaltene Flachmoore und viele Hochmoore gebildet. Die Flachmoore bedecken beinahe das gesamte unbewaldete Gebiet; Hochmoore finden sich innerhalb von Waldstücken. Das Gewässernetz ist dicht, die Bäche haben sich tief in die weiche Unterlage eingegraben, so dass sich Gräben und hohe Rücken - „Egg“ oder „Chnubel“ genannt - abwechseln. Rutschgefährdete Hänge mussten vielerorts durch Gewässerverbauungen stabilisiert werden.

Der zweite Landschaftstyp findet sich als Streifen im Norden der Moorlandschaft und ist unter der Schratzenfluh und dem Hohgant besonders charakteristisch: Hier wechseln teilweise vermoorter Sandstein und moorlose, schratzenbildende Kalke miteinander ab. Das Gebiet ist stärker bewaldet und von Felswänden unterbrochen, das schroffere Relief kontrastiert mit den weichen Geländeformen im Flysch. Ein Mosaik von Lebensräumen widerspiegelt das Nebeneinander der unterschiedlichen Gesteine: von Dolinen begrenzte Bergföhrenhochmoore, von Bächen durchflossene Flachmoore, Fichten- und Bergföhrenwald mit Heidelbeersträuchern und Alpenrosen, dünn bedeckte Sandsteinplatten und vegetationslose grauweisse Karren. Grosse Teile des Gebietes sind sehr wild und von nahezu unberührter Schönheit.

In der Moorlandschaft Habkern/Sörenberg sind neben sekundären Hochmooren überdurchschnittlich viele unberührte, primäre Hochmoore vorhanden; zudem finden sich alle in dieser Region potentiell möglichen Moortypen, Moorelemente und Ausbildungsformen. Die Moordichte ist mit Ausnahme einiger intensiver genutzter Gebiete aufgrund der geologischen Verhältnisse maximal.

Infolge der hohen Biotopqualität sind grosse Teile der Moorlandschaft Habkern/Sörenberg sehr bedeutende Lebensräume des Auerhuhns.

Die verschiedenen Nutzungsformen der montanen und subalpinen Stufe sind gut erhalten geblieben und mit einer grossen Zahl von typischen Kulturelementen verbunden. Der grösste Teil der Moorlandschaft wird alp- und forstwirtschaftlich genutzt, mehrheitlich ist die Bewirtschaftung extensiv; in Siedlungsnähe spielt die Streuenutzung eine wichtige Rolle. Die Siedlungsform hat ihren regional-typischen Charakter bewahrt und zeigt verschiedene Baustile (Berner Oberländer und Entlebucher Häuser). Die Moorlandschaft ist ganzjährig ein beliebtes, dispers genutztes Erholungsgebiet mit einer entsprechenden Infrastruktur (z.B. Wanderwege, Skilifte, -pisten und Langlaufloipen). Beim Wagliseichnubel (LU) befindet sich ein militärischer Schiessplatz.

B Beschreibung der Teillandschaften

Die Moorlandschaft Habkern/Sörenberg ist in fünf Teillandschaften aufgeteilt. Auf die Teillandschaft Salwiden im Kanton Luzern wird hier nicht näher eingegangen.

Teillandschaft Nollen/Lombachalp (Nr. 2)

Der Grossteil der Moore überzieht weite offene Hänge und Rücken (Habchegg, Nollen, Lombachalp, Widegg) und bedeckt auch für das moorreiche Flyschgebiet überdurchschnittlich grosse zusammenhängende Flächen. Die artenreichen Davallseggenrieder und Braunseggen Sümpfe sind in einem ausgezeichneten Zustand und besonders schön. Die steileren Hänge und tief eingeschnittenen Bachtobel im Zentrum der Teillandschaft sind bewaldet, auf den Rücken zwischen den Gräben liegen weitere Moore. Sehr eindrücklich sind die grossen Hochmoore im walddreichen Einzugsgebiet des Teufengrabens, die teilweise aus primären, unberührten Flächen bestehen.

Ein ganz anderes Bild, das sich deutlich vom Flyschgebiet unterscheidet, zeigt sich bei Ällgäu und im Steiniwald. Auf Sandstein haben sich zahllose kleine und kleinste Moore mit einer dünnen Torfschicht entwickelt. Sie sind sehr empfindlich und besonders schutzwürdig. Prächtige Bergföhrenwälder umgeben die Moore und tragen zum Aspekt des Gebietes bei. Das Kalk- und Sandsteingebiet von Ällgäu und Steiniwald ist reich an sehr gut ausgebildeten geomorphologischen Formen wie Moränen, Rundhöcker, Schichtrippen, eiszeitliche Blockgletscher, Dolinen und Felssturzmassen. Nebst dem Karst bestimmen die Glazialelemente das Bild dieser Teillandschaft: ein Gebiet von grosser Schönheit ist die von Gletschern abgeschürfte Hochterrasse bei Mirrenegg mit den weiten Flachmooren. Weitere gut ausgebildete eiszeitliche Moränen und Kare befinden sich unterhalb des Augstmatthorns.

Die Teillandschaft weist auch ausserhalb der Moore eine reiche Vielfalt an Biotopen auf: Fichten- und Bergföhren-Moorwälder, Zwergstrauchheiden, Magerrasen und -weiden, viele intakte und mäandrierende Bäche, Karst- und Felsschutt-Vegetation. Nollen/Lombachalp ist eine überdurchschnittlich schöne Alpweide-Moorlandschaft mit den für die Region und Nutzung typischen Lebensräumen. Einige Flachmoore werden auch als Streuwiesen genutzt, das Schnittgut wird da und dort in traditioneller Art zu Tristen aufgeschichtet (Lombachalp, Habchegg). Einzelne Alphütten und Käsespeicher, zu Stafeln gruppiert, bilden die charakteristische Besiedlung dieser Region; besonders schöne Speicher befinden sich bei der Widegg („Speicher“).

Teillandschaft Schwendallmi (Nr. 3)

Schwendallmi ist eine prächtige Kulturlandschaft mit der Abfolge der für die jeweilige Höhenstufe typischen Nutzung und Besiedlung, von den höchstgelegenen Ganzjahresbetrieben mit Heu- und Streuwiesen über die Vorsass bis zur Alpstufe. Sie bildet ein schönes Beispiel einer durch den Menschen in angepasster Weise genutzten und geprägten Moorlandschaft. Die Moore bilden grosse zusammenhängende Flächen und nehmen nahezu die ganze offene Flur ein. Von besonderer Bedeutung sind auch die zahlreichen Waldpartien, Hecken, Bach- und Feldgehölze, welche die Hänge durchsetzen und zusammen mit den Mooren wertvolle Lebensräume bilden. Die Moore werden im unteren Teil gemäht, weiter oben beweidet; das schönste Flachmoor der Teillandschaft ist dasjenige von Mad, das ganz als Streuwiese genutzt wird. Nebst dem Flyschuntergrund hat hier wasserundurchlässiges Moränenmaterial zur Moorbildung geführt. Der typische Formenschatz des Flysches mit Tobeln, Rutschungen und zahlreichen Bächen ist sehr ausgeprägt und machte vor allem am Lombach und am Schwarzbach Schutzverbauungen notwendig. Im kleinen Hängetal Bodmi finden sich zahlreiche interessante Geländeformen aus der letzten Eiszeit und der nacheiszeitlichen Erosion. Die alpwirtschaftliche Gebäudegruppe von Schwendallmi, die verstreut liegenden Alphütten in den höhergelegenen Gebieten, besonders auch die vielen Streuhütten bei Mad und eine Reihe Alphütten auf der Bodmisegg sind teilweise gut erhaltene Zeugen einer ursprünglichen Besiedlungsform. In charakteristischer Weise stehen in Gebäudenähe da und dort Gruppen von Bergahornen.

Teillandschaft Trogenmoos (Nr. 4)

Diese Teillandschaft ist grossflächig mit Bergföhren und Fichten bewaldet, insbesondere im Ostteil beim Traubachtal. Der Wald besitzt einen üppigen Unterwuchs aus Heidelbeeren, Wacholder, Alpenrosen und Farnen; gegen die Felsflächen hin lockert er sich auf. Die Flachmoore befinden sich in den Waldlichtungen und auf den höhergelegenen Alpweiden, einige werden noch als Streuwiesen genutzt. Die Hochmoore liegen im Wald, ihre Grösse ist beeindruckend, vor allem im Trogenmoos, beim Grünenbergpass und im Schöpfewald; die typischen Elemente wie offene Moorflächen mit Schlenkenvegetation, Mooreseelein mit Schwingrasen und

zwergrauschreicher Bergföhrenwald sind vielfältig, ein Grossteil ist nahezu unberührt. Das Trogenmoos ist eines der grössten primären Hochmoore der Schweiz.

Die Moore liegen nicht nur in beeindruckender Lage auf Terrassen, sondern sind von ganz spezieller Schönheit; ihre Originalität steht in engem Zusammenhang mit der Geologie des Gebietes: undurchlässiger Quarzsandstein und verkarsteter Kalk wechseln entlang von Brüchen auf kleinem Raum ab und bilden ein Mosaik von Mooren und Moorwald sowie trockenen Weide- und Waldpartien. Im Gebiet Seefeld befindet sich ein besonders enges Nebeneinander von Mooren, kleinen Tümpeln, Sandsteinblöcken, Bergföhren- und Zwergrauschbeständen.

Der Reichtum an verschiedenen Reliefformen trägt zum Wert dieser Teillandschaft bei. Ungewöhnlich ist vor allem der Zusammenhang zwischen von Fließgewässern geprägten Formen und Karstelementen infolge des Wechsels von Sandstein und Kalk. Die Moore stehen dabei eng mit dem Relief in Zusammenhang: vielerorts fließen Bäche zwischen Mooren und Felsen, um in einem Schwundloch zu versickern, oder Dolinen begrenzen die Moore und nehmen ihr Wasser auf. An den höhergelegenen Hängen befinden sich auf Sandsteinplatten feine Rohhumus- und Torfschichten mit von Rasenbinse dominierter Moorvegetation. Diese Moorflächen gehen in die grossen Karrenfelder der Sieben Hengste über, welche ein besonders schönes Beispiel für Karstfelsen sind. Das gesamte Gebiet ist nur dünn besiedelt, die wenigen Gebäude werden zur Alpung von Rindern genutzt. Viele Alpbäude wie zum Beispiel diejenigen von Arni und Hinterem Seefeld fallen durch ihren traditionellen Baustil auf. Die Teillandschaft wird von keiner bestehenden Baute oder Infrastruktur negativ beeinträchtigt und ist von einer ursprünglichen Schönheit.

Teillandschaft Bortallmi/Chüematte (Nr. 5)

Die Teillandschaft bildet in ihrer Art einen Übergang zwischen den Teillandschaften Trogenmoos und Schwendallmi. Auch hier dominiert im tieferliegenden Teil der Aspekt einer abwechslungsreichen montanen Kulturmoorlandschaft. Wasserstauer Flysch und Moränen sind ebenfalls für die Moorbildung verantwortlich und bilden ein ähnliches Relief. Die Flachmoore nehmen grosse Teile des Offenlandes ein. Insbesondere an den dorfnahen Hängen von Bortallmi und Waldegg werden sie als Streuwiesen genutzt, doch befinden sich gemähte Moore auch in den ansonsten beweideten höhergelegenen Gebieten am Guggihürli. Gehölze und kleine Waldpartien begleiten die zahlreichen Bäche und gliedern den Hang in einzelne Kammern. Notwendige Schutzverbauungen zur Stabilisierung von Rutschhängen entlang des Wagis- und des Habbaches haben die Qualität der Moorlandschaft nicht beeinträchtigt.

Die Staufeböden beim Guggihürli sind ein besonders schön ausgebildetes Kar mit Streuwiesen auf dem ebenen Karboden. Die typische Streusiedlung ist in ursprünglicher Weise erhalten geblieben, besonders reizvoll sind die vielen kleinen Streuhütten im Gebiet Hellbode/Uf der Höh. Die Gebäude werden oft von Laubstreu-Bäumen begleitet, wie zum Beispiel bei Stutz-Bodmi.

Im Westteil ist wie für alle Gebiete in der Nähe von Schrattenfluh und Hohgant der Wechsel zwischen Moorflächen auf Quarzsandstein und trockenen, wasserdurchlässigen Kalk-Karrenfeldern charakteristisch. Die Moore liegen in Waldlichtungen und in unzähligen kleinen Mulden im Fichten- und Bergföhrenwald. Zahlreiche Bäche durchfliessen sie, kleine Kolke bildend. Auf den Sandsteinplatten sind die Moore oft sehr flachgründig und trittempfindlich. Am Kontakt zwischen Kalk- und Sandstein stossen Dolinen und Karrenfelder bis an die Moore und begrenzen sie, wie etwa bei Oberberg und Chüematte. Das Gebiet wird alp- und forstwirtschaftlich sowie touristisch genutzt. Die meisten Moore werden beweidet; unterhalb Chüematte und Alpiglen sind jedoch noch Streuwiesen zu finden, was bei einer Höhe von 1500 bis 1600 m eine Besonderheit ist. In grösserer Distanz zu den Alphütten befinden sich Flachmoore mit Übergangsmoorcharakter in hervorragendem Zustand, wassergefüllte Schlenken mit Schwingrasenvegetation wechseln mit dicken Torfmooshügeln ab. Ein Kleinod ist das Hochmoor oberhalb Burgfeldflüe; es ist auf einem runden Sandsteinkopf entstanden und beeindruckt mit seinen unberührten Bult-Schlenken-Komplexen inmitten von Bergföhrenmoorwald. Über dem Wald breiten sich schöne Zwergrauschgürtel mit Alpenrosen, Wacholder und Heidelbeeren aus. Abgesehen von den erschlossenen Alpbäuden und den touristisch vergleichsweise intensiv genutzten Gebieten ist das von hohen Felsrippen durchzogene Gebiet schwer zugänglich und sehr naturnah.

Schutzziele für die ML Nr.13 Habkern/Sörenberg

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, es sei denn, dass sie durch Projekte tangiert werden, die insgesamt den Schutzzielen dienen und aus der Sicht des Moorlandschaftsschutzes optimiert worden sind. (Akzeptabel sind auch Verbrachung und Verwaldung von Moorbiotopen, wenn die Bewirtschaftung aus betrieblichen Gründen aufgegeben wird.)
 - Der Anteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore und ihre traditionelle Nutzung soll erhalten werden.
 - Beeinträchtigte Moorbiotopflächen müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden, vor allem in Hochmooren (gerade die offenen und locker bewaldeten Moorflächen sind für das Wesen und die Schönheit der Landschaft wichtig; ihre Bewirtschaftung muss sich nach den Zielen des Biotopschutzes richten).
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotopelemente ausserhalb der Moore sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die naturnahen, mit Moorbiotopen in Verbindung stehenden Bäche und die Trockenstandorte.
 - Die Bestände weiterer als besonders wertvoll bezeichneter Landschaftselemente, insbesondere die Bach- und Feldgehölze, Hecken und Einzelbäume in den tieferliegenden Teilen der Moorlandschaft sollen in ihrem Bestand und in ihrer Verteilung erhalten werden.
 - Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier- und Pflanzenarten, insbesondere diejenigen des Auerhuhns, sollen nicht abnehmen (das Auerhuhn ist stark von der Art der Bewirtschaftung des Waldes und des Waldumfelds abhängig).
- Naturnahe Waldgesellschaften, insbesondere die moortypischen Wälder, sollen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten werden.
 - Geeignete Waldteile sollen als besondere Lebensräume für Pflanzen und Tiere und/oder als Waldreservate ausgeschieden werden.
 - Wirtschaftswälder dürfen nur auf standortheimische Baumarten verjüngt werden; die verjüngten Bestände sollen in ihrer Baumartenmischung der potentiell natürlichen Waldgesellschaft nahekommen.
- Es soll eine Alp- und Landwirtschaft sowie eine Forstwirtschaft mit zeitgemässen Bewirtschaftungsbedingungen erhalten und unter spezieller Berücksichtigung des Moorbiotopschutzes gefördert werden.
Die damit in Verbindung stehenden typischen Elemente der Kulturlandschaft wie Alphütten/Weidehäuser, Streuehütten, Lesesteinhaufen und -mauern, Einfänge und Ahorngruppen sollen, wenn immer dies möglich und wirtschaftlich tragbar ist, erhalten werden.
 - Auch das Mosaik der für die Nutzung in der montanen und subalpinen Stufe charakteristischen Magerrasen und -weiden, Zwergstrauchheiden, wytweideartigen Waldbeständen, Hochstauden- und Quellfluren usw. soll erhalten bleiben.
- Unter Vorbehalt anderer Gesetzesbestimmungen soll die Umnutzung von Streuehütten nur dann zulässig sein, wenn keine Wohnnutzung und kein Ausbau des Strassen- und Wegnetzes damit verbunden sind.
 - Das äussere Erscheinungsbild der Gebäude und ihrer Umgebung soll den ursprünglichen Charakter bewahren.
 - Die moorlandschaftstypische Verteilung der Siedlungen und ihre traditionelle Struktur sollen erhalten werden.
 - Die als besonders wertvoll bezeichneten Höfe, Scheunen und Alpbgebäude/Weidehäuser sollen in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten werden.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
- Die Wasserqualität der Fliessgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen entsprechen.
 - Naturnahe Bäche sollen nicht verbaut werden, unvermeidbare Wasserbauvorhaben sollen natur- und landschaftsschonend geplant und realisiert werden. Insbesondere soll Rücksicht auf die hochwertigen und wenig beeinträchtigten Abschnitte gemäss Kantonalem Landschaftsentwicklungskonzept genommen werden.

- Besonders wertvolle und für die Moorlandschaft typische Reliefformen, insbesondere mit Mooren in Verbindung stehende Moränen, Terrassen, Dolinen, Schwundlöcher, Karrenfelder etc. müssen erhalten bleiben, insbesondere dürfen sie nicht durch Abbau oder Überschüttung verändert werden.
- Materialabbau und -deponie sollen nur an sorgfältig ausgewählten Orten und in geringem Umfang für den Bedarf der lokalen Alpkorporationen zulässig sein.

- Die touristische Nutzung soll ihren dispersen, Landschaft und Natur schonenden Charakter beibehalten; im Gebiet Waldegg besteht ein touristisch vergleichsweise intensiver genutztes Zentrum.

In **Ergänzung zu den Schutzziele für die Gesamtlandschaft** ist für die Teillandschaften folgendes hervorzuheben:

Teillandschaft Nollen/Lombachalp

- Die Erhaltung der auch für das Flyschgebiet überdurchschnittlich grossen Davall- und Braunseggenrieder in ihrem Bestand und ihrer Qualität, vor allem in den Gebieten Nollen, Lombachalp und Bol.
- Die Erhaltung der primären Hochmoore auf den bewaldeten Rücken im Einzugsgebiet des Teufengrabens sowie der dünn-schichtigen Moore auf Sandstein bei Ällgäu und im Steiniwald in ihrem Bestand und ihrer Qualität und ihr Schutz vor der Beweidung.
- Die Erhaltung der schönen und für den Landschaftsaspekt wichtigen Fichten- und Bergföhrenwälder auf Sandstein in der Umgebung der Moore sowie weiterer wertvoller Biotop wie die intakten, mäandrierenden Bäche, Karst- und Felsvegetation in ihrer naturnahen Ausbildung.
- Die Erhaltung des reichen geomorphologischen Formenschatzes von Ällgäu, Steiniwald und den Hängen unter dem Augstmatthorn (Moränen, Kare, Rundhöcker, eiszeitliche Blockgletscher, Dolinen) und ihr Schutz vor Abbau und Überschüttung.
- Die Erhaltung der überdurchschnittlich schönen Alp-Kulturlandschaft mit der bisherigen, extensiven und an die Standortverhältnisse angepassten Alp- und Forstwirtschaft sowie der ursprünglichen Besiedlung (Einzelgebäude und Gruppen) mit den schönen Käsespeichern bei Speicher in ihrer Struktur.
- Die Erhaltung und Förderung der Streuwiesen und ihrer Nutzung auf Lombachalp und Habcheegg.
- Die Erhaltung der naturnahen und bisher von Bauten und Anlagen freien Gebiete in ihrem heutigen Zustand.

Teillandschaft Schwendallmi

- Die Erhaltung der beispielhaft schönen Kulturlandschaft mit ihrem Mosaik von Mooren, Mager- und Fettwiesen, Waldpartien, vielfältigen Bach- und Feldgehölzen sowie Hecken und der kleinräumigen Kammerung der Landschaft. Beim Gewässerunterhalt und beim Wasserbau soll darauf Rücksicht genommen werden.
- Die Erhaltung und Förderung der Streuwiesen in ihrem Bestand und ihrer Qualität. Für die Erhaltung der Moore ist der Schutz vor der allgemeinen Tendenz zur Intensivierung (Düngung, verfrühter Schnitt) Voraussetzung.
- Die Erhaltung wertvoller Bauten als Zeugen der ursprünglichen Siedlungsformen in ihrer Substanz, ihrer Struktur und ihrem äusseren Erscheinungsbild, soweit dies wirtschaftlich tragbar ist (wie z.B. die Gruppe von alp-wirtschaftlichen Gebäuden bei Schwendallmi, die Streuhütten bei Mad und die Alphüttenreihe auf der Bodmisegg).

Teillandschaft Trogenmoos

- Die Erhaltung der grossen primären Hochmoore, insbesondere im Trogenmoos, beim Grünenbergpass und im Schöpfewald in ihrem Bestand und ihrer Qualität.
- Die Erhaltung der dünn-schichtigen Moore und des sie umgebenden Moorwaldes auf Sandstein in ihrem Bestand und ihrer Qualität und ihr Schutz vor der Beweidung.
- Die Erhaltung der wenigen Streuwiesen im Alpweidegebiet und ihrer Nutzung.
- Die Erhaltung der an die unterschiedlichen standörtlichen Bedingungen (Flysch, Quarzsandstein, Kalk) angepassten Waldgesellschaften in ihrem Bestand und ihrer Qualität.
- Die Erhaltung der schön ausgebildeten Reliefformen des Karstes und aus der letzten Eiszeit, insbesondere wo sie mit Mooren in Verbindung stehen.
- Die Erhaltung des geologisch und nutzungsbedingten Mosaikes von Mooren, Moorwald, kleinen Tümpeln, trockenen Weide- und Waldpartien, insbesondere im Gebiet Seefeld.
- Die Erhaltung des von keiner bestehenden Baute oder Infrastruktur negativ beeinträchtigten Landschaftsbildes in seinem heutigen intakten Zustand.
- Die Erhaltung der wegen ihrer traditionellen Architektur und ihres hohen Alters besonders wertvollen Alpbäude in ihrer Substanz und ihrem äusseren Erscheinungsbild, vor allem diejenigen von Arni und Hinterem Seefeld, soweit dies wirtschaftlich tragbar ist.

Teillandschaft Bortallmi/Chüematte

- Die Erhaltung der empfindlichen primären Hochmoore mit Bergföhrenwald bei Oberberg und der dünn-schichtigen Flachmoore auf Sandstein. Für die Hochmoore in den Gebieten Hinters Läger, Bröndlisegg und vor allem Oberberg ist zu starker Viehtritt ein Problem und der Schutz vor der Beweidung deshalb zu prüfen.
- Die Erhaltung der Flachmoore, vor allem wo eine Tendenz zur Intensivierung (Düngung, verfrühter Schnitt) besteht, in ihrem Bestand und ihrer Qualität. Die Erhaltung und Förderung der Streuwiesen und ihrer Nutzung, wenn immer möglich auch der im Alpweidegebiet unterhalb Chüematte und Alpiglen gelegenen Streuflächen, sowie der Streuhütten, die im Gebiet Hellbode/Uf der Höh besonders schön sind.
- Die Erhaltung der vielfältigen Karstformen am Kontakt zwischen Kalk- und Sandstein (z.B. Dolinen, Karrenfelder), insbesondere wo sie wie bei Oberberg und Chüematte Moore begrenzen.
- Die Erhaltung der vielfältigen montanen Kulturlandschaft im tieferliegenden Teil, insbesondere bei Schwendi, mit den zahlreichen Bergahorngruppen, Bach- und Feldgehölzen. Beim Gewässerunterhalt und beim Wasserbau soll darauf Rücksicht genommen werden.
- Die Erhaltung der Streusiedlung in ihrer Struktur und ihr Schutz vor lokalen Verdichtungen durch Ferienhäuser, insbesondere unterhalb Bröndlisegg.
- Die Erhaltung des Mosaiks von Mooren, zwergstrauchreichen Fichten- und Bergföhrenbeständen, Zwergstrauchbeständen und Weiden im höhergelegenen Teil der Landschaft.
- Die Erhaltung der naturnahen Hang-Moorlandschaft oberhalb Alpiglen in ihrem unerschlossenen, unbeeinträchtigten Zustand.

Innerhalb der Moorlandschaft befinden sich verschiedene kantonale Naturschutzgebiete (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	16
Objet	
Lokalität	Bellelay
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Châtelat, Saicourt
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	438 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1105
Carte(s) nationale(s)	

Description

Le site marécageux de Bellelay occupe une profonde cuvette en bordure des Franches-Montagnes. La netteté de la combe, l'étendue des marais, ainsi que leur position centrale, autour de laquelle s'articulent de manière régulière les autres éléments du paysage, confèrent à ce dernier une grande cohérence. Des prairies et des pâturages entourent les marais, alors que les versants sont largement boisés, en particulier le versant raide qui ferme le paysage au sud.

Les hauts-marais sont remarquablement étendus, puisqu'ils constituent le plus vaste ensemble du Jura bernois. Les formes y sont très variées, allant de la tourbière bombée intacte à des prairies humides grasses, en passant par les marais de transition formant des gazons flottants. Il faut relever en particulier la pinède à sphaignes intacte de la partie est (La Tourbière), ainsi que les vastes surfaces de tourbière secondaire de La Sagne, fortement marquées par l'exploitation passée de la tourbe. Les modifications, notamment hydriques, qui en résultent, sont également responsables de la grande diversité actuelle des milieux. Le potentiel de régénération des différents corps tourbeux autrefois exploités est élevé; c'est le cas par exemple de l'ancienne tourbière à l'ouest de la route. La régénération est spectaculaire dans les anciennes fosses de tourbage de la Sagne. Un bas-marais entoure et recouvre en partie l'étang de La Noz, qui complète l'éventail des milieux naturels. Cet étang est d'autre part intéressant du point de vue culturel, en tant qu'ouvrage artificiel lié au couvent de Bellelay et destiné autrefois à la pisciculture.

Le site est caractérisé par quelques formes naturelles remarquables, à commencer par la cuvette elle-même, karstique, formant un grand bassin fermé; la Rouge Eau est un exemple parfait de morphologie fluviale en relation avec les processus karstiques: elle disparaît dans un profond emposieu après avoir serpenté naturellement (cours inférieur) et séparé les deux corps tourbeux. Le versant dominant La Sagne comporte deux petits cirques d'origine glaciaire, exposés au nord et accompagnés de moraines frontales contre lesquelles les tourbières sont partiellement adossées; deux blocs erratiques abandonnés par le glacier du Rhône lors des dernières glaciations sont visibles en bordure de La Tourbière et au nord, en direction de l'abbaye.

Des pâturages plus ou moins extensifs, des grands arbres isolés (érables), des bosquets et des haies, des allées de grands arbres, quelques murs en pierres, des fermes isolées ou le hameau de La Bottière, parfaitement intégré dans le paysage et contribuant directement à la qualité du site dans sa partie est, rappellent la valeur culturelle de ce paysage, en relation étroite avec l'ancien couvent de Bellelay.

Buts visés par la protection pour le SM 16 Bellelay

- Les biotopes marécageux désignés à cet effet doivent être maintenus dans leur surface et leur qualité.
- On évitera toute atteinte aux marais (engraissement, pâture, drainage, extraction de tourbe, modification de terrain) et on prendra toutes les mesures adaptées pour améliorer ou restaurer les surfaces endommagées. Ces principes sont également valables pour les biotopes dits secondaires (c'est-à-dire modifiés par des interventions humaines comme le drainage ou l'exploitation de la tourbe).
- Les autres biotopes et éléments naturels protégés et/ou méritant protection en vertu de la LPN et des autres bases légales, de même que les biotopes de valeur particulière et désignés dans la réglementation fondamentale, doivent être conservés tant dans leur surface que dans leur qualité, afin de garantir la diversité et la valeur écologiques et paysagères du site. Il s'agit en particulier de la Rouge Eau, ainsi que des haies, des allées d'arbres et des arbres isolés, des prés et pâturages extensifs secs ou humides, etc.
- Le maintien de populations viables d'espèces animales et végétales protégées et/ou menacées en Suisse doit être assuré.
- L'entretien et l'exploitation des forêts doivent être conformes aux principes légaux en la matière, en particulier aux directives pour la prise en compte de la protection de la nature et du paysage.
- Les surfaces marécageuses ne doivent pas diminuer au profit de surfaces boisées. Ces surfaces doivent si nécessaire et approprié être régénérées.
- Il y a lieu de diversifier les structures des lisières en les rendant plus étagées et moins rectilignes. (...)
- L'exploitation agricole caractéristique du paysage comme dans les pâturages et pâturages boisés, mais également dans les prés et pâturages humides, les prés et pâturages séchards et pour les structures bocagères et les murs de pierres sèches, doit d'une manière ou d'une autre se poursuivre.
- On évitera l'intensification de l'exploitation agricole des prairies et des pâturages extensifs.
- La structure actuelle du bâti doit d'une manière ou d'une autre être préservée en limitant la construction à des fins uniquement agricoles et dans les secteurs déjà bâtis.
- Les nouvelles constructions seront adaptées au bâti existant dans la forme, la taille, la couleur, etc.
- Toute nouvelle installation ou construction non agricole à même de nuire à la qualité du paysage est exclue (lignes à haute tension, installations sportives, camping, etc.).
- La qualité des eaux courantes et des plans d'eau doit correspondre aux objectifs définis par la législation fédérale et cantonale en la matière.
- Les formes du relief et les éléments géomorphologiques doivent être conservés, en particulier les formes karstiques (les dolines ou gouffres, lapiez, etc.), le cours naturel de la Rouge Eau ainsi que les formes d'origine glaciaire (moraines, blocs erratiques); tout comblement ou modification de terrain, y compris le nivellement des champs, sont exclus, pour arrêter la banalisation du paysage sous l'effet de la disparition de la structure fine du relief.
- Les témoins historico-culturels tels que murs de pierres sèches, haies, allées d'arbres et arbres isolés, le cas échéant les ruines et les étangs artificiels (anciens moulins), les granges à litières doivent d'une manière ou d'une autre être conservés et entretenus.
- La tranquillité du site doit être garantie. On évitera l'augmentation de la desserte et le revêtement en dur des chemins existants pour ne pas provoquer le découpage du paysage.

Le site marécageux se trouve en grande partie compris dans la réserve naturelle cantonale "Bellelay" (voir ch. 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	19
Objet	
Lokalität	Lauenensee
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Gsteig, Lauenen
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	1247 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1266
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

A Beschreibung der Gesamtlandschaft

Die Moorlandschaft Lauenensee besteht aus einem auf zwei Höhenstufen gelegenen Talboden, den angrenzenden Hängen und dem kleinen wilden Tälchen vom Brüchli. Die verschiedenen Gebiete weisen ausserordentlich grosse und gut erhaltene Moore auf. Die Vielfalt der Moore ist bemerkenswert, kommen hier doch nebst den sekundären Hochmooren und Schwingrasen nahezu alle Flachmoortypen der Schweiz vor.

Sie sind unterschiedlich entstanden: Neben den Verlandungsmooren am Lauenensee finden sich Flachmoore auf Schwemmebenen sowie weite Hangrieder vor allem bei Inneri Dürri-Falksmatte. Auf einer Terrasse liegt als besonderes Kleinod der Lauenensee. Die vermoorte Ebene von Rohr mit dem natürlich mäandrierenden Louibach ist infolge ihrer Grösse und Qualität für das Schweizer Voralpen- und Alpengebiet einzigartig. Im hinteren Teil der Ebene erstreckt sich bis Rohr-Öy ein ausserordentlich schönes Auengebiet von nationaler Bedeutung.

Ein grosser Wert dieser Moorlandschaft liegt darin, dass die Moore in eine gut erhaltene alpine Kulturlandschaft eingebettet sind; viele Flachmoore werden in traditioneller Weise als Streuwiesen genutzt, was für den Aspekt der Landschaft wichtig ist. Vor allem am rechten Talhang ist eine kleinräumige, sehr vielfältige Landschaft erhalten geblieben, in der sich ein Mosaik von Flachmooren, Wiesen, Weiden, Wäldern und Gehölzen ausbreitet. Die Streusiedlung mit Maiensässen, Alphütten und vielen Scheunen ist in diesem Gebiet besonders schön ausgeprägt.

Weitere Feuchtgebiete wie von Mooren durchsetzte Wälder, Auen und Schwemmebenen bilden wertvolle ergänzende Lebensräume. Die durch die Arbeit von Gletscher und Wasser entstandenen geomorphologischen Formen sind schön ausgebildet; sie sind oft mit der Entstehung der Moore verbunden und tragen damit ebenfalls zur nationalen Bedeutung der Landschaft bei. Bemerkenswert sind vor allem die vielen Moränen, die aktiven Schuttkegel am rechten Talhang, welche mit den Flachmooren verzahnt sind, und die Wasserfälle. Die Landschaft ist generell von grosser Schönheit und weitgehend frei von baulichen Beeinträchtigungen.

B Beschreibung der Teilräume

Die Moorlandschaft Lauenensee wurde im Rahmen der Erarbeitung des Nutzungs- und Schutzkonzepts in sechs Teilräume aufgeteilt.

Teilraum Rohr

Der Teilraum umfasst einen Teil des Talbodens von der nördlichen Moorlandschaftsgrenze bis zum Fuss der Geländekante nördlich des Lauenensees. Er wird bestimmt durch die ausgedehnten Flachmoorbestände (v.a. Schilf) des Rohr und das nach Süden anschliessende Auengebiet Rohr-Öy von nationaler Bedeutung. Der gesamte Teilraum wird durchflossen vom natürlich mäandrierenden Louibach.

Teilraum Lauenensee

Der Teilraum Lauenensee umfasst die Terrasse des Sees und die angrenzenden Talflanken innerhalb des Naturschutzgebiets „Gelten-Iffigen“. Das Kernstück dieses Teilraums bildet der Lauenensee mit seiner landschaftlichen Schönheit und seinem Reichtum an verschiedenen Moortypen:

Vermoorte Schwemmebene in natürlichem Zustand im Westen, sorgfältig gemähte Streuwiesen im Osten und Süden. Dazwischen liegen kleinere Hochmoorbereiche und Schwingrasen an den Uferstreifen der Wasserflächen.

Teilraum Brüchli

Dieser Teilraum umfasst die Landschaftskammer des Brüchli zwischen der Moorlandschaftsgrenze im Norden und Westen und dem Grat, der über Höhe Schache zum Brandsberg verläuft. Er ist geprägt durch das Mosaik von ausgedehnten, teils beweideten, teils gemähten Flachmooren, (vermoortem) Wald und unvermoorten Lichtungen.

Teilraum Sodersegg-Falksmatte

Dieser Teilraum umfasst den höheren Abschnitt des linken Talhangs zwischen Brüchli und Naturschutzgebiet „Gelten-Iffigen“. Er ist geprägt durch den Wechsel von Flachmooren und Wald im unteren Teil sowie durch die ausgedehnten Hangrieder der Falksmatte und die Alpweiden der Hinderen Wispile Alp.

Teilraum Fang-Hinderem See

Dieser Teilraum umfasst den tiefergelegenen Abschnitt des linken Talhangs zwischen Nordgrenze der Moorlandschaft und dem Naturschutzgebiet „Gelten-Iffigen“. Er grenzt gegen Osten an die Teilräume Rohr und Rechter Talhang und gegen oben an die Teilräume Brüchli und Sodersegg-Falksmatte. Er umfasst im wesentlichen das Dauersiedlungsgebiet.

Teilraum Rechter Talhang

Dieser Teilraum umfasst den rechten Talhang zwischen Nordgrenze der Moorlandschaft und dem Naturschutzgebiet „Gelten-Iffigen“. Er grenzt gegen unten an die Teilräume Rohr und Fang-Hinderem See. Er umfasst im wesentlichen das Dauersiedlungsgebiet sowie höher gelegene Alpgebiete.

Schutzziele für die ML 19 Lauenensee

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die sekundären Hochmoore und die Schwingrasen am Lauenensee.
 - Der Anteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore, v.a. in den Gebieten Sattel, Rohr, Inneri Dürri-Falksmatte und Tügelmatte soll nicht abnehmen.
 - Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die Auengebiete, Amphibiengebiete und Trockenstandorte sowie die Schwemmebene von Rohr, die Schwemmfächer mit den Auenwäldern am linken und rechten Talhang und der Lauenensee.
 - Optisch besonders wirksame Landschaftselemente sollen erhalten, gepflegt und aufgewertet werden (z.B. Feldgehölze, Hecken, Einzelbäume, Waldränder, etc.)
 - Vernetzungselemente zwischen Biotopen sollen erhalten bleiben.
 - Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier- und Pflanzenarten, insbesondere diejenigen des Auerhuhns und der Reiherente, sollen nicht abnehmen (das Auerhuhn ist stark von der Art der Bewirtschaftung des Waldes und des Waldumfelds abhängig).
-
- Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald.
 - Natürliche Waldgesellschaften sollen erhalten und die angepasste extensive Nutzung gefördert werden.
-
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
 - Die als besonders wertvoll bezeichneten Höfe, Scheunen, Heu- und Alphütten sollen in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten werden.
 - Der visuelle Gesamteindruck darf nicht durch neue Bauten und Anlagen verschlechtert werden.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
-
- Die Wasserqualität des Lauenensees muss den eidgenössischen Anforderungen für Seen entsprechen.
 - Die Wasserqualität der Fliessgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen für Fliessgewässer entsprechen.
 - Die natürliche Dynamik der Fliessgewässer soll erhalten bleiben, sofern sie keine Gefährdung für die Menschen darstellt.
-
- Besondere, die Landschaft prägende geologische und geomorphologische Formen (Geländeformen, wie Moränen, Dolinen, etc.) dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
-
- Die als besonders wertvoll bezeichneten Kulturlandschaftselemente (z.B. Historische Verkehrswege, Trockenmauern) sollen in ihrer Substanz und Qualität erhalten bleiben.
-
- Die bestehenden Wanderwege sind zulässig und können unterhalten werden.

In **Ergänzung zu den Schutzzielen für die Gesamtlandschaft** ist für die Teilräume folgendes hervorzuheben:

Teilraum Rohr

In diesem Teilraum genießt der Schutz von Natur und Landschaft Priorität.

- Erhalten der Fläche und Qualität der Flachmoore und Auen.
- Erhalten der typischen Pflanzen- und Tierwelt.
- Erhalten der natürlichen Dynamik des Louibachs und der Seitenbäche (gilt namentlich für den Geschiebehaushalt).
- Erhalten des unverbauten Landschaftsbildes.

Teilraum Lauenensee

Das Ziel in diesem Teilraum besteht insbesondere im engeren Bereich um den See darin, einen Ausgleich zu finden zwischen den Ansprüchen des Tourismus und den Ansprüchen des Natur- und Landschaftsschutzes.

Ein weiteres Ziel besteht darin, die natürliche Verlandungsrate des Lauenensees nicht durch übermässige Nährstoffzufuhr künstlich zu beschleunigen.

Teilräume Brüchli und Sodersegg-Falksmatte

In diesen Teilräumen soll die bisherige, extensive land- und forstwirtschaftliche Nutzung aufrechterhalten werden. Intensivierungen sind nicht erwünscht.

Erhalten der bisher unverbaut gebliebenen Landschaftsteile.

Teilräume Fang-Hinderem See und Rechter Talhang

In diesen Teilräumen hat die land- und alpwirtschaftliche Nutzung einen hohen Stellenwert. Ausserhalb der Biotope genießt sie Priorität vor den Ansprüchen des Naturschutzes: Insbesondere sind Intensivierungen der landwirtschaftlichen Nutzung zulässig.

Erhalten des Charakters von Landschaft und Besiedlung.

Grosse Teile der Moorlandschaft befinden sich innerhalb der kantonalen Naturschutzgebiete "Gelten-Iffigen" und "Rohr Lauenen" (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	27
Objet	
Lokalität	Les Pontins
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Saint-Imier
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	130 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1124, 1125
Carte(s) nationale(s)	

Description

Le site marécageux des Pontins occupe une cuvette allongée adossée au Chasseral et dominant le Vallon de St-Imier. Son aspect marécageux est remarquablement prononcé, grâce à ses vastes marais, s'étendant pratiquement d'une extrémité à l'autre de la cuvette. Le paysage est clairement structuré autour des marais, avec toutefois une asymétrie marquée: un versant raide, exposé au nord, est couvert par une longue forêt de pente (hêtraie - sapinière) en contact étroit avec la tourbière, alors que le versant exposé au sud est doux, occupé par les prairies et les pâturages.

Les marais offrent une diversité spectaculaire, allant de la tourbière bombée intacte à des prairies humides grasses. Il faut relever en particulier la pinède à sphaignes et le groupement central de haut-marais intacts de la partie ouest, ainsi que les zones humides de ceinture et la "Grande Mare" avec sa végétation de marais de transition sur la bordure sud de la tourbière. Les nombreuses marques de l'exploitation passée de la tourbe sont bien visibles. La recolonisation par la végétation s'est faite à des époques différentes et dans des conditions hydrologiques variables, d'où la diversité actuelle des milieux. Le potentiel de régénération des secteurs autrefois exploités est très élevé. C'est le cas par exemple de l'ancienne tourbière à l'est de la route, plantée d'épicéas et bordée d'un bas-marais. Les marais sont limités dans leur extension par de nombreuses dolines, dont certaines particulièrement imposantes abritent une végétation marécageuse, comme au sud de la Cerlière et au nord-ouest de Savagnière-Dessous. Des lapiez couverts complètent localement les formes karstiques. Des pâturages plus ou moins extensifs avec des arbres isolés (érables), des bosquets et des haies, une allée de grands arbres et quelques murs en pierres, attestent d'un paysage culturel encore bien conservé.

Buts visés par la protection pour le SM 27 Les Pontins

- Les biotopes marécageux désignés à cet effet doivent être maintenus dans leur surface et leur qualité.
- On évitera toute atteinte aux marais (engraissement, pâture, drainage, extraction de tourbe, modification de terrain) et on prendra toutes les mesures adaptées pour améliorer ou restaurer les surfaces endommagées. Ces principes sont également valables pour les biotopes dits secondaires (c'est-à-dire modifiés par des interventions humaines comme le drainage ou l'exploitation de la tourbe).
- Les autres biotopes et éléments naturels protégés et/ou méritant protection en vertu de la LPN et des autres bases légales, de même que les biotopes de valeur particulière et désignés dans la réglementation fondamentale, doivent être conservés tant dans leur surface que dans leur qualité, afin de garantir la diversité et la valeur écologiques et paysagères du site. Il s'agit en particulier des haies, des allées d'arbres et des arbres isolés, des prés et pâturages extensifs secs ou humides, etc.
- L'entretien et l'exploitation des forêts doivent d'une manière ou d'une autre être conformes aux principes légaux en la matière, en particulier aux directives pour la prise en compte de la protection de la nature et du paysage.
- Les surfaces marécageuses ne doivent pas diminuer au profit de surfaces boisées. Ces surfaces doivent si nécessaire et approprié être régénérées.
- Il y a lieu de diversifier les structures des lisières en les rendant plus étagées et moins rectilignes.
- L'exploitation agricole caractéristique du paysage comme dans les pâturages et pâturages boisés, mais également dans les prés et pâturages humides, les prés et pâturages séchards et pour les structures bocagères et les murs de pierres sèches, doit d'une manière ou d'une autre se poursuivre.
- On évitera l'intensification de l'exploitation agricole des prairies et des pâturages extensifs.
- La structure actuelle du bâti doit d'une manière ou d'une autre être préservée en limitant la construction à des fins uniquement agricoles et dans les secteurs déjà bâtis.
- Les nouvelles constructions seront adaptées au bâti existant dans la forme, la taille, la couleur, etc.
- Toute nouvelle installation ou construction non agricole à même de nuire à la qualité du paysage est exclue (lignes à haute tension, installations sportives, camping, etc.).
- La qualité des eaux courantes et des plans d'eau doit correspondre aux objectifs définis par la législation fédérale et cantonale en la matière.
- Les formes du relief et les éléments géomorphologiques doivent être conservés, en particulier les formes karstiques (les dolines ou emposieux, lapiez, etc.); tout comblement ou modification de terrain, y compris le nivellement des champs, sont exclus, pour arrêter la banalisation du paysage sous l'effet de la disparition de la structure fine du relief.
- Les témoins historico-culturels - en particulier au sud de la Perrotte, à la Cerlière et à l'extrémité ouest du site - tels que murs de pierres sèches, haies, bosquets, allées d'arbres et arbres isolés, ainsi que les creuses et murs témoignant de l'exploitation de la tourbe, pour autant qu'ils n'entravent pas la régénération des surfaces marécageuses, le cas échéant les ruines et les granges à litières, doivent d'une manière ou d'une autre être conservés et entretenus.
- La tranquillité du site doit être garantie. On évitera l'augmentation de la desserte et le revêtement en dur des chemins existants pour ne pas provoquer le découpage du paysage.

-
- L'utilisation du site à des fins récréatives doit d'une manière ou d'une autre être subordonnée aux intérêts de la protection de la nature et du paysage. Il convient de réglementer strictement les activités telles que feux, VTT, ski de fond et tourisme pédestre. Le cas échéant, il peut s'avérer nécessaire de canaliser les visiteurs, notamment dans les zones particulièrement sensibles (hauts-marais et bas-marais intacts ou en voie de régénération).

Le site marécageux se trouve en grande partie compris dans la réserve naturelle cantonale "Les Pontins" (voir ch. 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	35
Objet	
Lokalität	La Chaux d'Abel
Localité	
Kanton(e)	BE, JU
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Saint-Imier, Sonvilier
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	194 ha / 155 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1124
Carte(s) nationale(s)	

Description

Le site marécageux de la Chaux d'Abel est caractéristique des Franches Montagnes. Il occupe une large combe synclinale aux formes douces, composant un ensemble paysager homogène, dont le centre est couvert par les marais et les bords par des prés, des pâturages, puis des forêts plus ou moins clairsemées.

Les haut-marais forment deux noyaux étendus distincts (plus de 16 hectares). La tourbe y a été exploitée dans certains secteurs, comme le rappellent de vieux rails et des cabanons en ruines. D'autres parties sont encore intactes. Il en résulte une grande diversité de formes: creuses et murs d'exploitation recolonisés par la végétation, landes à bouleaux, mais aussi combes d'écoulement, tertres plus ou moins préservés sur lesquels se développent des pins à crochets. D'autres éléments marécageux attirent l'attention: bas-marais dans le prolongement est de la tourbière, pessière sur tourbe à l'ouest, fonds de dolines à végétation marécageuse, sources.

Des alignements de dolines, souvent imposantes, séparent les marais et sols tourbeux cultivés du reste de la combe. L'une d'elles forme une gorge abrupte où disparaissent les eaux du marais (La Tuilerie). Les vestiges d'une tuilerie au fond de la gorge et deux étangs en amont rappellent le rôle des marais comme fournisseurs d'énergie hydraulique.

Les quelques fermes à proximité des marais s'intègrent parfaitement à l'ensemble, de même que les nombreux autres éléments enrichissant et structurant le paysage: formes karstiques particulièrement bien développées (dolines, lapiez couvert), pâturages boisés, pâturages maigres sur dalles calcaires, prairies plus ou moins extensives, murs en pierres sèches, haies, allées d'arbres, arbres isolés.

Buts visés par la protection pour le SM 35 La Chaux d'Abel

- Les biotopes marécageux désignés à cet effet doivent être maintenus dans leur surface et leur qualité.
- On évitera toute atteinte aux marais (engraissement, pâture, drainage, extraction de tourbe, modification de terrain) et on prendra toutes les mesures adaptées pour améliorer ou restaurer les surfaces endommagées. Ces principes sont également valables pour les biotopes dits secondaires (c'est-à-dire modifiés par des interventions humaines comme le drainage ou l'exploitation de la tourbe).
- Les autres biotopes et éléments naturels protégés et/ou méritant protection en vertu de la LPN et des autres bases légales, de même que les biotopes de valeur particulière et désignés dans la réglementation fondamentale, doivent être conservés tant dans leur surface que dans leur qualité, afin de garantir la diversité et la valeur écologiques et paysagères du site. Il s'agit en particulier des bosquets, des allées d'arbres et des arbres isolés, des pâturages sur dalles calcaires, des prés et pâturages plus ou moins extensifs, des étangs, etc.
- Le maintien de populations viables d'espèces animales et végétales protégées et/ou menacées en Suisse doit être assuré.
- L'entretien et l'exploitation des forêts doivent d'une manière ou d'une autre être conformes aux principes légaux en la matière, en particulier aux directives pour la prise en compte de la protection de la nature et du paysage.
- Les surfaces marécageuses ne doivent pas diminuer au profit de surfaces boisées. Ces surfaces doivent si nécessaire et approprié être régénérées (en particulier pessière sur tourbe au S-O du haut-marais).
- Il y a lieu de diversifier les structures des lisières en les rendant plus étagées et moins rectilignes.
- L'exploitation agricole caractéristique du paysage comme dans les pâturages et pâturages boisés, mais également dans les prés et pâturages humides, les prés et pâturages séchards et pour les structures bocagères et les murs de pierres sèches, doit d'une manière ou d'une autre se poursuivre.
- On évitera l'intensification de l'exploitation agricole des prairies et des pâturages extensifs.
- La structure actuelle du bâti doit d'une manière ou d'une autre être préservée en limitant la construction à des finis uniquement agricoles et dans les secteurs déjà bâtis.
- Les nouvelles constructions seront adaptées au bâti existant dans la forme, la taille, la couleur, etc.
- Toute nouvelle installation ou construction non agricole à même de nuire à la qualité du paysage est exclue (lignes à haute tension, installations sportives, camping, etc).
- La qualité des eaux courantes et des plans d'eau doit correspondre aux objectifs définis par la législation fédérale et cantonale en la matière.
- Les formes du relief et les éléments géomorphologiques doivent être conservés, en particulier les formes karstiques (les dolines ou emposieux, lapiez, etc.); tout comblement ou modification de terrain, y compris le nivellement des champs, sont exclus, pour arrêter la banalisation du paysage sous l'effet de la disparition de la structure fine du relief.
- Les témoins historico-culturels tels que murs de pierres sèches, le cas échéant les vestiges de moulin et de tuilerie, les granges à litières, les étangs artificiels, les haies, les allées d'arbres et les arbres isolés, les vieux rails, cabanons et ruines, ainsi que les creuses et murs d'exploitation de la tourbe, pour autant qu'ils n'entravent pas la régénération des surfaces marécageuses, doivent d'une manière ou d'une autre être conservés et entretenus.
- La tranquillité du site doit être garantie. On évitera l'augmentation de la desserte et le revêtement en dur des chemins existants pour ne pas provoquer le découpage du paysage.

Le site marécageux se trouve en grande partie compris dans la réserve naturelle cantonale "La Chaux d'Abel" (voir ch. 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	38
Objet	
Lokalität	Rotmoos / Eriz
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Eriz, Horrenbach-Buchen, Schangnau, Sigriswil
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	3644 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1188, 1189, 1208
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Rotmoos/Eriz zieht sich als 16 Kilometer langes, vermoortes Band unter den Felswänden von Sigriswilgrat, Sieben Hengste/Solflue und Hohgant dahin. Sie besteht aus einem langgestreckten Hang, in den Kare und Tälchen eingeschnitten sind; mächtige Moränen trennen die Kessel voneinander. Über fast 600 Hektaren breiten sich Flachmoore aus, welche einander beinahe ohne Unterbruch folgen und stellenweise die ganze offene Flur einnehmen. Auf rund 20 Hektaren finden sich prächtige Hochmoore, unter anderen das Rotmoos, das zu einem grossen Teil primär, also unbeeinträchtigt ist. Die Qualität und Ausdehnung der Moore sowie ihre Vielfalt an Biotopen wie Tümpel mit Schwingrasen, Bäche, Birken- und Bergföhrenwälder sind ausserordentlich gross und tragen wesentlich zur Bedeutung der Moorlandschaft bei. Ausserhalb der Moore existiert eine Vielfalt von Biotopen des Berggebiets (Montan- und Subalpinstufe).

Das Landschaftsbild wird ebenfalls stark durch die Wälder und ihre Verteilung geprägt. Sie überziehen die steileren Hänge und die tief eingeschnittenen Bachtobel; stellenweise sind sie stark vermoort und eng mit Flachmooren verzahnt. In den Gräben bilden sie schlecht zugängliche, feuchte Bestände. In den tieferliegenden Gebieten der Moorlandschaft bilden kleine Waldpartien zusammen mit Hecken, Gehölzen und Flachmooren ein kleinräumiges Mosaik. Örtlich und zunehmend konkurrenziert der sich ausdehnende Wald die Hoch- und Flachmoore. Teilgebiete der Moorlandschaft Rotmoos/Eriz sind Lebensraum des Hochmoorperlmutterfalters und des Auerhuhns, beides stark gefährdete Arten.

Bemerkenswert sind die Reliefformen aus der letzten Eiszeit, insbesondere die stete Abfolge von Karen am Fuss der Felswände, welche sich hangabwärts in kleinen Tälchen fortsetzen, die mächtigen Moränenwälle, welche die Kammerung der Landschaft verstärken, sowie die Mulden und Terrassen. Oft stehen sie mit der Bildung von Mooren in Zusammenhang. Es handelt sich um eines der besten Beispiele dieses glazial geprägten Landschaftstyps in der Schweiz. In zahlreichen tief eingegrabenen Bachtobeln der unteren Talabschnitte fliessen die Gewässer noch in natürlicher Dynamik.

Der Erhaltungszustand der Moorlandschaft ist generell sehr gut, und es finden sich wenige bauliche Eingriffe. Verschiedene Landschaftskammern im Alpweidegebiet sind abgeschieden und nahezu intakt, was selten ist. Rotmoos/Eriz ist eine ausgesprochen schöne Kulturlandschaft der montanen Stufe, in der die alp- und landwirtschaftliche Nutzung der Wiesen und Weiden noch überwiegend extensiv und moorschonend ausgeübt wird. Ein grosser Teil der Flachmoore wird als Heu- und Streuwiesen genutzt, während der Rest als Weide dient. Typische Kulturelemente wie Trockenmauern, Einfänge und Tristen bilden ebenfalls einen besonderen Wert für die Moorlandschaft. Die ursprüngliche Struktur der Streusiedlung und die Bausubstanz der Gebäude sind gut erhalten geblieben und verleihen der Landschaft ein charakteristisches Gepräge. Im Alpweidegebiet finden sich meist auf erhöhten Standorten wie Schultern, Terrassen und Moränenkreten die Alphütten, welche oft von einer Gruppe Bergahorne begleitet werden. Viele Gebäude in der Moorlandschaft sind bereits mit den nötigen technischen Infrastrukturen versehen (Zufahrt, Wasser, Abwasser, Elektrizität, Telefon, etc.).

Ein ausgedehntes, teilweise den heutigen und zukünftigen Anforderungen aber nicht genügendes Strassennetz erschliesst grosse Teile der Moorlandschaft für eine zweckmässige Nutzung.

Im Moorlandschaftsperimeter entspringen mehrere zum Teil gefährliche Gewässer, und einzelne Gebiete sind lawinengefährdet. Verschiedene Bauten schützen Menschen, Nutztiere und erhebliche Sachwerte vor Naturgefahren.

Die Moorlandschaft ist ganzjährig genutztes, sehr vielfältiges Erholungsgebiet mit einzelnen, zerstreut angelegten Einrichtungen (z.B. Gaststätten, Skilifte, Langlaufloipen, Wanderwege) und enthält mehrere militärische Schiessplätze. Tourismus und militärische Nutzung sind von erheblicher wirtschaftlicher Bedeutung für das Gebiet.

Schutzziele für die ML 38 Rotmoos/Eriz

- Alle bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die Hochmoore (eine besondere Bedrohung können neue Drainagen, Düngung und in Hochmooren Viehtritt bilden), es sei denn, dass sie durch Projekte tangiert werden, die insgesamt den Schutzzielen dienen und aus der Sicht des Moorlandschaftsschutzes optimiert worden sind. (Akzeptabel sind auch Verbrachung und Verwaldung von Moorbiotopen, wenn die Bewirtschaftung aus betrieblichen Gründen aufgegeben wird.)
 - Der Anteil der Heu- und Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore soll nicht abnehmen, namentlich in den Gebieten Dünzenegg, Tönimoos, Schwändli, Ob. Sol, Hungerschwand sowie zwischen Gustiweidli und Ober Jurteneggli.
 - Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, unter anderem die Magerrasen auf Nagelfluh und die vermoorten Wälder in den Gebieten Rüeeggshubel, Unteres Hörnli, Horneggwald sowie zwischen Hungerschwand und Grossenegg.
 - Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tierarten, insbesondere diejenigen des Auerhuhns und des Hochmoorperlmutterfalters, sollen nicht weiter abnehmen. Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Pflanzenarten sollen nicht abnehmen.
 - Die Bestände der als besonders wertvoll bezeichneten Landschaftselemente, beispielsweise die Feld- und Bachgehölze sowie Hecken, markante Einzelbäume und die Gruppen von Bergahornen bei Höfen und Alpgebäuden, sollen erhalten bleiben. Abgänge sollen an Ort und Stelle oder in nächster Umgebung ersetzt werden.
-
- Die Pflege und Nutzung des Waldes soll den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald.
 - Zur Erhaltung des Auerhuhnbestands soll bei der Bewirtschaftung des Waldes auf das Auerhuhn Rücksicht genommen werden.
 - Die Wirtschafts-Wälder dürfen nur auf standortheimische Baumarten verjüngt werden; die verjüngten Bestände sollen in ihrer Baumartenmischung der potentiell natürlichen Waldgesellschaft nahekommen.
 - Die Waldrandlänge soll nicht ab- und die Waldfläche nicht zunehmen, namentlich wo Wald und Moorbiotope eng miteinander verzahnt sind.
 - Die Struktur und Bestände der einzeln und in Gruppen stehenden Fichten im Weidegebiet, unter anderem in den Gebieten Schöriz und Zettenalp sollen erhalten bleiben.
-
- Die standort- und zeitgemässe Alp- und Landwirtschaft unter spezieller Berücksichtigung des Moorbiotopschutzes soll erhalten und gefördert werden. Die damit in Verbindung stehenden typischen Elemente der Kulturlandschaft wie Streuehütten, Weidemauern, Einfänge und Ahornguppen sollen, erhalten werden.
-
- Grössere zusammenhängende Gebiete, welche bisher frei von Bauten und Anlagen sind, sollen unverbaut erhalten bleiben, vor allem die hochgelegenen, nahezu intakten Kargebiete.
 - Die moorlandschaftstypische Verteilung der Siedlungen und ihre traditionelle Struktur als Streusiedlung sollen erhalten bleiben.
 - Die als besonders wertvoll bezeichneten Scheunen und Alpgebäude sollen in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten werden.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse, etc. gut in die bestehende Bausubstanz und ins Landschaftsbild einfügen.
-
- Die Gewässer, speziell die noch naturnah fliessenden und schlängelnden (mäandrierenden) Abschnitte, sollen nicht verändert werden, es sei denn zum Schutz von Menschen vor ernsthaften Gefahren. Ihre Dynamik soll aufrechterhalten werden.

-
- Die Wasserqualität der Fließgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen für Fließgewässer entsprechen, vor allem wo sie in Kontakt zu Mooren sind.
 - Besonders wertvolle und für die Moorlandschaft typische Reliefformen, zum Beispiel Moränenwälle, Terrassen und Kare, müssen erhalten bleiben, insbesondere dürfen sie nicht durch Abbau oder Überschüttung verändert werden.
 - Materialabbau und -deponie sollen nur an sorgfältig ausgewählten Orten und in geringem Umfang für den Bedarf der lokalen Alpkorporationen zulässig sein.
 - Der Tourismus (Aktivitäten und Infrastruktur) soll sich den Zielen des Biotop- und Landschaftsschutzes anpassen. Er soll erhalten werden, dabei aber seinen Charakter mit nur einzelnen lokalen Konzentrationen beibehalten.

Innerhalb der Moorlandschaft befinden sich verschiedene kantonale Naturschutzgebiete (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	118
Objet	
Lokalität	Sparenmoos / Neuenberg
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Boltigen, Zweisimmen
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	484 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1246
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Sparenmoos/Neuenberg liegt auf einer Terrasse mit mehreren langgezogenen Hügeln oberhalb von Zweisimmen. Sie zeichnet sich zu einem grossen Teil durch ein abwechslungsreiches Mosaik von Mooren, Weiden und kleinen Wäldchen aus. Der Untergrund besteht aus wasserundurchlässigen Mergeln und Sandsteinen, welche die Bildung der Moore ermöglicht haben. Diese liegen in den zahlreichen Senken, Tälchen und Hangverebnungen zwischen den sanften und rundgeformten Hügeln sowie an den Hängen. Der entstehungsgeschichtliche Zusammenhang zwischen Geländeformen und Mooren ist hier besonders ausgeprägt. Es sind vorwiegend Flachmoore, die zum Teil als Streuwiesen genutzt, wie etwa beim Sparenmoos, grossenteils jedoch beweidet werden. In günstiger Lage auf den Kuppen und Rücken sind Hoch- und Übergangsmoore entstanden, so im Sparenmoos und vor allem im Tolmoos. Die Vielfalt an Moortypen ist gross, und es kommen nebst sekundären Hochmooren und Schwingrasen alle hier möglichen Flachmoorgesellschaften vor. Eine derartige Lage der Moorlandschaft und ihrer Moore auf mehreren Rücken ist in der Schweiz selten.

Das Relief ist äusserst vielfältig: Einige Moore haben sich auf Moränenterrassen entwickelt, wie zum Beispiel in Gürtschi. In besonders schöner Lage in einem geschlossenen Becken liegt der Schwarzesees mit seinem Verlandungsgürtel aus Flachmooren; der kleine Karstsee besitzt keinen oberirdischen Abfluss. Der Hügelzug östlich des Schwarzesees besteht aus trockenem, moorfremem Kalkgestein und grenzt unmittelbar an die vermoorten Mergelschichten; Dolinen, Karrenfelder und ein Schluckloch ziehen sich der Gesteinsgrenze entlang und nehmen das Wasser der Moore und des Sees auf. Der Kontrast zwischen den beiden geologisch verschiedenen Gebieten offenbart sich in der Landschaftsgestalt und der Verteilung der Moore deutlich.

Einige grössere Nadelwälder mit bedeutender Nutz-, Schutz- und Wohlfahrtsfunktion prägen das Landschaftsbild im Norden der Moorlandschaft. Wald- und Gehölzstreifen, kleine Wäldchen und Baumgruppen gliedern die Moorlandschaft. In der Umgebung der Moore finden sich Quellen und kleine Bäche sowie für die Höhenlage und den Untergrund typische Vegetation wie Magerweiden, Zwergstrauchheide, Pioniervegetation auf Fels sowie Karstvegetation.

Die Moorlandschaft wird forstwirtschaftlich und intensiv landwirtschaftlich genutzt. Sie ist generell in einem guten Erhaltungszustand und weist kaum Beeinträchtigungen durch Bauten und Anlagen auf. Die vermoorten Waldlichtungen im Nordteil sind bemerkenswert abgelegen und nur durch Pfade erschlossen; diese unversehrten Gebiete tragen zur Bedeutung der Moorlandschaft bei. Die Besiedlung ist weitgehend in ihrer ursprünglichen Form erhalten geblieben und besteht aus traditionellen Alp- und Streuehütten im typischen Stil der Region. Die Moorlandschaft ist ein bestehendes, u.a. durch ein öffentliches Verkehrsmittel erschlossenes und noch entwicklungsfähiges touristisches Ganzjahresgebiet von überregionaler Bedeutung mit einer entsprechenden, weitgehend im östlichen Teil der Moorlandschaft angelegten Infrastruktur (z.B. Hotel, Wanderwege, Schlittelbahn, Langlaufloipe). In der Moorlandschaft liegen zwei wenig benutzte militärische Schiessplätze.

Schutzziele für die ML 118 Sparenmoos/Neuenberg

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die sekundären Hochmoore und Schwingrasen.
 - Der Anteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore soll nicht abnehmen.
 - Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotop und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotop müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich der Schwarzese mit seiner Verlandungsvegetation, die Karstvegetation im Gebiet Hindere Schwarzese und Quellfluren.
 - Das Mosaik von Mooren, Weiden, Waldstreifen, kleinen Wäldchen und Zwergstrauchheiden (v.a. Alpenrosen) soll erhalten bleiben.
 - Baumgruppen und Hecken sollen als landschaftlich bedeutende Elemente in ihrem Bestand und in ihrer Verteilung erhalten werden.
-
- Wirtschaftswälder dürfen nur auf standortheimische Baumarten verjüngt werden; die verjüngten Bestände sollen in ihrer Baumartenmischung der potentiell natürlichen Waldgesellschaft entsprechen.
 - Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald.
-
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
 - Die typische Streusiedlung mit Alphütten soll in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten bleiben.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
-
- Die Wasserqualität des Schwarzesees muss den eidgenössischen Anforderungen für Seen entsprechen.
 - Die Wasserqualität der Fließgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen für Fließgewässer entsprechen.
-
- Besondere, die Landschaft prägende Reliefformen (z.B. die Karstformen im Gebiet "Hindere Schwarzese") dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
-
- Die bestehende touristische Nutzung ist weiterhin zulässig. Weitere, Natur und Landschaft schonende Nutzungen und Aktivitäten (z.B. Umbau und Erweiterung des Hotelbetriebs, neue Langlaufloipen und Wanderwege) sollen möglich sein, soweit sie den Zielen des Moorlandschaftsschutzes nicht widersprechen.

Innerhalb der Moorlandschaft befinden sich verschiedene kantonale Naturschutzgebiete (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	119
Objet	
Lokalität	Haslerberg / Betelberg
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Lauenen, Lenk
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	541 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1266
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Haslerberg/Betelberg oberhalb von Lenk im Simmental umfasst die beiden Flanken des Wallbach-Tales mit der vermoorten Terrasse von Haslerberg. Den Untergrund bilden wasserundurchlässige Flyschgesteine und Moränen. Im Wallbach-Tal liegen die Moore zwischen lockeren Waldpartien, in den höheren Lagen bilden sie ein Mosaik mit Alpweiden, Zwergstrauchbeständen, Gebüsch und Bächen. In den Gebieten Haslerheuberg und Grydmeder werden die Flachmoore zur Streuegewinnung genutzt. Streuehüttchen und Buden (kleine Unterkünfte während des Mähens) verleihen diesen Gebieten einen besonderen Reiz. Die terrassenartigen Hangverflachungen auf dem Haslerberg sind offen und beherbergen Braunseggen- und Davallseggenrieder, Schwingrasen und hochmoorähnliche Vegetation. Einen besonderen Wert stellen die bedeutenden Schwingrasenflächen dar, die für die ganze Schweiz einzigartig sind. Daneben finden sich kleine Hochmoorflächen. Die Moore sind generell in einem guten Zustand. Haslerberg/Betelberg zeigt den charakteristischen Formenschatz einer alpinen Flysch-Moorlandschaft mit markanten Gräben, tiefen Bachtobeln, vielen Runsen und Rutschungen. Im Gebiet Gryde bilden die wasserdurchlässigen, harten Kalk- und Gipsfelsen mit bizarren Formen einen scharfen Kontrast zur übrigen Moorlandschaft. Stellenweise findet sich ein kleinräumiges Nebeneinander von weissen Kalkköpfen, alpinen Rasen und Mooren, und viele Flachmoore werden von durchlässigen Gesteinen und tiefen Dolinen begrenzt. Dieser offensichtliche Zusammenhang von Geologie und Moorverteilung und die schöne Ausprägung der Karstformen steigern den Wert der Moorlandschaft.

Die von der Höhe und dem Untergrund abhängige Vegetation der subalpinen und alpinen Stufe ist schön ausgebildet: Zwergstrauchheiden mit Wacholder, Alpenrosen und Heidekraut werden mit zunehmender Höhe von Alpweiden mit Grünerlengebüsch und Hochstaudenfluren, alpinen Rasen sowie lockeren Arven- und Lärchenbeständen auf Karst abgelöst.

Der südliche und westliche Teil der Moorlandschaft bei Gryde, Chaslepalgg und Lochberg besticht durch seine Unversehrtheit: er ist frei von jeglichen Beeinträchtigungen durch bestehende Bauten und Anlagen und sehr abgelegen.

Die für die Höhenstufe typischen Nutzungsformen sind in bemerkenswerter Art und Weise erhalten geblieben: Alpweiden, Streue- und Bergwiesen sowie Kleinviehweiden werden nach wie vor genutzt. Zahlreich sind die damit verbundenen Kulturelemente wie Lesesteinmauern, Brunnen aus Holzträmmeln und Streuehütten. Die Besiedlung ist von besonderem Wert, da sie zum grössten Teil aus alten Alpgebäuden, Ställen und Streuehütten im typischen Oberländer-Stil besteht.

Schutzziele für die ML 119 Haslerberg/Betelberg

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die besonders zahlreichen und ausgedehnten Schwingrasen, die kleinen sekundären Hochmoore und die Flachmoore mit hochmoorähnlicher Vegetation.
 - Der Anteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore soll nicht abnehmen, vor allem nicht in den Gebieten Grydmeder, Haslerheuberg und Lischner.
 - Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere Magerweiden, Quellfluren und Karstvegetation.
 - Die für die Höhenstufe typischen Nutzungsformen wie standortgemässe Beweidung (auch durch Kleinvieh) sowie Streue- und Heunutzung und die damit verbundenen Kulturelemente sollen wo immer möglich erhalten bleiben und unter zeitgemässen, an den Moorlandschaftsschutz angepassten Bedingungen ermöglicht werden.
 - Das Mosaik von Flachmooren, Alpweiden, Hochstaudenfluren, Zwergstrauchbeständen, lockeren Waldpartien und Bächen soll erhalten bleiben, insbesondere am Westhang des Wallbach-Tales.
 - Der stellenweise kleinräumige Wechsel von Mooren und trockenen Standorten soll erhalten bleiben.
-
- Die Pflege und Nutzung des Waldes soll den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald.
 - Wirtschaftswälder dürfen nur auf standortheimische Baumarten verjüngt werden; die verjüngten Bestände sollen in ihrer Baumartenmischung der potentiell natürlichen Waldgesellschaft entsprechen.
 - Die Waldrandlänge soll nicht ab- und die Waldfläche nicht zunehmen.
-
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
 - Die typische Streusiedlung mit Alphütten und Streuehütten soll in ihrer Struktur erhalten bleiben.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten sollen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in das Landschaftsbild und die bestehende Bausubstanz einfügen.
 - Besonders wertvolle Alp- und Streuehütten sollen in ihrer Bausubstanz erhalten bleiben.
-
- Besondere, die Landschaft prägende Reliefformen, insbesondere die Karstformen in Kalk und Gips bei Gryde, dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
-
- Die touristische Nutzung muss die Ziele des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes berücksichtigen.

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	163
Objet	
Lokalität	Gurnigel / Gantrisch
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Guggisberg, Rüeggisberg, Rüscheegg, Rüti bei Riggisberg
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	4507 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1206
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Gurnigel/Gantrisch erstreckt sich über mehrere weite Hänge an den Wasserscheiden zwischen Gürbe, Sense und Schwarzwasser. Sie ist eine der grössten Moorlandschaften der Schweiz und fasziniert durch ihren rauhen Charakter und ihre teilweise schwer zugänglichen Gebiete.

Die Hoch- und Flachmoore sind auf Flyschuntergrund und Moränenmaterial entstanden und kommen in hoher Dichte und als bemerkenswert grosse zusammenhängende Flächen vor. Im walddichten Nordteil der Moorlandschaft nehmen Flachmoore fast das ganze Offenland zwischen den dichten Wäldern ein, am Südhang gegen die Gantrischsense überziehen sie das weite Alpweidegebiet. Die Hänge werden hier von bewaldeten Gräben in Kammern unterteilt, wodurch ein Mosaik aus Wald und Offenland mit vielen Flach- und einigen Hochmooren entsteht. In flacheren Gebieten, insbesondere am Nordhang bei In den Beder, werden verschiedene grosse Flachmoore als Streuwiesen genutzt. Die meisten Flachmoore werden beweidet oder als Heuwiesen genutzt. Auf Hangverebnungen im Wald und hinter wasserstauenden Moränenzügen sind mehrere Hochmoore entstanden, so zum Beispiel in den Gebieten Selenen, Rotmoos, Schalenberg und Wissenbach. Sie sind offen oder mit Bergföhrenwald und vereinzelt Birken bewachsen und weisen viele hochmoortypische Elemente auf. Hochmoorähnliche Vegetation, wie sie zum Beispiel bei „Bärgli“ grossflächig zu finden ist, bereichert die Moorlandschaft zusätzlich.

Die Vielfalt an Lebensräumen für Pflanzen und Tiere ist auch ausserhalb der Flach- und Hochmoore gross: An den steilsten Hängen und in den Gräben, insbesondere am Schattenhang, stockt vielerorts hochstaudenreicher Nadelwald. In den tieferen Lagen kommen auch Feldgehölze mit Laubsträuchern und einzelnen Bergahornen vor; Bäche mit geröllreichen Betten werden von Auenwäldern aus Grauerlen, Espen, Eschen und Buschweiden gesäumt. Unterhalb der Gantrischkette liegen kleine Tümpel und Seelein zwischen Bergsturzmassen, und an den steilen Schutthängen breiten sich Pioniervegetation und alpine Rasen aus. Verschiedene Gebiete sind abgelegen und in einem naturnahen Zustand; entsprechend der spezifischen Biotopqualität ist die Moorlandschaft gebietsweise ein Lebensraum des gesamtschweizerisch bedrohten Auerhuhns.

Die Moorbildung steht teilweise eng mit dem Relief in Zusammenhang. Die typischen Formen des Flysches sind lehrbuchartig schön ausgeprägt und tragen wesentlich zum Aspekt der Landschaft bei: Die steilen Hänge werden von tief eingeschnittenen Bachtobeln, schmalen Rücken, hohen Hügeln („Hubel“) und Graten zerteilt und weisen viele Rutschungen („Louine“) auf. Im Südteil der Moorlandschaft sind Elemente des Hochgebirges und Glazialformen zu finden: Ausserordentlich schön sind die verschiedenen Geländemulden ausgebildet, welche Besonderheiten wie das Gantrischseeli bergen. Grobblockiges Bergsturzmaterial, Hangschutt, Stellen mit gletscherartig fliessenden Böden (Solifluktioniszungen) und Felswände verleihen dem Gebiet seinen Charakter. Die land- und alpwirtschaftliche Nutzung ist an die natürlichen Gegebenheiten angepasst, erfolgt heute aber gebietsweise auch sehr intensiv. Es existieren noch verschiedene für die Nutzung typische Kulturelemente wie Tristen, Reste von Prügelpfaden durch Moore, Lesesteinhaufen und Weidemäuerchen.

In Talnähe und in den tieferen Hanglagen liegen vereinzelt ganzjährig bewohnte Höfe. Die übrige Moorlandschaft wird alpwirtschaftlich genutzt. Die Gebäude (Alphütten, Ställe und Feldscheunen) stehen meist auf erhöhten Standorten wie Geländerücken und Kreten ausserhalb der vermoorten Flächen und werden oft von Bergahornen begleitet. Im Gebiet stehen auch einzelne besonders schöne Alpegebäude.

Viele der ausgedehnten Nadelholzwälder sind gleichförmige, instabile und naturferne 80-jährige Aufforstungsbestände. Sie werden grösstenteils intensiv bewirtschaftet; die notwendige Basiserschliessung besteht in vielen Waldteilen.

Im Moorlandschaftsperimeter entspringen mehrere gefährliche Wildbäche. Verschiedene Bauten schützen Menschen, Nutztiere und erhebliche Sachwerte vor Naturgefahren.

Die ganze Moorlandschaft ist seit mehr als 100 Jahren ganzjährig ein sehr bedeutendes, insgesamt die Natur und die Landschaft nur lokal und in geringem Umfang beeinträchtigendes Naherholungsgebiet und ist mit entsprechenden touristischen Anlagen ausgerüstet (z.B. Gaststätten, Kurbetriebe, Skilifte, Wanderwege, Langlaufloipen). Der Tourismus hat eine wesentliche wirtschaftliche und durch den Bädertourismus auch kulturhistorische Bedeutung für die Region.

Eine Staatsstrasse durchquert die Moorlandschaft, und mehrere Gemeindestrassen erschliessen grössere Teile davon für eine zweckmässige Nutzung. Neben der Land- und Forstwirtschaft beschränkt sich der Siedlungsbau auf die Ferienhaussiedlung Ottenleuebad sowie verschiedene Kurbäder und Gaststätten.

In der Moorlandschaft befinden sich mehrere militärische Schiess- und Übungsplätze.

Die meisten Bauten und Anlagen in der Moorlandschaft sind mit den heute nötigen technischen Infrastrukturen versehen (Zufahrt, Wasser, Abwasser, Elektrizität, Telefon, etc.). Quellfassungen dienen auch der Wasserversorgung ausserhalb der Moorlandschaft. Neben der Aufbereitungsanlage eines Steinbruchs bei Schwäfelberg existieren verschiedene kleine Materialabbaustellen und -deponien für den lokalen Bedarf.

Schutzziele für die ML 163 Gurnigel/Gantrisch

- Alle bezeichneten Hoch- und Flachmoore müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben. Die zentralen Hochmoorflächen sollen von Gehölzen freigehalten werden.
 - Die Streuwiesen und ihre traditionelle Nutzung sollen erhalten und gefördert werden, insbesondere wo die Gefahr besteht, dass sie verbrachen oder in Weideland überführt werden. Akzeptabel sind einzig Veränderungen von Fläche und Qualität durch Verbrachung und Verwaldung in Fällen, in denen die Bewirtschaftung aus betrieblichen Gründen aufgegeben wird.
 - Beeinträchtigte Hoch- und Flachmoore müssen, soweit sinnvoll, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotop- und Biotop-elemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotop-Elemente müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die oftmals mit Mooren in Verbindung stehenden Bäche, die Auenwälder entlang der grösseren Bäche (z.B. Kalte Sense) sowie Tümpel und Seelein im Alpweidegebiet.
 - Die für die Höhenstufe typische Vegetation, unter anderem die alpinen Rasen und Pioniervegetation, soll erhalten bleiben.
 - Der Gesamtaspekt des Landschaftsbildes soll erhalten werden. Es ist dies vor allem auch das weitgehend durch Bewirtschaftung entstandene Mosaik aus Wald, Gehölzen und Offenland mit vielen Flach- und einigen Hochmooren wie z.B. im Gebiet „Hinter der Egg“ - „Grön“, wo die Landschaft durch die Waldstreifen und die Bachgehölze gekammert ist. Am Nordhang zwischen „Horbüel“ und „Gurnigelberg“ soll der grossflächige Wechsel von Offenland und Wäldern erhalten bleiben.
 - Besonders wertvolle Landschaftselemente sollen in ihrem Bestand nicht abnehmen (z.B. Bach- und Feldgehölze in den tieferen Lagen der Moorlandschaften sowie Bergahorne neben den Alpbäuden).
- Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tierarten, namentlich diejenigen des Auerhuhns, sollen nicht abnehmen.
 - Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch bedrohten Pflanzenarten sollen nicht weiter abnehmen.
- Bei der Pflege und Nutzung des Waldes muss den Grundsätzen des naturnahen Waldbaus (unter besonderer Berücksichtigung der Lebensraumansprüche des Auerhuhns) Rechnung getragen werden. Die Wälder sollen regelmässig bewirtschaftet werden, insbesondere zur Überführung der heute naturfernen, instabilen Aufforstungsbestände in einen naturnahen Zustand. Die dazu erforderlichen Erschliessungen und Entwässerungseinrichtungen können erstellt werden, sofern sie den Schutzzielen nicht widersprechen.
 - Geeignete Waldteile sollen als besondere Lebensräume für Pflanzen und Tiere und/oder als Waldreservate ausgeschieden werden (Berücksichtigung der Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald).
- Die an die lokalen Verhältnisse (Boden, Klima) angepasste Landwirtschaft soll erhalten und unter Berücksichtigung des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes zeitgemäss weiterentwickelt werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, müssen grundsätzlich unverbaut bleiben.
 - Die moorlandschaftstypische Verteilung der Siedlungen auf erhöhten Standorten ausserhalb der vermoorten Flächen und ihre Struktur sollen erhalten werden.
 - Neue Gebäude sind nur zulässig, wenn sie der bisherigen angepassten land-, forst- und alpwirtschaftlichen Nutzung dienen. Vorbehalten bleibt das Auffüllen einzelner Baulücken in der Ferienhauszone beim Ottenleuebad.
 - An die Gestaltung von Neu-, Um- oder Ausbauten werden erhöhte Anforderungen gestellt. Diese betreffen namentlich die Wahl von Konstruktion, Material und Farbe sowie die Einpassung der Bauten in die Landschaft und das Gelände.
 - Für die zukünftige Nutzung erforderliche Infrastrukturanlagen sollen unter Berücksichtigung des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes erstellt werden können.
 - Kulturelemente wie etwa die Streuhütten in den Gebieten „In den Beder“ und „Wissenbach“ sollten, wenn dies möglich und wirtschaftlich tragbar ist, als solche erhalten werden.

-
- Die als besonders wertvoll bezeichneten Höfe und Alpgebäude, insbesondere das Dörfli bei Schwäfelberg, müssen in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten bleiben.
 - Reliefformen und typische geomorphologische Elemente, zum Beispiel Moränenwälle und -hügel, sowie Mulden (Kare), dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
 - Materialabbau und -deponie sollen nur an sorgfältig ausgewählten Orten und in geringem Umfang für den Bedarf der lokalen Nutzungen zulässig sein.
 - Die schön ausgebildeten Schutthalden und Felswände unterhalb der Gantrischkette müssen vor weiteren Abbaugebieten sowie landwirtschaftlichen Beeinträchtigungen geschützt werden.
 - Die Wasserqualität der Fliessgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen für Fliessgewässer entsprechen.
 - Die Wasserqualität der Stehgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen für Seen entsprechen.
 - Beim Gewässerunterhalt und beim Wasserbau soll auf Natur und Landschaft Rücksicht genommen werden, insbesondere auf die hochwertigen und wenig beeinträchtigten Abschnitte der Kalten Sense, des Selibaches und der Hengstsense gemäss Kantona-lem Landschaftsentwicklungskonzept.
 - Die touristische Nutzung soll natur- und landschaftsschonend bleiben; ein gewisser Ausbau ist möglich, sofern er mit den Schutzielen in Einklang steht. Eine Ergänzung der bestehenden Anlagen soll im Bereich der lokalen, intensiver genutzten Zentren zulässig sein.

Innerhalb der Moorlandschaft befinden sich verschiedene kantonale Naturschutzgebiete (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	275
Objet	
Lokalität	Petersinsel
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Erlach, Twann
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	648 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1145
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Petersinsel verdankt ihre Entstehung der Juragewässerkorrektion im 19. Jahrhundert. Durch die Absenkung des Spiegels des Bielersees um einige Meter wurde zwischen der Petersinsel und Erlach ein Streifen des ursprünglichen Seebodens freigelegt; darauf haben sich ausgedehnte Riedflächen entwickelt. Über fast vier Kilometer Länge breiten sich die Flachmoore, vorwiegend Kalk-Kleinseggenrieder, aus und nehmen weite Teile der Halbinsel in ihrer ganzen Breite ein; im Kerngebiet kommen auch einige der seltenen Pfeifengraswiesen vor. Die Petersinsel hat die höchste Moordichte aller Moorlandschaften der Schweiz. Die Flachmoore werden als Streuwiesen genutzt und sind von Weidengebüsch, einzelnen Bäumen und Hecken reich strukturiert. Die Gehölze sind für den vielfältigen Landschaftscharakter von Bedeutung. Gegen beide Seeufer schliessen an die Kleinseggenrieder Streifen von Grossegggenriedern und hohe, dichte Schilfbestände an, welche nicht gemäht werden und ebenfalls von Weidengebüsch gesäumt sind. Die Zonierung vom offenen Wasser über die verschiedenen Riedgesellschaften bis zum Kulturland ist schön ausgebildet. Eine Besonderheit ist die an den Erlacher Hafenskanal angrenzende Wässerematte, die teilweise moorähnliche Vegetation aufweist.

Im vordersten Teil der Halbinsel wechseln auf dem flachen Ufer Moore mit teilweise sumpfigen Föhrenwäldern oder von Laubbäumen dominierten Auenwäldern ab. Die Artenzusammensetzung dieser Bestände ist weitgehend natürlich geblieben. Wo der Wald bis an den See stösst, gliedern zahlreiche kleine Buchten das Ufer; im flachen Wasser liegen grosse erratische Blöcke. Die bewaldeten Steilhänge westlich und nördlich der Riedmatt wurden durch die erodierenden Wellen des Sees gebildet. Nach dessen Absenkung entstanden auf dem Flachufer Moore und Uferwald. Eine über zwei Meter hohe Mauer aus Kalkquadern, die im 18. Jahrhundert errichtet wurde, umgibt den bewaldeten Teil der Petersinsel und markiert die ehemalige Uferlinie. Im Auenwald bei der Chüngeli-Insel, der mit den alten, zum Teil umgestürzten Pappeln urtümlich anmutet, hat sich eine Kolonie von Wildkaninchen angesiedelt.

Der Flachwasserbereich und die Verlandungszonen rund um die Halbinsel sind Lebensraum von Fisch- und Vogelarten der Roten Liste, die für ihr gesamtschweizerisches Überleben auf Moorlandschaften angewiesen sind. Auf der Nordseite sind dem Ufer einige Inseln von Röhricht vorgelagert, welche einer grossen Anzahl Wasservögel Lebensraum bieten.

Die Moorlandschaft ist ein beliebtes Ausflugsziel und wird insbesondere im Sommer von vielen Erholungssuchenden begangen. Der Heidenweg durchquert die Halbinsel in ihrer ganzen Länge; er ist streckenweise beidseits durch eine prächtige Hecke gesäumt. Die ufernahen Bereiche werden durch den Bootsbetrieb ebenfalls rege genutzt. Auf der Südwestseite der Petersinsel befindet sich der grosse Gebäudekomplex des historisch bedeutsamen „Chlosters“ mit dem Rebberg, den Terrassenmauern, dem Obstgarten und den hohen Bäumen am Seeufer.

Schutzziele für die ML 275 Petersinsel

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben.
- Der Anteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Moore soll nicht abnehmen.
- Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die Auenwälder, Föhrenwälder und Flachwasserbereiche.
- Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier- und Pflanzenarten sollen nicht abnehmen.
- Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald. Dabei ist der Ausscheidung von Waldreservaten besonderes Gewicht beizumessen.
- Die traditionelle landwirtschaftliche Nutzung, insbesondere jene der Streuwiesen und der Wässermatte soll erhalten und gefördert werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, müssen intakt und unverbaut erhalten bleiben.
- Neue Gebäude sind nur zulässig, wenn sie der bisherigen angepassten landwirtschaftlichen Nutzung dienen.
- Das „Chloster“ muss in seiner Struktur und Bausubstanz erhalten bleiben.
- Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
- Besondere, die Landschaft prägende Reliefformen und typische geomorphologische Elemente (z.B. die erratischen Blöcke, die Steilhänge als Spuren der ehemaligen Erosion und die heutigen Flachufer) dürfen nicht verändert werden.
- Die landschaftstypischen Elemente mit kulturhistorischem Wert wie Rebterrassen mit Rebmauern, Obstgärten, Einzelbäume, Hecken, Feldgehölze und die alte Ufermauer sollen erhalten werden.
- Die archäologischen Hinterlassenschaften sollen erhalten werden.
- Die Erholungsnutzung soll sich den Zielen des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes anpassen.

Der Perimeter der Moorlandschaft ist beinahe identisch mit dem kantonalen Naturschutzgebiet "St. Petersinsel und Heidenweg" (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	280
Objet	
Lokalität	Aare / Giessen
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Allmendingen, Belp, Muri bei Bern, Rubigen
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	257 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1167, 1187
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Aare/Giessen erstreckt sich zwischen Rubigen und Muri der Aare entlang. Sie umfasst artenreiche Auenwaldreste mit durchgehenden Streifen von Feuchtbiotopen beidseits der kanalisierten Aare. Die für Auengebiete typischen periodischen Überschwemmungen fehlen heute weitgehend und das Grundwasser ist das gestaltende Element der Moorlandschaft: In zahlreichen Grundwasseraufstössen tritt es zutage und bildet Bäche, sogenannte Giessen, sowie Tümpel und Weiher, die teilweise verlanden. Vor allem am linken Ufer der Aare finden sich zahlreiche gemächlich dahinfließende Giessen, Senken mit Grundwasseraustritt sowie Tümpel und Waldweiher; in den Giessen und Weihern liegen kleine, meist baumbestandene Inseln. An den Ufern all dieser Gewässer sind kleinere und grössere Flachmoore entstanden. Der Wald hat den Charakter eines Bruch- und Sumpfwaldes und weist eine aussergewöhnlich grosse Zahl von Baum- und Straucharten auf: Unmittelbar am Ufer wachsen auf Sandbänken Silberweiden, daran schliesst ein niedriges, oft undurchdringliches Auengebüsch aus Weiden, Sanddorn und Birken an. Im Bruchwald kommen Birken, Eichen, Erlen, Eschen, Espen, Föhren, Traubenkirschen und Weiden vor; an trockeneren Standorten finden sich auch Buchen und Ulmen. Viel vermoostes Totholz, abgestorbene Stämme und Äste im Wasser erwecken den Eindruck eines Urwaldes.

Am rechten Ufer liegen an ehemaligen Flussarmen viele grosse, offene Schilfröhrichte, von einzelnen Weiden durchsetzte Grosseggrieder und kleinflächige Riedwiesen. Bei Kleinhöchstetten hat sich an einem ehemaligen Flussarm ein weites Flachmoorgebiet mit Schilfröhricht und eingestreuten Weiden gebildet. Die an die Auen anschliessenden Terrassenhänge werden an den steilssten Abschnitten von Buchenwald eingenommen, im übrigen werden sie landwirtschaftlich genutzt.

Aare/Giessen ist eine der beiden letzten grösseren Auen-/Sumpfwald-Moorlandschaften der Schweiz mit einer grossen Vielfalt an Feuchtstandorten, kommen hier doch alle Flachmoor-Typen der Schweiz vor; sie ist in einem für das Schweizer Mittelland ausserordentlich guten Erhaltungszustand. Viele Moore sind sehr klein und in keinem Inventar verzeichnet. Die Moorlandschaft ist Lebensraum von Fisch-, Vogel- und Weichtierarten der Roten Liste, die für ihr gesamtschweizerisches Überleben auf Moorlandschaften angewiesen sind.

Schutzziele für die ML 280 Aare/Giessen

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben.
- Der Anteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Moore soll nicht abnehmen.
- Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, so zum Beispiel die Bruchwälder, die Gewässer (Giessen, Bäche, Altlaufarme, Tümpel und Weiher) und die Trockenrasen am Moränenabhang.
- Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier- und Pflanzenarten sollen nicht abnehmen.
- Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald. Dabei ist der Frage des Nutzungsverzichts (Waldreservate) besonderes Gewicht beizumessen.
- Wirtschaftswälder dürfen nur auf standortheimische Baumarten verjüngt werden; die verjüngten Bestände sollen in ihrer Baumartenmischung der potentiell natürlichen Waldgesellschaft entsprechen.
- Die Aue soll, wo machbar und sinnvoll, unter Berücksichtigung der moorlandschaftstypischen Biotope, revitalisiert werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, müssen intakt und unverbaut erhalten bleiben.
- Neue Gebäude sind nur zulässig, wenn sie der bisherigen angepassten landwirtschaftlichen Nutzung dienen.
- Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
- Das (hohe) Grundwasserniveau soll erhalten werden.
- Besondere, die Landschaft prägende Reliefformen und typische geomorphologische Elemente (z.B. Grundwasseraufstösse, Schotterterrassen, Altlaufarme und andere durch den Fluss und die Bäche geschaffenen Elemente) dürfen nicht verändert werden. Massnahmen im Sinne der Auenrevitalisierung bleiben vorbehalten.
- Die Erholungsnutzung soll natur- und landschaftsschonend bleiben und schutzzielkonform sein.

Der Perimeter der Moorlandschaft ist beinahe identisch mit dem kantonalen Naturschutzgebiet "Aarelandschaft Thun-Bern" (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	336
Objet	
Lokalität	Amsoldingen
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Amsoldingen, Höfen, Thierachern, Uebeschi
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	538 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1207
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Amsoldingen ist eine der wenigen Kleinseen-Moorlandschaften, einem früher im Mittelland weit verbreiteten Landschaftstyp. Zwischen schön ausgebildeten Moränenwällen und rundgeschliffenen Molasserücken liegen die Moore rund um Amsoldingen- und Uebeschi-See und im Gebiet Schmittmoos. Der Zusammenhang zwischen eiszeitlichem Relief, Seen und Moorverbreitung ist sehr schön ausgeprägt. Die Moore an den Seeufnern bilden eine eindruckliche Reihe von Verlandungsgesellschaften: Vom Wasser gegen das Land hin folgen sich Schilfröhricht und Grosseggennieder, Nasswiesen, seltene Pfeifengraswiesen und Kleinseggenrieder. Die vermoorten Mulden sind auch landschaftlich sehr reizvoll, so das Schmittmoos mit seinen von Birken und Weiden durchsetzten Schilf- und Grosseggennieder oder die Moore in der Lerchmatt mit dem parkartig anmutenden Birkenbestand. Die Moore werden teilweise extensiv als Streuwiesen genutzt. Die Moorlandschaft beherbergt alle Flachmoortypen der Schweiz, was unter Berücksichtigung ihrer Lage im Mittelland als ausserordentlich zu werten ist.

Zahlreiche moortypische Biotope bereichern die Landschaft und unterstützen ihren Mooraspekt: Bruchwald am Uebeschi-See, Reste von Sumpfwald im Gebiet Schmittmoos/Lerchmatt, ausgedehnte Flachwasserzonen in beiden Seen mit Unterwasser- und Schwimmblattvegetation.

Einen besonderen Wert stellt auch die Vogelwelt dar: es wurden sechs Vogelarten nachgewiesen, die gesamtschweizerisch bedroht und für ihr Überleben auf Moorlandschaften angewiesen sind.

Neben der Landwirtschaft ist als weitere Hauptnutzung das militärische Übungsgelände im Nordteil der Moorlandschaft zu nennen. Das Kulturland wird im allgemeinen intensiv genutzt; ausser den extensiv bewirtschafteten Mooren existieren jedoch auch grössere naturnahe Flächen auf dem Übungsgelände (Brach- und Ruderalflächen, extensive Wiesen und Weiden), die wertvolle Lebensräume für Pflanzen und Tiere bilden. Eine Besonderheit ist die grosse Zahl an Elementen der traditionellen Kulturlandschaft wie Hecken, Kopfbaumreihen, Feldgehölzen mit Findlingen, Feldscheunen, Lesesteinhaufen und Hochstamm-Obstgärten. Die vom Relief vorgegebene Siedlungsstruktur der Einzelhöfe ist intakt, die Gebäude befinden sich in für Moorlandschaften typischer Lage auf den trockenen Erhebungen. Sie sind oft von Hochstamm-Obstgärten umgeben.

Es sind nur wenige landschaftliche Beeinträchtigungen zu finden, so dass das Bild der traditionellen Kulturlandschaft noch weitgehend erhalten ist.

Schutzziele für die ML 336 Amsoldingen

- Die bezeichneten Moorbiotopflächen müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die eindrückliche Reihe von Verlandungsgesellschaften an den Seeufern..
 - Der Flächenanteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore soll nicht abnehmen.
 - Beeinträchtigte Moorbiotopflächen müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotop- und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotopflächen müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die Reste von Sumpfwald im Gebiet Schmittmoos/Lerchmatt, der Bruchwald südöstlich des Uebeschisees und die Flachwasserzonen der Seen mit Unterwasser- und Schwimmblattvegetation.
 - Die Bestände der als besonders wertvoll bezeichneten Landschaftselemente wie Baum- und Strauchhecken, Kopfbaumreihen, Feldgehölze, Lesesteinhaufen und Hochstamm-Obstgärten („Hosteten“) sollen nicht abnehmen.
 - Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier- und Pflanzenarten sollen nicht weiter abnehmen.
-
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
 - Die moorlandschaftstypische Verteilung der Einzelhöfe auf den Moränen und Molasserücken und die Struktur der Streusiedlung sollen erhalten werden.
 - Neue Gebäude sollen nur an moorlandschaftstypischen Standorten ausserhalb der zum Teil vermoorten Senken errichtet werden.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten sollen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
-
- Die Wasserqualität von Amsoldinger- und Uebeschisee muss den eidgenössischen Anforderungen für Seen entsprechen.
 - Die Wasserqualität der Fliessgewässer muss den eidgenössischen Anforderungen für Fliessgewässer entsprechen, vor allem im Gebiet Schmittmoos und Lerchmatt, wo die Gewässer direkt mit den Mooren in Kontakt stehen.
-
- Reliefformen, insbesondere die Moränenzüge und Drumlins, dürfen nicht verändert werden, vor allem nicht durch Abbau, Aufschüttung oder zum Zwecke der militärischen Nutzung.
-
- Die archäologischen Hinterlassenschaften sollen erhalten bleiben, insbesondere Schloss, Kirche und Umgebung von Amsoldingen sowie in den Gebieten Amsoldingen-Schmittmoos, Uebeschi-Stock und Uebeschi-Gisisalwäldli.
-
- In den militärischen Übungsgeländen soll, sofern es die Übungstätigkeit erlaubt, die landwirtschaftlich extensive Nutzung beibehalten werden.

Innerhalb der Moorlandschaft befinden sich verschiedene kantonale Naturschutzgebiete (siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	339
Objet	
Lokalität	Albrist
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	St. Stephan
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	333 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1246, 1247
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Albrist liegt im Simmental oberhalb von Matten bei St. Stephan. Sie besteht aus einem Karkessel, der auf drei Seiten durch Hänge und Kreten begrenzt wird und eine besonders schöne landschaftliche Einheit bildet. Die weiten, offenen Hänge verbinden sich zu einem Halbrund, in dessen Zentrum die Moore liegen. Es handelt sich in erster Linie um Kalk-Kleinseggenrieder sowie nasse Wiesen und Hochstaudenfluren, welche die Mulde als grosse zusammenhängende Flächen überziehen; sie sind auf wasserundurchlässigem Flysch und Moränenmaterial entstanden. Zahlreiche Bächlein, die am Fuss der Steilhänge aus dem Hangschutt und aus Wiesen austreten, schlängeln sich durch die Flachmoore. Im unteren Teil der Moorlandschaft graben sie sich tief in das weiche Gestein ein und vereinigen sich zum Albristbach, der in einem Tobel verschwindet.

Die Moore im Zentrum der Landschaft werden nicht als Weiden, sondern ausschliesslich als Bergwiesen („Heumeder“) genutzt. Einige Meder, sogenannte Halbmeder, werden nur alle zwei Jahre geschnitten, andere, stark vernässte Flächen noch seltener. Zwischen den Mooren liegende trockenere Hügel und Rücken werden häufiger und zu anderen Zeiten gemäht, so dass sich ein mosaikartiges Muster unterschiedlicher Pflanzengesellschaften und Nutzungsstadien ergibt. Zahlreiche Heuschober zur Lagerung des Schnittgutes liegen über die Moore verstreut, doch zerfällt heute ein Teil dieser Gebäude, da sie nicht mehr genutzt werden. Neben den Scheunen verteilen sich im Moorkerngebiet viele kleinere Heuhütten, die auch als Unterkünfte während der Aufenthalte zur Bewirtschaftung dienen. Sie stehen in der Regel an leicht erhöhter, trockener Stelle inmitten der nassen Matten. Die zahlreichen Hütten verleihen der Landschaft zusammen mit den Mooren ihr charakteristisches Aussehen. In den Medern existieren zahlreiche kleine Wege; diese führen am Südrand der Moore hinauf zu den höhergelegenen Gebäuden.

Um die gemähten Moore im Zentrum der Mulde breiten sich an den Hängen die Weiden aus; unterhalb der Schutthalden des Albristhorns wird die Trennung von Meder und Weiden durch eine lange Lesesteinmauer vollzogen. Die ursprüngliche Verbreitung der beiden Nutzungstypen besteht nach wie vor und bildet einen wichtigen Wert dieser Kulturlandschaft. Im Alpweidegebiet finden sich einzelne Alphütten und Ställe. Auf einem breiten Geländerücken im Südteil der Moorlandschaft liegt das Alpdörfchen Am undere Albrist mit zehn teilweise erneuerungs- und ersatzbedürftigen Sennhütten und Ställen aus Holz mit Steinfundament. Die Besiedlung und Bewirtschaftung der Moorlandschaft hat zahlreiche Kulturelemente entstehen lassen, so zum Beispiel Lesesteinhaufen, Brunnenröge aus Holz oder Lawinenschutzmauern für die Alphütten.

Einen starken Gegensatz zu den Wiesen und Weiden der übrigen Moorlandschaft bildet der Hang unterhalb des Albristhorns; Moränenwälle, Schuttkegel, Runsen und mächtige Felsbrocken treten bis nahe an die Moore heran und bereichern das Landschaftsbild. Beeinträchtigungen der Landschaft durch bestehende Bauten oder Anlagen fehlen in Albrist weitgehend.

Schutzziele für die ML 339 Albrist

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfäche und in ihrer Qualität erhalten bleiben.
 - Die traditionelle Nutzung der Moore durch Mahd soll fortgeführt und in den Mooren mit einer Tendenz zur Verbrachung (vor allem in den stark vernässten Flächen) gefördert werden.
 - Der Anteil gemähter Moore und Trockenwiesen soll sich nicht erheblich zugunsten der Weiden verändern.
 - Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit sinnvoll, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, so zum Beispiel die Bäche, die oft mit Mooren in Verbindung stehen, die Bachufergehölze, die Quellen, die Tümpel.
 - Der stellenweise kleinräumige Wechsel von Mooren und trockenen Standorten soll bestehen bleiben.
 - Die für die alpine Höhenstufe und teilweise auch für die alpwirtschaftliche Nutzung typischen Biotope und Biotopelemente wie Einzelbäume und Baumgruppen, alpine Rasen und Pioniervegetation auf Schutt sollen erhalten bleiben.
-
- Die traditionelle, alpine Kulturlandschaft mit ihrer in ursprünglicher Art erhaltenen Trennung von Wiesen- und Weideflächen und der extensiven Bewirtschaftung durch Mahd und Beweidung (auch durch Kleinvieh) soll erhalten werden.
-
- Die Naturnähe der Moorlandschaft soll erhalten werden. Grössere, zusammenhängende Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
 - Wo weitere Anlagen für die angepasste bisherige und zukünftige Alpwirtschaft nötig sind, müssen sie sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut ins Landschafts- und Siedlungsbild einfügen.
 - Unter Vorbehalt anderer Gesetzesbestimmungen soll die Umnutzung von Heuschobern und anderen alpwirtschaftlichen Gebäuden nur dann zulässig sein, wenn keine Wohnnutzung und kein Ausbau des Strassen- und Wegnetzes damit verbunden sind. Das äussere Erscheinungsbild der Gebäude und ihrer Umgebung soll den ursprünglichen Charakter bewahren.
 - Für das Landschaftsbild wertvolle Gebäude sollen als Kulturdenkmäler erhalten werden, auch wenn sie ihre ursprüngliche Funktion verloren haben.
 - Das Alpdörfchen "Am undere Albrist" sowie die einzeln stehenden Alpegebäude sollen in ihrer Struktur und Substanz erhalten werden.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die Landschaft und die bestehende Bausubstanz einfügen.
-
- Besondere Reliefformen, vor allem die Moränenwälle, die Fliesserdeströme (Solifluktion), die Bacheinschnitte und der Hangschutt dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
-
- Die mit der Bewirtschaftung in Zusammenhang stehenden Kulturelemente, beispielsweise Weidemauern, Brunnenröge aus Holz und Lesesteinhaufen, sollen erhalten werden.
-
- Die touristische Nutzung soll den Zielen des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes nicht zuwiderlaufen.

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	390
Objet	
Lokalität	Bachsee
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Grindelwald
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	460 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1229
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Bachsee liegt oberhalb von Grindelwald in einem eiszeitlichen Kar, das durch Felsen und Kreten umrahmt ist und eine perfekte landschaftliche Einheit bildet. Sie befindet sich auf einer durchschnittlichen Höhe von 2300 m ü. M. und gehört damit zu den höchstgelegenen Moorlandschaften der Schweiz. In der obersten Karmulde liegen der gestaute Grosse und der Kleine Bachsee. Die talwärts anschliessende Karstufe gliedern zwei felsige Rücken in Längsrichtung; an den Hängen dieser Rücken und auf terrassenartigen Stufen in den Tälchen dazwischen liegen die Flachmoore. Sie haben sich auf undurchlässigem Sandstein und Moränenmaterial gebildet. Auf den Stufen und in den Mulden der Tälchen, die entlang des Milibaches besonders schön ausgebildet sind, bestehen die Flachmoore aus Braunseggenriedern. Ein Kleinod ist die Schwemmebene Alte Stand: Grosse, gut erhaltene Braunseggenrieder breiten sich aus und werden vom Milibach in weiten Schlaufen durchflossen. Die Hänge werden von einem anderen Flachmoortyp überzogen, den Kalk-Kleinseggenriedern. Ihr flächenhaftes Vorkommen ist für diese Höhenlage eine Besonderheit. Die Flachmoore sind generell in einem sehr guten Zustand.

Die Bäche treten in vielfältiger Form auf; während sie sich in den Felsen tief eingegraben haben, durchfliessen sie die vermoorten Terrassen in weiten Windungen. Besonders schön ist auch das Tälchen unterhalb des Ritzengrätli mit dem natürlichen Bergseelein, den zahlreichen Quellen und Rinnsalen, welche die Flachmoore speisen. Ausserhalb der Moore bilden Alpweiden, alpine Rasen und Schneetälchen sowie Pioniervegetation auf Schutt und Fels die typische Vegetation dieser Höhenstufe.

Das Relief ist ausserordentlich schön ausgeprägt und stellt neben den Mooren einen weiteren grossen Wert der Moorlandschaft dar. Insbesondere die während der Eiszeit von den Gletschern geschaffenen Geländeformen sind sehr deutlich. Ihr Wert wird noch erhöht, weil die Entstehung der Moore eng damit verbunden ist. Vom Eis geschliffene, fein geschichtete Rippen in den Hängen verleihen der Moorlandschaft ein spezielles Muster, und die Terrassen, Hangverflachungen sowie Mulden zwischen den Felsstreifen und Rundhöckern beherbergen Moore und Bäche. Das Mosaik von Mooren, Gewässern und Fels wird an den Steilhängen von Schutthalden, Geröllfeldern und Felsbändern eingerahmt; eine besonders wilde Felslandschaft liegt bei Gärtli, wo Runsen bei Gewittern Massen von Schutt und Geröll in den Milibach führen. Die Moorlandschaft Bachsee wird vom angrenzend gelegenen Alpdörfchen Bachläger aus bewirtschaftet; sie besitzt als eine der wenigen Moorlandschaften der Schweiz ausser Fusspfaden und Wanderwegen keine Erschliessung, wodurch die Bewirtschaftung unter zeitgemässen Bedingungen allerdings erschwert wird.

Die schonende und standortgerechte Beweidung der Alpweiden ist Grund für den guten Erhaltungszustand der Moore. In der gesamten Landschaft fehlen jegliche Beeinträchtigungen durch bestehende Bauten und Anlagen. Die Moorlandschaft ist ein beliebtes, ganzjährig genutztes Wandergebiet und wird stark besucht, vor allem die Wanderroute Grosse Scheidegg - First - Faulhorn - Schynige Platte. Die Moorlandschaft wird vom Faulhorn und von First aus auch für Skiabfahrten genutzt und eine Langlaufloipe führt von First aus zum kleinen Bachsee. Der gestaute kleine Bachsee dient der Produktion von elektrischer Energie für die Gemeinde Grindelwald.

Schutzziele für die ML 390 Bachsee

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfäche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die in dieser Höhenlage seltenen Kalk-Kleinseggenrieder.
- Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit sinnvoll, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, v.a. das natürliche Bergseelein und der Milibach.
- Der für die alpine Höhenstufe charakteristische kleinräumige Wechsel von Magerweiden, alpinen Rasen, Quellfluren und Pioniervegetation auf Schutt und Fels soll erhalten bleiben.
- Die traditionelle, alpine Kulturlandschaft soll unter spezieller Berücksichtigung des Moorbiotopschutzes erhalten werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen intakt und unverbaut erhalten bleiben.
- Neue Gebäude sind nur zulässig, wenn sie der bisherigen angepassten landwirtschaftlichen Nutzung dienen.
- Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in die bestehende Bausubstanz einfügen.
- Besondere Reliefformen und geomorphologische Elemente dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
- Die touristische Nutzung soll den Zielen des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes nicht zuwiderlaufen.

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	391
Objet	
Lokalität	Grosse Scheidegg
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Grindelwald
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	591 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1209, 1229
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Grosse Scheidegg bedeckt die beiden Hänge beidseits des gleichnamigen Passes. Undurchlässiges Schiefergestein und Moränenmaterial bilden den Untergrund und haben die Entstehung der Flachmoore ermöglicht, die in der ganzen Landschaft in grosser Dichte vorkommen. Die Anzahl verschiedener Moortypen ist für eine alpine Moorlandschaft gross; einen besonderen Wert stellen die Schwingrasen und die für die Höhenlage seltenen Grosseggrieder dar. Grossflächige, gut erhaltene Kalk-Kleinseggenrieder überziehen die weiten, offenen Hänge im Alpweidegebiet. Besonders schöne derartige Hangmoore sind unterhalb Spycherboden zu finden. In den tiefergelegenen Gebieten bedecken Kalk-Kleinseggenrieder und Braunseggenrieder kleinere und grössere Waldlichtungen. Insbesondere auf der Südwestseite des Passes liegen sie in einer durch Fichtenwäldchen und Bachgehölze aus Grauerlen, Vogelbeerbäumen und Bergahornen kleinräumig gekammerten Landschaft. Das Gebiet stellt ein besonders schönes und reichhaltiges Beispiel einer Kulturlandschaft der montanen Stufe dar. Zu einem grossen Teil werden die Kalk-Kleinseggenrieder noch als Streuwiesen genutzt, was einen besonderen Wert der Moorlandschaft darstellt.

Die typische Vegetation der alpinen Stufe ist vielfältig und schön ausgebildet: Alpweiden, Hochstaudenfluren, Grünerlengebüsch, Wacholder-, Alpenrosen- und Heidelbeerbestände umgeben die Moore oberhalb des Waldes. In der Nähe der Passhöhe kommen auf beiden Seiten zahlreiche Tümpel und Seelein vor, an deren Rändern sich Schwingrasen und Grossegg ausbreiten. Sie bilden eine aussergewöhnliche Landschaft. Die Bäche sind ein weiteres wichtiges Element; auf kleinen Verflachungen durchziehen sie die Moore in weiten Mäandern, während sie sich in den steileren Hangpartien ins weiche Gestein eingegraben haben und tiefe Tobel schufen. Besonders schöne Quellfluren finden sich im Gebiet Uf Teiffenmatten. Aufgrund ihrer spezifischen Biotopqualität beherbergt die Grosse Scheidegg den Braunfleckigen Perlmutterfalter, der auf der Roten Liste der gefährdeten Tierarten steht und für sein gesamtschweizerisches Überleben auf Moorlandschaften angewiesen ist.

Die Vergletscherung während der Eiszeit hat einige schöne Moränenwälle hinterlassen, wie zum Beispiel bei Scheidegg-Oberläger auf der Nordostseite der Grossen Scheidegg. Erwähnenswert ist auch die Schwemmebene unterhalb Alpiglen mit den zahlreichen Zuflüssen aus dem Lawinenschutthang.

Die Moorlandschaft weist keine Beeinträchtigungen durch Bauten und Anlagen auf. Sie ist von grosser landschaftlicher Schönheit, wozu auch die beeindruckende Kulisse mit schroffen Felswänden und den Grindelwaldgletschern beiträgt. Die Grosse Scheidegg ist ein beliebtes Wandergebiet und dennoch nur wenig erschlossen. Auf der Passhöhe liegt das touristisch bedeutende Hotel Grosse Scheidegg. Die wichtige Wanderroute Schynige Platte - Faulhorn -Grosse Scheidegg - Rosenloui und die traditionelle Stepfi-Skipiste führen durch die Moorlandschaft. Die enge Passstrasse ist für den Privatverkehr gesperrt.

Schutzziele für die ML 391 Grosse Scheidegg

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfäche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die grossen zusammenhängenden Kalk-Kleinseggenrieder unterhalb "Spycherboden", die Schwingrasen, die in dieser Höhenlage seltenen Grossseggenrieder und die hochmoorähnliche Vegetation bei "Alpiglen".
 - Der Flächenanteil der Streuwiesen an der Gesamtfläche der Flachmoore im tieferliegenden Teil der Moorlandschaft soll nicht abnehmen.
 - Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit sinnvoll, regeneriert werden.
-
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, u..a. die Tümpel und Seelein beidseits der Passhöhe sowie die Quellfluren bei "Uf Teiffenmatten".
 - Der Gesamtaspekt des Landschaftsbildes soll erhalten werden. Es ist dies vor allem auch das weitgehend durch Bewirtschaftung entstandene Mosaik aus Magerweiden, Hochstaudenfluren, Grünerlengebüsche und Zwergstrauchbestände in der alpinen und subalpinen Stufe; das kleinräumige Mosaik von Fichtenwäldchen, Bachgehölzen, Mooren und Wiesen in den tieferliegenden Teilen der Moorlandschaft, namentlich zwischen "Stepfihubel" und "Schopfweid".
 - Besonders wertvolle Landschaftselemente sollen in ihrem Bestand nicht abnehmen (z.B. die Bäche mit ihren Gehölzen).
 - Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier und Pflanzenarten, insbesondere derjenigen des Braunfleckigen Perlmutterfalters, sollen nicht weiter abnehmen.
-
- Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald. Dabei ist der Ausscheidung von Waldreservaten besonderes Gewicht beizumessen.
-
- Die standortgemässe traditionelle Alp- und Landwirtschaft soll unter spezieller Berücksichtigung des Moorbiotopschutzes erhalten werden.
-
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, sollen unverbaut erhalten bleiben.
 - Die Gruppensiedlung im Alpdörfchen "Oberläger" und die typische Streusiedlung in den übrigen Moorlandschaften sollen in ihrer Struktur erhalten bleiben.
 - Neu-, Um- und Erweiterungsbauten müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in das Landschaftsbild und die bestehende Bausubstanz einfügen.
 - Die als besonders wertvoll bezeichneten Gebäude (z.B. Streuhütten und Käsespeicher) sollen in ihrer Struktur und Bausubstanz erhalten bleiben.
-
- Besondere Reliefformen und geomorphologische Elemente (z.B. die Moränenwälle und die Schwemmebene unterhalb "Alpiglen") dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
-
- Die touristische Nutzung soll den Zielen des Moorbiotop- und Moorlandschaftsschutzes nicht zuwiderlaufen.

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	416
Objet	
Lokalität	Grande Cariçaie
Localité	
Kanton(e)	BE, FR, NE, VD
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Gampelen, Ins
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	5405 ha / 501 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1164, 1165, 1183, 1184, 1203
Carte(s) nationale(s)	

Description

Toute la rive sud du lac de Neuchâtel, d'Yverdon à la Thielle, constitue un vaste ensemble marécageux homogène. Sa structure paysagère est comparable sur toute sa longueur, tant au niveau des rives, des marais, des forêts que du relief. L'unité du site découle de son origine: l'abaissement du niveau du lac lors de la première correction des eaux du Jura.

Il s'agit de la plus grande rive marécageuse naturelle de Suisse, avec les plus vastes surfaces combinées de groupements à grandes et à petites laïches, de roselières et de forêts riveraines marécageuses figurant à l'Inventaire fédéral des zones alluviales d'importance nationale.

La beine peu profonde avec ses herbiers lacustres, puis les roselières, les prairies à grandes puis à petites laïches, la forêt riveraine et finalement la forêt de pente, constituent la zonation caractéristique de la végétation de ce site. S'y ajoutent des anses, des cordons littoraux boisés, des étangs, des ruisseaux divaguant dans la forêt, des clairières marécageuses, ainsi que des falaises de molasse que les ruisseaux franchissent par des cascades ou des vallons encaissés. La diversité des milieux se marque non seulement au niveau du paysage, remarquablement naturel, mais aussi de la flore et de la faune. La rive sud constitue en effet un ensemble exceptionnel de biotopes pour de très nombreuses espèces rares et menacées. Il s'agit du plus important site de reproduction en Suisse pour les oiseaux aquatiques et les limicoles.

Le sommet des falaises boisées, dominant les grèves, constitue en général la limite naturelle du paysage, séparant les terrains marécageux de l'arrière-pays à vocation agricole. Le site et la régularité naturelle de la rive sont interrompus par des localités, à proximité desquelles se sont développées des installations touristiques (ports, caravaning, etc.).

Dans certains secteurs comme à Cheyres, le site s'élargit et comporte des terrains agricoles, dont les haies, terrasses, bosquets et vergers complètent la diversité paysagère. Il en va de même pour quelques édifices historiques: Rothus au bord des anciens méandres de la Thielle, la ruine médiévale et l'église de Font, le château de Champ-Pittet, celui du bourg médiéval d'Estavayer-le-Lac (hors du site). Les nombreuses protections dont bénéficient déjà certaines parties du site, en plus de celles des marais et des zones alluviales, soulignent la valeur exceptionnelle de ce paysage et de ses écosystèmes: réserves naturelles cantonales, plan directeur intercantonal (VD/FR), réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale (OROEM, convention de Ramsar), Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale.

Schutzziele für die ML 416 Grande Carrière

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die Streuwiesen.
- Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotop und Biotopenelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotop müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die Pionierstandorte und ihre Vegetation (Sandbänke).
- Die Bestände der geschützten und/oder gesamtschweizerisch gefährdeten Tier- und Pflanzenarten sollen nicht abnehmen.
- Pflege und Nutzung des Waldes sollen den gesetzlichen Bewirtschaftungsgrundsätzen entsprechen, insbesondere den Bestimmungen über die Berücksichtigung des Natur- und Landschaftsschutzes im Wald.
- Wirtschaftswälder dürfen nur auf standortheimische Baumarten verjüngt werden; die verjüngten Bestände sollen in ihrer Baumartenmischung der potentiell natürlichen Waldgesellschaft entsprechen.
- Auenwaldstandorte sollen, wo machbar und sinnvoll, renaturiert werden.
- Die traditionelle landwirtschaftliche Nutzung, insbesondere jene der Streuwiesen soll erhalten und gefördert werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, müssen intakt und unverbaut erhalten bleiben.
- Besondere, die Landschaft prägende Reliefformen und typische geomorphologische Elemente (z.B. Mäander und Altwasser bei "Rothus", ehemals offene, heute bewaldete Sanddünen und andere durch den See und die Bäche geschaffenen Elemente) dürfen nicht verändert werden. Massnahmen im Sinne der Renaturierung bleiben vorbehalten.
- Die archäologischen Hinterlassenschaften sollen erhalten bleiben, insbesondere in den Gebieten Ins: Witzwil und La Sauge sowie Gampelen: Insel Witzwil und Rothus.
- Die Erholungsnutzung (insbesondere Campingplatz und Bootshafen) soll sich den Zielen des Biotop- und Landschaftsschutzes anpassen.

Der Perimeter der Moorlandschaft ist beinahe identisch mit dem kantonalen Naturschutzgebiet "Fanel"
(siehe auch Kapitel 2.5).

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung
Inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Anhang 2 der Moorlandschaftsverordnung / Annexe 2 de l'ordonnance sur les sites marécageux

Objekt	419
Objet	
Lokalität	Steingletscher
Localité	
Kanton(e)	BE
Canton(s)	
Gemeinde(n) Kt. Bern	Gadmen
Commune(s) ct. de Berne	
Fläche total/Kt. Bern	151 ha
Surface totale/ct. de Berne	
Landeskarte(n)	1211
Carte(s) nationale(s)	

Umschreibung

Die Moorlandschaft Steingletscher umfasst den steilen, von Gletschern bearbeiteten Hang zwischen Steinsee und Taleggli Grat. Sie ist ein schönes Beispiel einer alpinen Rundhöcker-Moorlandschaft: Die Moore liegen auf zahllosen Terrassen und Hangverebnungen, in Senken und Tälchen zwischen den vom Eis glattgeschliffenen Rundhöckern. Sie sind in der Landschaft allgegenwärtig und dominant, zahlreiche Bergbäche verbinden sie untereinander mit den Seen. Neben den Flachmooren (vorwiegend saure Kleinseggenrieder) kommen auch seltene primäre, das heisst unberührte, Kleinsthochmoore vor.

Die Moorlandschaft zeichnet sich auch durch zahlreiche verlandende Wasserflächen aus. Die kleinen und grösseren Seen bilden eine eindruckliche Serie verschiedener Verlandungsstadien: In den höchstgelegenen Gebieten besitzen die vielen Gewässer lediglich schmale Verlandungsstreifen; mit abnehmender Höhe ist die Verlandung weiter fortgeschritten, und im Gebiet In Miseren sind die meisten Mulden ganz zugewachsen. Die wenigen verbliebenen Gewässer werden von seltenen Schwingrasen mit Schlamm- und Schnabelseggenbeständen umgeben. Ein besonders schönes Gebiet liegt beim Seebodensee. In seiner Nähe befinden sich die grössten zusammenhängenden Moore, die aus artenreichen Kleinseggenrasen und für diese Höhenlage seltenen Grossseggenrieden bestehen.

Die Moorlandschaft weist wertvolle Lebensräume der alpinen Stufe auf wie Kiesbett- und Sandfluren, Pioniervegetation auf Schutt und Fels, alpine Rasen, Zwergstrauchheiden und Legföhrenbestände.

Die glazialen Reliefformen wie Rundhöcker und Seitenmoränen sind sehr schön ausgebildet. Der Reichtum an geomorphologischen Elementen und ihr entstehungsgeschichtlicher Zusammenhang mit den Moorflächen ist ein besonderer Wert der Moorlandschaft. Die Moorlandschaft ist insbesondere im oberen Teil wild und im allgemeinen in einem sehr guten Erhaltungszustand. Einzigartig ist das vermoorte alte Flusstal des Steinwassers mit dem daran angrenzenden wilden Rundhöckergebiet In Miseren.

Schutzziele für die ML 419 Steingletscher

- Die bezeichneten Moorbiotope müssen in ihrer Gesamtfläche und in ihrer Qualität erhalten bleiben, insbesondere die primären Hochmoore, die Schwingrasen, die vielen kleinen Flachmoore zwischen den Rundhöckern und die Verlandungszonen verschiedener Stadien an den zahlreichen Gewässern.
- Beeinträchtigte Moorbiotope müssen, soweit es sinnvoll ist, regeneriert werden.
- Alle weiteren nach dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz und anderen relevanten Rechtsgrundlagen geschützten und/oder schutzwürdigen Biotope und Biotopelemente sowie weitere als besonders wertvoll bezeichnete Biotope müssen in ihrem Bestand und ihrer Qualität erhalten bleiben, namentlich die Seen, Tümpel und Bäche.
- Der für die alpine Höhenstufe charakteristische kleinräumige Wechsel von Legföhren-, Grün- und Grauerlenbeständen, Zwergstrauchheiden, alpinen Rasen, Quellfluren und Pioniervegetation auf Schutt und Fels soll erhalten bleiben.
- Im Teilraum Miseren geniesst der Schutz von Natur und Landschaft Priorität.
- Die natürlichen Waldgesellschaften sollen erhalten und ihre angepasste extensive Nutzung gefördert werden.
- Gebiete, welche bisher frei von Anlagen und Bauten sind, müssen intakt und unverbaut erhalten bleiben.
- Neue Bauten und Anlagen sind nur zulässig, sofern sie der Lenkung der Erholungssuchenden dienen. Sie müssen sich in Form, Farbe, Grösse etc. gut in das Landschaftsbild einfügen.
- Die natürliche Dynamik der Fliessgewässer soll erhalten werden.
- Die landschaftswirksamen Reliefformen und geomorphologischen Elemente (Geländeformen, wie z.B. Seitenmoränen, Rundhöcker, Mulden, Terrassen, Schmelzwasserrinnen, etc.) dürfen nicht verändert werden, etwa durch Abbau oder Aufschüttung.
- Die als besonders wertvoll bezeichneten Kulturlandschaftselemente, wie der historische Verkehrsweg, sollen in ihrer Substanz und Qualität erhalten bleiben.
- Das Sportklettern ist erlaubt, ebenso das Strahlen, sofern nicht gesprengt wird.

Annexe 1: Remarques générales sur l'inventaire des sites marécageux

Le mandat constitutionnel

Le 6 décembre 1987, le peuple suisse a adopté l'initiative populaire pour la protection des marais, dite "initiative de Rothenthurm", à une majorité de 57,9 pour cent des voix. Un nouvel alinéa a ainsi été ajouté à la Constitution fédérale. L'alinéa 5 de l'article 78 de la nouvelle Constitution fédérale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 est pratiquement identique au texte approuvé à l'époque et a la teneur suivante:

Les marais et les sites marécageux d'une beauté particulière qui présentent un intérêt national sont protégés. Il est interdit d'y aménager des installations ou d'en modifier le terrain. Font exception les installations qui servent à la protection de ces espaces ou à la poursuite de leur exploitation à des fins agricoles.

Se fondant sur cet article, la Confédération a dressé deux inventaires de biotopes (inventaire des hauts-marais et des marais de transition d'importance nationale et inventaire des bas-marais d'importance nationale) et l'inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, et elle a mis en vigueur les ordonnances y relatives.

Particularités de la protection des sites marécageux

- Le fait d'inscrire directement dans la Constitution que les marais et les sites marécageux sont placés sous protection a permis de garantir à ces derniers une protection juridique supérieure à celle dont bénéficient, par exemple, les biotopes dignes de protection au sens de la loi sur la protection de la nature et du paysage ou les paysages d'importance nationale (objets IFP selon art. 5 LPN). "Contrairement aux objets IFP, il n'est pas possible de compenser une incompatibilité avec les objectifs de protection par des intérêts d'une importance nationale d'un niveau équivalent ou supérieur. La protection exigée par la Constitution est ici absolue..." (ASPAN 1993, Inventaires fédéraux, Mémoire n° 60, traduction).
- Le Conseil fédéral désigne les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale et détermine leur localisation: les cantons, les communes et les propriétaires fonciers peuvent apporter leur concours à la définition des périmètres et des objectifs de protection, mais leurs possibilités juridiques sont limitées.
- La protection des sites marécageux se situe à un stade intermédiaire entre la protection esthétique des paysages (classique) et la protection des biotopes (plus restrictive). En effet, elle vise d'une part à protéger le paysage contre les atteintes et d'autre part à préserver chaque espace vital (biotope) en tant que tel et en tant qu'élément d'un réseau. Il existe par exemple des animaux comme le traquet ou le putois dont la survie dépend d'une combinaison de surfaces humides et de surfaces sèches, ou de surfaces humides qui leur offrent des possibilités de se cacher (haies, berges boisées, etc.).
- La plupart des sites marécageux sont des paysages cultivés, exploités et façonnés par l'homme. Il y a donc lieu de tenir compte de l'utilisation du sol et des constructions existantes lors de la définition des objectifs de protection (art. 23b, alinéa 3 LPN).

Annexe 2: Bases légales, vue d'ensemble

Lois et ordonnances fédérales

Protection de la nature et du paysage

- Loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451)
- Ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (OPN; RS 451.1)
- Ordonnance du 10 août 1977 concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (OIFP; RS 451.11)
- Ordonnance du 8 septembre 1991 concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS; RS 451.12)
- Ordonnance du 28 octobre 1992 sur la protection des zones alluviales d'importance nationale (ordonnance sur les zones alluviales; RS 451.31)
- Ordonnance du 21 janvier 1991 sur la protection des hauts-marais et des marais de transition d'importance nationale (ordonnance sur les hauts-marais; RS 451.32)
- Ordonnance du 7 septembre 1994 sur la protection des bas-marais d'importance nationale; (ordonnance sur les bas-marais; RS 451.33)
- Ordonnance du 1^{er} mai 1996 sur la protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale; (ordonnance sur les sites marécageux; RS 451.35)
- Arrêté fédéral du 3 mai 1991 accordant une aide financière en faveur de la sauvegarde et de la gestion de paysages ruraux traditionnels (RS 451.51)

Aménagement du territoire, transports, aménagement des cours d'eau

- Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700)
- Ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT; RS 700.1)
- Loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR; RS 704)
- Ordonnance du 29 novembre 1986 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (OCPR; RS 704.1)
- Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721)

Protection de l'environnement, protection des eaux

- Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.01)
- Ordonnance du 9 juin 1986 sur les substances dangereuses pour l'environnement; (Osubst; RS 814.013)
- Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20)
- Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux; RS 814.201)

Agriculture, économie forestière, chasse et pêche

- Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr; RS 910.1)
- Ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs versés dans l'agriculture (OPD; RS 910.13)
- Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (loi sur les forêts, LFo; RS 921)
- Ordonnance du 30 novembre 1992 sur les forêts (OFo; RS 921.01)
- Loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (loi sur la chasse, LChP; RS 922)
- Ordonnance du 29 février 1988 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (ordonnance sur la chasse, OChP; RS 922.01)
- Ordonnance du 21 janvier 1991 sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale (OROEM; RS 922.32)
- Loi du 21 juin 1991 sur la pêche (RS 923)

Actes législatifs cantonaux importants

- Loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC; RSB 721)
- Ordonnance du 6 mars 1985 sur les constructions (OC; RSB 721.1)
- Décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC; RSB 725.1)
- Loi de coordination du 21 mars 1994 (LCoord; 724.1)
- Loi du 15 septembre 1992 sur la protection de la nature (LPN; RSB 426.11)
- Ordonnance du 10 novembre 1993 sur la protection de la nature (OPN; RSB 426.111)
- Ordonnance du 17 mai 1998 sur les contributions à l'exploitation de terrains secs et de zones humides (OTSH; RSB 426.112)
- Loi cantonale du 16 juin 1997 sur l'agriculture (LCAB; RSB 910.1)
- Ordonnance du 5 novembre 1997 sur la préservation des bases naturelles de la vie et des paysages (OPBNP; RSB 910.112)
- Ordonnance du 5 novembre 1997 sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (OASA; RSB 910.113)
- Loi cantonale du 5 mai 1997 sur les forêts (LCFo; RSB 921.11)
- Ordonnance cantonale du 29 octobre 1997 sur les forêts (OCFo; RSB 921.111)
- Loi du 9 avril 1967 sur la chasse et sur la protection du gibier et des oiseaux (LCh; RSB 922.11)
- Ordonnance du 25 mars 1992 sur la chasse et sur la protection du gibier et des oiseaux (OCh; RSB 922.111)
- Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (LAE; RSB 751.11)
- Décret sur la régénération des eaux (DRégén; RSB 752.413)
- Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE; RSB 751.111.1)
- Loi cantonale du 11 novembre 1996 sur la protection des eaux (LCPE; RSB 821)
- Loi du 21 juin 1995 sur la pêche (LPê; RSB 923.11)
- Loi du 6 juin 1982 sur les rives des lacs et des rivières (LRLR; RSB 704.1)
- Loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41)

Annexe 3: extraits de bases légales importantes

Ordonnance du 1^{er} mai 1996 **451.35** **sur la protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale**

(Ordonnance sur les sites marécageux)

(Etat au 1^{er} octobre 1996)

Le Conseil fédéral suisse, vu les articles 23b, 3^e alinéa, et 23c, 1^{er} alinéa, de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN),
arrête:

Art. 1 Inventaire fédéral

¹ L'inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale (Inventaire des sites marécageux) comprend les objets énumérés dans l'annexe 1.

² L'inventaire n'est pas exhaustif; il sera régulièrement contrôlé et mis à jour.

Art. 2 Description des objets

¹ La description des objets est publiée séparément. En tant qu'annexe 2, cette publication fait partie intégrante de la présente ordonnance.

² La publication peut être consultée en tout temps à la Chancellerie fédérale, à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (office fédéral) et auprès des cantons. Ceux-ci désignent les services concernés.

Art. 3 Délimitation des objets

¹ Les cantons fixent les limites précises des objets. Ils prennent l'avis

- a. des propriétaires fonciers;
- b. des exploitants, en particulier dans les domaines agricole et sylvicole;
- c. des bénéficiaires de concessions et d'autorisations pour des installations et constructions;
- d. des communes;
- e. des organisations habilitées à recourir en vertu de l'article 12, 2^e alinéa LPN.

² Dans le secteur des conceptions et des plans sectoriels de la Confédération qui se réfèrent à des installations et constructions, les cantons prennent également l'avis des services fédéraux compétents.

³ Lorsque les limites précises n'ont pas encore été fixées, l'autorité cantonale compétente prend, sur demande, une décision de constatation de l'appartenance d'un bien-fonds à un objet. Quiconque présente une demande doit pouvoir la fonder sur l'existence d'un intérêt digne de protection.

Art. 4 Buts visés par la protection

¹ Dans tous les objets

- a. le paysage sera protégé contre les modifications qui portent atteinte à la beauté du site marécageux ou à son importance nationale;
- b. les éléments et les structures caractéristiques des sites marécageux seront sauvegardés, notamment les éléments géomorphologiques, les biotopes, les éléments culturels ainsi que les constructions et les structures traditionnelles de l'habitat;
- c. les espèces végétales et animales protégées en vertu de l'article 20 de l'ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (OPN), ainsi que les espèces végétales et animales menacées et rares figurant dans les Listes rouges publiées ou approuvées par l'office fédéral seront particulièrement ménagées;

d. l'exploitation durable et typique des marais et des sites marécageux sera encouragée afin qu'elle puisse être maintenue dans la mesure du possible.

² La description des objets à l'annexe 2 sert aux cantons de base contraignante pour concrétiser les buts visés par la protection.

Art. 5 Mesures de protection et d'entretien

¹ Les cantons, après avoir pris l'avis des intéressés (art. 3, 1^{er} et 2^e al.), prennent les mesures de protection et d'entretien nécessaires pour atteindre les buts visés par la protection.

² Ils veillent en particulier à ce que

- a. les plans et les prescriptions qui règlent le mode d'utilisation du sol au sens de la législation en matière d'aménagement du territoire soient conformes à la présente ordonnance;
- b. les biotopes au sens de l'article 18, alinéa 1bis LPN, qui se trouvent à l'intérieur d'un site marécageux soient désignés;
- c. l'aménagement et l'exploitation admissibles selon l'article 23d, 2^e alinéa, LPN, ne portent pas atteinte aux éléments caractéristiques des sites marécageux;
- d. des installations et constructions, autres que celles relatives à l'aménagement et l'exploitation réglés sous lettre c, qui ne servent ni à l'entretien des biotopes, ni au maintien des habitats typiques, ne soient érigées ou agrandies que si elles ont une importance nationale, ne puissent être réalisées qu'à l'endroit prévu et n'entrent pas en contradiction avec les buts visés par la protection;
- e. l'exploitation à des fins touristiques et récréatives soit en accord avec les buts visés par la protection;
- f. lorsqu'une remise en état selon l'article 25a LPN n'est pas possible ou qu'elle est disproportionnée par rapport aux buts visés par la protection, il y ait remplacement ou compensation adéquats, notamment par la création, l'agrandissement ou la revitalisation de biotopes, la revalorisation d'éléments et de structures caractéristiques des sites marécageux, l'amélioration de l'exploitation durable et typique des marais et des sites marécageux ou par des mesures de compensation écologique selon l'article 15 OPN.

Art. 6 Délais

¹ Les mesures prévues à l'article 3, 1^{er} alinéa, et à l'article 5 doivent être prises dans un délai de trois ans.

² Pour les cantons à faible et à moyenne capacité financière, pour lesquels la protection des sites marécageux représente une charge considérable, ce délai est de six ans lorsqu'il s'agit d'objets dont la conservation n'est pas menacée. Le Département fédéral de l'intérieur désigne les cantons concernés.

Art. 7 Protection transitoire

Les constructions, installations et modifications de terrain ainsi que les changements notables du mode d'utilisation du sol sont interdits dans les objets tant que les cantons n'ont pas pris de mesures de protection et d'entretien. Les cantons peuvent autoriser des dérogations si elles sont compatibles avec l'article 5.

Art. 8 Réparation des dommages

Les cantons veillent à ce que les atteintes déjà portées à des objets soient réparées le mieux possible, chaque fois que l'occasion s'en présente.

Art. 9 Devoirs de la Confédération

¹ Dans leur activité, les autorités, services, instituts et établissements fédéraux sont tenus de respecter les buts visés par la protection.

² Ils prennent les mesures prévues aux articles 5, 7 et 8 dans les domaines relevant de leur compétence en vertu de la législation fédérale spéciale.

Art. 10 Compte rendu

Tant qu'ils n'ont pas pris les mesures nécessaires selon l'article 3, 1^{er} alinéa, et l'article 5, les cantons rendent compte à l'office fédéral, à la fin de chaque année, de l'état de la protection des sites marécageux sur leur territoire.

Art. 11 Prestations de la Confédération

¹ La Confédération conseille et soutient les cantons dans l'accomplissement des tâches prévues par la présente ordonnance.

² Les indemnités de la Confédération pour les mesures prévues aux articles 3, 5 et 8 de la présente ordonnance sont réglées par l'article 22 OPN.

Art. 12 Modification du droit en vigueur

L'ordonnance du 24 janvier 1996 sur les contributions écologiques est modifiée comme suit:

Art. 7, 3^e alinéa, devenu l'article 41, 2^e alinéa, de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs.

Ne donnent pas droit aux contributions selon le présent chapitre les surfaces soumises à des contraintes de protection de la nature en vertu des art. 18a, 18b, 23c et 23d LPN, lorsqu'il n'a pas été conclu d'accord avec les exploitants ou les propriétaires fonciers en vue d'une indemnisation équitable.

Art. 13 Disposition transitoire

¹ Jusqu'à la mise au point définitive de l'objet n° 68 Grimsel, sa protection est régie par l'article 29, 1^{er} alinéa, lettre c, OPN, ainsi que par l'article 9 de la présente ordonnance.

² L'objet est décrit dans l'annexe 3.

³ Les prestations de la Confédération sont régies par l'article 11.

Art. 14 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

Loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN)

451

(Etat au 1^{er} août 2000)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'article 24^{sexies} de la constitution fédérale vu le message du Conseil fédéral du 12 novembre
1965,
arrête:

Art. 2

Par accomplissement d'une tâche de la Confédération au sens de l'article 24^{sexies}, 2^e alinéa, de la constitution fédérale, il faut entendre notamment

- a. l'élaboration de projets, la construction et la modification d'ouvrages et d'installations par la Confédération, ses instituts et ses établissements, par exemple les bâtiments et les installations de l'administration fédérale, les routes nationales, les bâtiments et installations des Chemins de fer fédéraux;
- b. l'octroi de concessions et d'autorisations, par exemple pour la construction et l'exploitation d'installations de transport et de communications (y compris l'approbation des plans), d'ouvrages et d'installations servant au transport d'énergie, de liquides ou de gaz, ou à la transmission de messages, ainsi que l'octroi d'autorisation de défrichements;
- c. l'allocation de subventions pour des mesures de planification, pour des installations et des ouvrages, tels que les améliorations foncières, l'assainissement de bâtiments agricoles, les corrections de cours d'eau, les installations de protection des eaux et les installations de communications.

Art. 7

¹ Si l'accomplissement d'une tâche de la Confédération incombe à la Confédération, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage ou l'Office fédéral de la culture, selon le domaine de compétence, détermine s'il est nécessaire qu'une expertise soit établie par la commission visée à l'article 25, 1^{er} alinéa. Si le canton est compétent, c'est le service cantonal visé à l'article 25, 2^e alinéa, qui détermine la nécessité d'une expertise.

² Si l'accomplissement de la tâche de la Confédération peut altérer sensiblement un objet inscrit dans un inventaire fédéral en vertu de l'article 5 ou soulève des questions de fond, la commission établit une expertise à l'intention de l'autorité de décision. Cette expertise indique si l'objet doit être conservé intact ou de quelle manière il doit être ménagé.

Art. 10

Dans les cas prévus aux articles 7, 8 et 9, l'avis des gouvernements des cantons doit toujours être requis. Ceux-ci invitent les communes concernées à donner leur avis.

Art. 12

¹ Les communes et les organisations d'importance nationale à but non lucratif qui existent depuis dix ans au moins et se vouent à la protection de la nature, à la protection du paysage, à la conservation des monuments historiques ou à des tâches semblables ont qualité pour recourir contre les décisions du canton ou des autorités fédérales si ces décisions peuvent, en dernière instance, faire l'objet d'un recours au Conseil fédéral ou d'un recours de droit administratif au Tribunal fédéral.

² Le Conseil fédéral désigne les organisations qui ont qualité pour recourir.

³ Les communes et les organisations reconnues sont en outre habilitées:

- a. à faire usage des voies de droit cantonales;
- b. à faire opposition et à formuler des demandes en vertu des articles 9, 35 et 55 de la loi fédérale sur l'expropriation.

⁴ Le recours contre une décision portant octroi d'une subvention fédérale n'est pas recevable lorsque les mesures de planification, les ouvrages ou les installations ont par ailleurs fait l'objet, dans l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, d'une décision au sens du 1^{er} alinéa.

⁵ Le recours contre une décision portant octroi d'une subvention fédérale n'est en outre pas recevable lorsque les communes et les organisations qui avaient qualité pour recourir n'ont pas formé de recours contre la première décision notifiée conformément à l'article 12a, 1^{er} alinéa, et qui ne répondait pas à leurs demandes dans une procédure cantonale relative aux mesures de planification, aux ouvrages et aux installations.

Art. 12a

¹ Lorsque la procédure comporte un droit de recours au sens de l'article 12, 1^{er} alinéa, l'autorité communique sa décision aux communes et aux organisations reconnues par une notification écrite ou par une publication dans la Feuille fédérale ou dans l'organe officiel du canton. En règle générale, la durée de l'enquête publique est de 30 jours.

² Lorsque le droit fédéral ou cantonal prévoit une procédure d'opposition antérieure à la prise de décision, les communes et les organisations n'ont qualité pour recourir que si elles sont intervenues dans la procédure d'opposition à titre de partie. Dans ce cas, la demande doit être publiée conformément aux règles énoncées au premier alinéa.

³ Les communes et les organisations qui n'ont pas formé de recours ne peuvent intervenir comme partie dans la suite de la procédure que si la décision est modifiée en faveur d'une autre partie et qu'elle leur porte atteinte.

⁴ Les alinéas 1 et 3 ne sont pas applicables lorsque la décision sur le projet est rendue dans la procédure prévue par la loi fédérale sur l'expropriation.

Art. 12b

¹ Les cantons ont qualité pour recourir contre les décisions d'autorités fédérales au sens de l'article 12, 1^{er} alinéa.

² L'office fédéral compétent a qualité pour recourir contre les décisions cantonales au sens de l'article 12, 1^{er} alinéa; il peut faire usage des voies de droit fédérales et cantonales.

Chapitre 3:

Protection de la faune et de la flore du pays

Art. 18

¹ La disparition d'espèces animales et végétales indigènes doit être prévenue par le maintien d'un espace vital suffisamment étendu (biotopes), ainsi que par d'autres mesures appropriées. Lors de l'application de ces mesures, il sera tenu compte des intérêts dignes de protection de l'agriculture et de la sylviculture.

^{1bis} Il y a lieu de protéger tout particulièrement les rives, les roselières et les marais, les associations végétales forestières rares, les haies, les bosquets, les pelouses sèches et autres milieux qui jouent un rôle dans l'équilibre naturel ou présentent des conditions particulièrement favorables pour les biocénoses.

[...]

Art. 18a

¹ Le Conseil fédéral, après avoir pris l'avis des cantons, désigne les biotopes d'importance nationale. Il détermine la situation de ces biotopes et précise les buts visés par la protection.

² Les cantons règlent la protection et l'entretien des biotopes d'importance nationale. Ils prennent à temps les mesures appropriées et veillent à leur exécution.

³ Le Conseil fédéral peut, après avoir pris l'avis des cantons, fixer des délais pour la mise en place des mesures de protection. Si, malgré les avertissements, un canton ne prescrit pas à temps les mesures de protection, le Département fédéral de l'intérieur peut prendre à sa place les mesures nécessaires et mettre à sa charge une part équitable des frais correspondants.

Art. 18c

¹ La protection des biotopes et leur entretien seront, si possible, assurés sur la base d'accords conclus avec les propriétaires fonciers et les exploitants et par l'adaptation des modes d'exploitation agricole et sylvicole.

² Les propriétaires fonciers ou les exploitants qui, par souci de garantir la protection visée, limitent leur exploitation actuelle ou assurent une prestation sans avantage lucratif correspondant, ont droit à une juste indemnité.

³ Si, contrairement à ce qui serait indispensable à la réalisation des buts visés par la protection, un propriétaire néglige d'exploiter son bien-fonds, il doit en tolérer l'exploitation par des tiers ordonnée par les autorités.

⁴ Pour autant que les buts visés par la protection exigent l'acquisition de terres, les cantons ont la compétence de recourir à l'expropriation. Dans leurs dispositions d'exécution, ils peuvent déclarer applicable la loi fédérale sur l'expropriation, la décision sur les oppositions restées en litige revenant au gouvernement cantonal. La loi fédérale sur l'expropriation est applicable lorsque l'objet à placer sous protection s'étend sur le territoire de plusieurs cantons.

Art. 18d

¹ La Confédération finance l'inventaire des biotopes d'importance nationale et participe au financement des mesures de protection et d'entretien par une indemnité couvrant de 60 à 90 pour cent des frais. Elle peut, exceptionnellement, prendre à sa charge la totalité des frais.

² Les cantons supportent les coûts de la protection et de l'entretien des biotopes d'importance régionale et locale et ceux des mesures de compensation écologique. La Confédération participe à leur couverture sous la forme d'indemnités allant jusqu'à 50 pour cent des frais.

³ Pour le calcul des indemnités visées aux alinéas 1 et 2, la Confédération tient compte de la capacité financière des cantons et de la charge globale que leur occasionne la protection des sites marécageux et des biotopes.

Chapitre 3a: Marais et sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale**Art. 23a**

Les articles 18a, 18c et 18d s'appliquent à la protection des marais d'une beauté particulière et d'importance nationale.

Art. 23b

¹ Par site marécageux, on entend un paysage proche de l'état naturel, caractérisé par la présence de marais. Une étroite relation écologique, visuelle, culturelle ou historique unit les marais au reste du site.

-
- ² Un site marécageux est d'une beauté particulière et d'importance nationale lorsqu'il
- est unique en son genre ou
 - fait partie des sites marécageux les plus remarquables, dans un groupe de sites comparables.
- ³ Le Conseil fédéral désigne les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale et en détermine la situation en tenant compte de l'utilisation du sol et des constructions existantes. Ce faisant, il travaille en étroite collaboration avec les cantons qui, pour leur part, prennent l'avis des propriétaires fonciers concernés.
- ⁴ La Confédération finance l'inventaire des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale.

Art. 23c

- ¹ La protection a pour but général de sauvegarder les éléments naturels et culturels des sites marécageux qui leur confèrent leur beauté particulière et leur importance nationale. Le Conseil fédéral fixe les buts visés par la protection en tenant compte des particularités de chaque site marécageux.
- ² Les cantons veillent à la concrétisation et à la mise en œuvre des buts visés par la protection. Ils prennent à temps les mesures de protection et d'entretien qui s'imposent. Les articles 18a, 3^e alinéa, et 18c sont applicables par analogie.
- ³ La Confédération participe au financement des mesures de protection et d'entretien par une indemnité couvrant de 60 à 90 pour cent des frais. Pour le calcul de l'indemnité, elle tient compte de la capacité financière des cantons et de la charge globale que leur occasionne la protection des sites marécageux et des biotopes.

Art. 23d

- ¹ L'aménagement et l'exploitation des sites marécageux sont admissibles, dans la mesure où ils ne portent pas atteinte aux éléments caractéristiques des sites marécageux.
- ² Sont en particulier admis à la condition prévue au 1^{er} alinéa:
- l'exploitation agricole et sylvicole;
 - l'entretien et la rénovation de bâtiments et d'installations réalisés légalement;
 - les mesures visant à protéger l'homme contre les catastrophes naturelles;
 - les installations d'infrastructure nécessaires à l'application des lettres a à c ci-dessus.

Chapitre 6: Dispositions finales

Art. 25b

- ¹ Les cantons désignent les installations, les bâtiments et les modifications de la configuration du terrain réalisés après le 1^{er} juin 1983 dans les marais et les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, qui sont contraires aux buts visés par la protection et qui n'ont pas été autorisés avec force de chose jugée sur la base de zones d'affectation conformes à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.
- ² Dans le site marécageux de Rothenthurm, les cantons de Schwyz et de Zoug désignent les installations, les bâtiments et les modifications de la configuration du terrain réalisés après le 1^{er} juin 1983 et qui tombent sous le coup de la disposition transitoire de l'article 24^{sexies}, 5^e alinéa, de la Constitution fédérale.
- ³ L'autorité cantonale ou fédérale compétente pour prendre les décisions concernant les autorisations et l'exécution des projets décide du rétablissement de l'état initial. Lors du rétablissement de l'état initial, on tient compte du principe de la proportionnalité.

Ordonnance du 16 janvier 1991
sur la protection de la nature et du paysage (OPN)

451.1

(Etat au 1^{er} août 2000)

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'article 26 de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN);

en application de la Convention du 19 septembre 1979 relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe,

arrête:

Section 3: Protection de la flore et de la faune indigènes

Art. 13 Principe

La protection de la flore et de la faune indigènes doit si possible être assurée par une exploitation agricole et sylvicole appropriée de leur espace vital (biotope). Cette tâche exige une collaboration entre les organes de l'agriculture et de l'économie forestière et ceux de la protection de la nature et du paysage.

Art. 14 Protection des biotopes

¹ La protection des biotopes doit assurer, notamment de concert avec la compensation écologique (art. 15) et les dispositions relatives à la protection des espèces (art. 20), la survie de la flore et de la faune sauvage indigènes.

² La protection des biotopes est notamment assurée par:

- a. des mesures visant à sauvegarder et, si nécessaire, à reconstituer leurs particularités et leur diversité biologique;
- b. un entretien, des soins et une surveillance assurant à long terme l'objectif de la protection;
- c. des mesures d'aménagement permettant d'atteindre l'objectif visé par la protection, de réparer les dégâts existants et d'éviter des dégâts futurs;
- d. la délimitation de zones tampon suffisantes du point de vue écologique;
- e. l'élaboration de données scientifiques de base.

³ Les biotopes sont désignés comme étant dignes de protection sur la base:

- a. de la liste des milieux naturels dignes de protection figurant à l'annexe 1, caractérisés notamment par des espèces indicatrices;
- b. des espèces de la flore et de la faune protégées en vertu de l'art. 20;
- c. des poissons et écrevisses menacés, conformément à la législation sur la pêche;
- d. des espèces végétales et animales rares et menacées, énumérées dans les Listes rouges publiées ou reconnues par l'OFEFP;
- e. d'autres critères, tels que les exigences des espèces migratrices ou la connexion des sites fréquentés par les espèces.

[...]

Art. 15 Compensation écologique

¹ La compensation écologique (art. 18b, 2^e al., LPN) a notamment pour but de relier des biotopes isolés entre eux, ce au besoin en créant de nouveaux biotopes, de favoriser la diversité des espèces, de parvenir à une utilisation du sol aussi naturelle et modérée que possible, d'intégrer des éléments naturels dans les zones urbanisées et d'animer le paysage.

² S'agissant de subventions pour des prestations écologiques particulières dans l'agriculture, la définition de la compensation écologique figurant dans l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs est applicable.

Art. 16 Désignation des biotopes d'importance nationale

¹ La désignation des biotopes d'importance nationale ainsi que la définition des buts visés par leur protection et la fixation des délais pour prescrire les mesures de protection au sens de l'article 18a LPN sont réglées dans des ordonnances particulières (inventaires).

² Les inventaires ne sont pas exhaustifs; ils seront régulièrement réexaminés et mis à jour.

Art. 17 Protection et entretien des biotopes d'importance nationale

¹ Les cantons, après avoir pris l'avis de l'OFEFP, règlent les mesures de protection et d'entretien des biotopes d'importance nationale, ainsi que le financement de ces mesures.

² La Confédération participe au financement des mesures de protection et d'entretien par une indemnité couvrant de 60 à 75 pour cent des frais selon la capacité financière des cantons. En ce qui concerne les cantons pour lesquels la protection des sites marécageux et des biotopes entraîne une lourde charge, elle peut relever ce taux de 15 pour cent au maximum. Elle peut, exceptionnellement, prendre à sa charge la totalité des frais.)

³ Pour le reste, les dispositions des articles 4, 5, 5^e alinéa, et 6 à 10 s'appliquent par analogie.

Art. 19 Financement de prestations écologiques dans l'agriculture

Le rapport entre les indemnités prévues aux articles 17 et 18 et les contributions pour des prestations écologiques particulières dans l'agriculture est réglé à l'article 41, 2^e alinéa, de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs.

Art. 20 Protection des espèces

¹ Sauf autorisation, il est interdit de cueillir, déterrer, arracher, emmener, mettre en vente, vendre, acheter ou détruire, notamment par des atteintes d'ordre technique, les plantes sauvages des espèces désignées dans l'annexe 2.

² En plus des animaux protégés figurant dans la loi du 20 juin 1986 sur la chasse, les espèces désignées dans l'annexe 3 sont considérées comme protégées. Il est interdit:

- a. de tuer, blesser ou capturer les animaux de ces espèces ainsi que d'endommager, détruire ou enlever leurs œufs, larves, pupes, nids ou lieux d'incubation;
- b. de les emporter, envoyer, mettre en vente, exporter, remettre à d'autres personnes, acquérir ou prendre sous sa garde, morts ou vivants, y compris leurs œufs, larves, pupes et nids, ou d'apporter son concours à de tels actes.

³ L'autorité compétente peut accorder d'autres autorisations exceptionnelles, en plus de celles prévues par l'article 22, 1^{er} alinéa, LPN,

- a. si ces mesures servent à maintenir la diversité biologique;
- b. pour des atteintes d'ordre technique, qui s'imposent à l'endroit prévu et qui correspondent à un intérêt prépondérant. L'auteur de l'atteinte doit être tenu de prendre des mesures pour assurer la meilleure protection possible, ou, à défaut, le remplacement adéquat des espèces concernées. Quiconque contrevient aux alinéas 1 et 2 est punissable en vertu de l'article 24a LPN.

Section 3a: Marais et sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

Art. 21a Protection des marais

La désignation des marais d'une beauté particulière et d'importance nationale ainsi que leur protection et leur entretien sont régis par les articles 16, 17 et 19.

Art. 22 Protection des sites marécageux

¹ La désignation des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale ainsi que la définition des buts visés par la protection sont réglées dans une ordonnance séparée (inventaire).

² Les cantons, après avoir pris l'avis de l'OFEFP, règlent les mesures de protection et d'entretien, ainsi que leur financement.

³ La Confédération participe au financement des mesures de protection et d'entretien par une indemnité couvrant de 60 à 75 pour cent des frais selon la capacité financière des cantons. En ce qui concerne les cantons pour lesquels la protection des sites marécageux et des biotopes entraîne une lourde charge, elle peut relever ce taux de 15 pour cent au maximum. Pour le reste, les articles 4, 5, 5^e alinéa, et 6 à 10 sont applicables par analogie.

⁴ L'indemnité pour les biotopes d'importance nationale qui sont situés à l'intérieur de sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale est régie par les articles 17 et 19.

Section 5: Dispositions finales

Art. 29 Disposition transitoire

¹ Jusqu'à ce que le Conseil fédéral ait désigné les biotopes d'importance nationale (art. 16) ainsi que les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale (art. 22) et tant que les différents inventaires ne sont pas complets,

- a. les cantons veillent, par des mesures immédiates appropriées, à ce que l'état des biotopes considérés comme étant d'importance nationale sur la base des renseignements et des documents disponibles ne se détériore pas;
- b. lors de demandes de subventions, l'OFEFP détermine l'importance d'un biotope ou d'un site marécageux en procédant cas par cas, sur la base des renseignements et des documents disponibles;
- c. les cantons veillent, par des mesures immédiates appropriées, à ce que l'état des sites marécageux considérés comme étant d'importance nationale sur la base des renseignements et des documents disponibles ne se détériore pas.

² Le financement de mesures en vertu du 1^{er} alinéa, lettres a et b, est régi par l'article 17, en vertu du 1^{er} alinéa, lettre c, par l'article 22a.

³ Les autorités, services, instituts et établissements fédéraux prennent les mesures immédiates prévues au premier alinéa, lettres a et c, dans les domaines relevant de leur compétence en vertu de la législation fédérale spéciale y relative.

Annexe 4: Organes du projet

Groupe de projet

Chef de projet	Flurin Baumann, Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT)
Membres	Bernhard Jezler, inspecteur des constructions, OACOT, arrondissement de l'Oberland bernois Erich Linder, aménagiste, OACOT, arrondissement de l'Oberland bernois Regula Manser, juriste, OACOT, Service des affaires communales Pierre Mosimann, aménagiste, OACOT, arrondissement du Jura bernois – Seeland

Commission d'experts des sites marécageux

Président	Kurt Muster, Bellmond
JCE, secrétariat	Flurin Baumann, Office des affaires communales et de l'organisation du territoire
POM	Christoph Suter, Office de l'administration et des exploitations militaires
ECO	Hans Beyeler, Inforama Schwand
"	Christoph Brechbühl, Office du développement économique, Division du
"	tourisme
"	Ruedi Keller, Inspection de la protection de la nature
"	Fritz Kupfer, Office des forêts
"	Andreas von Waldkirch, Office de l'agriculture, Service des améliorations structurelles
Représentants de divers organismes	Walter Dietrich, Interlaken, Association des préfets du canton de Berne Erich Kohli, Région de montagne du Haut-Simmental et du Pays de Gessenay Rudolf Kull, Association bernoise des propriétaires de forêts Erwin Mathys, Conseil régional Daniel Moser, Pro Natura Berne Christian Oesch, député, Union bernoise des paysans (LOBAG) Andreas Rupp, Sigriswil, Association des communes du canton de Berne

Annexe 5: Arrêté du Conseil-exécutif

Kanton Bern
Canton de Berne

Auszug aus dem Protokoll
des Regierungsrates

Extrait du procès-verbal du
Conseil-exécutif

8 janvier 2001 45C

0023 Plan sectoriel sur les sites marécageux (plan sectoriel SM)



1. Le plan sectoriel des sites marécageux (plan sectoriel SM) de novembre 2000 est approuvé à titre de plan sectoriel au sens de l'article 99 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC; RSB 721.0). Il constitue une étude de base contraignante pour les autorités cantonales et communales ainsi que pour les organes des régions.
2. La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et les autres Directions concernées sont chargées de lancer la mise en œuvre du plan sectoriel des sites marécageux.
3. La Direction de l'économie publique est chargée, avec l'appui de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, de régler le financement des indemnités cantonales pour la préservation et l'entretien de surfaces et d'objets dignes de protection d'importance locale et pour les mesures de compensation écologique à l'intérieur des sites marécageux conformément à la législation fédérale et cantonale.
4. La commission cantonale d'experts des sites marécageux est remerciée pour son travail et dissoute au 1^{er} mars 2001.

Aux Directions et à la Chancellerie d'Etat

Certifié exact

Le chancelier

Annexe 6: Références et bibliographie

Documents publiés dans le cadre de la protection des marais dans le canton de Berne

- Bulletin [1] Protection des marais dans le canton de Berne, bulletin en couleur présentant le contenu des trois inventaires fédéraux et esquissant la suite de la procédure, publié en 1991 par l'Inspection de la protection de la nature et l'Office de l'aménagement du territoire (devenu l'OACOT).
- Surfaces des inventaires fédéraux (cartes au 1: 25 000) [2] En 1991, afin de permettre une vue d'ensemble des trois inventaires, les périmètres en question et les limites des réserves naturelles cantonales ont été transposés sur les cartes à l'échelle 1:25 000 au moyen d'une procédure d'impression des plans. Les cartes ont ensuite été remises aux communes concernées et à divers autres services.
- Programmes d'affectation et de protection [3] Entre 1993 et 1995 des groupes de travail locaux ont élaborés des programmes d'affectation et de protection (PAP) pour la plupart des 21 sites marécageux du canton. Le Conseil-exécutif s'est fondé sur ces derniers pour prendre position sur l'OSM. Les PAP ont tous la même structure; après une introduction, ils donnent une description du site, traitent de son périmètre, des objectifs de protection, des procédures envisagées, des conflits examinés et des propositions faites par le groupe de travail au Conseil-exécutif.
Les programmes concernant les SM 7, 12, 13, 16, 19, 27, 35, 38, 118, 119, 163, 336, 339 et 419 peuvent être obtenus gratuitement à l'OACOT.
- Données informatisées relatives aux différents SM [4] Les données topographiques connues des inventaires de la Confédération et du canton (terrains secs et zones humides, batraciens, etc.) ont été réunies dans un système d'information du territoire (SIT/ArcView) de l'OACOT pour chaque site marécageux. Elles sont disponibles gratuitement à l'OACOT sous forme digitale ou sur papier.
- Rapport récapitulatif des procédures de participation et de consultation [5] Le rapport présente les résultats des procédures de participation et de consultation qui ont eu lieu en 1999/2000 au sujet du projet de plan sectoriel, ainsi que la prise de position de la direction du projet. Le rapport peut être obtenu gratuitement à l'OACOT.

Directives, manuels

- [6] Marais et sites marécageux de Suisse, OFEFP, Berne 1994
- [7] Manuel Conservation des marais en Suisse, 2 classeurs, OFEFP, Berne dès 1994
- [8] KREBS. P., Protection des marais et tourisme, rapport de synthèse du groupe de travail "Protection des marais et tourisme", Institut de recherches pour les loisirs et le tourisme, Université de Berne, OFEFP et Fédération suisse du tourisme, Berne 1995
- [9] SUTER. E. et STÄHLI. R., Activités militaires et protection des marais, Département fédéral de l'intérieur et Département militaire fédéral, Berne 1994
- [10] SCHWARZE. M., KELLER. V. et ZUPPINGER. U., Inventaire des sites marécageux, guide d'application des dispositions de protection, OFEFP, Série L'environnement pratique, Berne 1996

Bibliographie

- Inventaire des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, projet destiné à la procédure de consultation, 3 classeurs avec description des objets, DFI, OFEFP, Berne 1991
- HINTERMANN, U., Inventaire des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, rapport final, Cahier de l'environnement n° 168, OFEFP, Berne 1992
- HINTERMANN, U. et al., Moorlandschaften und nationaler Artenschutz - Bedeutung der Moorlandschaften für den faunistischen Artenschutz, Reinach 1994
- KELLER, P. et al., Commentaire LPN, Zurich 1997

Abréviations

DPC	Décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire
IC	Inspection cantonale de la chasse, Office de la nature
IPN	Inspection de la protection de la nature, Office de la nature
JCE	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
L	Loi
LAT	Loi fédérale sur l'aménagement du territoire
LC	Loi sur les constructions du canton de Berne
LCFo	Loi cantonale sur les forêts
LF	Loi fédérale
LPED	Loi fédérale sur la protection des eaux contre la pollution
LPN	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage
LPN cantonale	Loi cantonale sur la protection de la nature
LRLR	Loi sur les rives des lacs et des rivières
O	Ordonnance
OACOT	Office des affaires communales et de l'organisation du territoire
OAT	Ordonnance sur l'aménagement du territoire
OC	Ordonnance sur les constructions du canton de Berne
OCFo	Ordonnance cantonale sur les forêts
OFA	Ordonnance sur le financement de l'aménagement
OFAT	Office fédéral de l'aménagement du territoire
OFEPF	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
OFOR	Office cantonal des forêts
ONAT	Office de la nature
OPBNP	Ordonnance sur la préservation des bases naturelles de la vie et des paysages
OPD	Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture
OPD (TTE)	Office de la protection des eaux et de la gestion des déchets
OPN	Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage
OSM	Ordonnance sur les sites marécageux
Osubst	Ordonnance sur les substances dangereuses pour l'environnement
PAP	Programme d'affectation et de protection
PQ	Plan de quartier
SCAS	Service des améliorations structurelles, Office de l'agriculture
SM	Site(s) marécageux